



CONFÉRENCE INTERCANTONALE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE
LA SUISSE ROMANDE ET DU TESSIN

CIIP

Rapport annuel 2020

27 mai 2021



www.ciip.ch

Les **années** de scolarité mentionnées dans ce document se réfèrent à la numérotation employée dans la Convention scolaire romande : **1 à 11**.

Les **cycles** se réfèrent aux cycles d'enseignement prévus par l'Accord HarmoS ; ils sont au nombre de trois.

Les **degrés** d'enseignement sont :

- le **degré primaire** dure huit ans et se compose de deux cycles : cycle primaire 1 (années 1 à 4) et cycle primaire 2 (années 5 à 8) ;
- le **degré secondaire I** succède au degré primaire et dure trois ans (années 9 à 11) ;
- le **degré secondaire II** couvre le postobligatoire, général et professionnel.

RAPPORT ANNUEL CIIP 2020

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE – BILAN GÉNÉRAL DE L'ANNÉE 2020

Généralités et priorités politiques	5
-------------------------------------	---

DEUXIÈME PARTIE – ORGANES DIRECTEURS ET PARTENAIRES

Espace romand de la formation

Assemblée plénière de la conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, AP-CIIP	9
Conférence des secrétaires généraux, CSG	12
Secrétariat général de la CIIP, SG-CIIP	14
Commission de gestion, COGEST	15
Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande, CIP-CSR	16
Conseil « Média-formation », CMF	17
Commission consultative des associations partenaires, COPAR	18

TROISIÈME PARTIE – ORGANES SPÉCIFIQUES SELON OBJECTIFS DU PROGRAMME 2020 – 2023

<i>Tableau synoptique des organes permanents de la CIIP et acronymes</i>	20
--	----

Scolarité obligatoire

Conférence latine de l'enseignement obligatoire, CLEO	22
Commission pédagogique, COPED	25
Commission des ressources didactiques numériques, CORES	27
Commission pour la production et la distribution des moyens scolaires, COMOS	29
Commission d'évaluation et d'épreuves communes, COMEPRO	30
Unité des moyens d'enseignement romands pour la scolarité obligatoire, UMER-SO	31
- Langues	32
- Français	32
- Allemand	32
- Anglais	32
- Mathématiques	33
- Sciences de la nature	34
- Sciences humaines et sociales, cycle 3	34
- Formation générale	35
- Plan d'études romand et Plateforme électronique	36

Degré secondaire II

Conférence latine de l'enseignement postobligatoire, CLPO	38
Commissions de coordination relevant de la CLPO	41
Unité des moyens d'enseignement romands de la formation professionnelle, UMER-FP	47
Commission romande d'évaluation des moyens d'enseignement, CREME	48
Commission romande des économes de la formation professionnelle, CREFP	49

Pédagogie spécialisée

Conférence latine de la pédagogie spécialisée, CLPS	50
Commission de coordination de la procédure d'évaluation standardisée, COPES	52

Orientation professionnelle, universitaire et de carrière

Conférence latine de l'orientation, CLOR	53
--	----

Formation des enseignant.es et des cadres

Conférence latine de la formation des enseignants et des cadres, CLFE	56
Commission de coordination et de surveillance du mandat FORDIF, COFORDIF	58

Éducation numérique

Commission pour l'éducation numérique, CONUM	60
Site e-media et collaborations interinstitutionnelles	62
Semaine des médias à l'école en Suisse romande	63

Politique des langues

Commission langues et échanges, COLANG	64
- Délégation à la langue française, DLF	65
- Semaine de la langue française et de la francophonie, SLFF	65
Glossaire des patois de la Suisse romande, GPSR	67

Espace culturel romand

Conférence romande des chef.fes de service et délégué.es aux affaires culturelles, CDAC	68
---	----

Recherche en éducation et coopérations scientifiques et documentaires

Institut de recherche et de documentation pédagogique, IRDP	71
Conseil scientifique de l'IRDP, CS-IRDP	78

QUATRIÈME PARTIE – ANNEXES***Comptes SG-CIIP, IRDP, UMER***

Bilan	80
Compte de résultats	82
Compte des investissements et budget 2020 UMER-SO	83
Budget 2020	84

<i>Composition des organes permanents de la CIIP en 2020</i>	85
---	-----------



Première partie

BILAN GÉNÉRAL DE L'ANNÉE 2020

Généralités et priorités politiques

Ce rapport annuel est structuré sur la base des dix domaines du [Programme d'activité](#) que l'Assemblée plénière de la CIIP a adopté le 21 novembre 2019 pour la période administrative 2020-2023 :

1. Espace romand de la formation	page 9
2. Scolarité obligatoire	22
3. Degré secondaire II (formation générale et formation professionnelle)	38
4. Pédagogie spécialisée	50
5. Orientation professionnelle, universitaire et de carrière	53
6. Formation des enseignant.es et des cadres	56
7. Éducation numérique	60
8. Politique des langues	64
9. Espace culturel romand	68
10. Recherche en éducation et coopérations scientifiques et documentaires	71

Priorités politiques : suivi des réalisations

Au cœur de ce nouveau programme d'activité, huit priorités politiques ont été établies par l'Assemblée plénière de la CIIP. Elles sont présentées et commentées comme suit pour ce qui concerne leur réalisation au cours de l'année 2020 :

1. Mise en œuvre de la Convention scolaire romande (CSR)

La CIIP poursuit, au cours de la période 2020-2023, la mise en œuvre de la Convention scolaire romande, en réalisant les derniers projets éditoriaux de moyens d'enseignement (MER) fondés sur le Plan d'études romand (PER) et adoptés lors de la période 2016-2019. Elle poursuit le développement d'une banque d'items, permettant la mise à disposition de matériaux d'évaluation pour les enseignant.es et/ou les cantons.

Dans le contexte de la numérisation, la CIIP a entrepris une modification du dispositif de conception et de réalisation des moyens d'enseignement romands en y incluant les dimensions numériques. L'objectif est de proposer un nouveau modèle d'élaboration et d'accès aux ressources d'enseignement destiné aux enseignant.es, mais également aux élèves. Les travaux se poursuivent très activement dans le domaine des moyens d'enseignement (Allemand, Mathématiques, Sciences humaines et sociales, Français), de la constitution d'une banque romande d'items d'évaluation (épreuves romandes communes) et des profils de connaissance/compétence, de manière à disposer d'éléments concrets d'ici fin 2021.

2. Mise en œuvre du Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique

Suite à l'adoption par la CIIP, le 22 novembre 2018, d'un Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique, celle-ci constitue l'un des axes transversaux et prioritaires de ces prochaines années. La préoccupation et le rôle essentiel de la CIIP portent sur le soutien à la généralisation de l'éducation numérique. La finalité essentielle du plan d'action étant qu'aucun élève n'atteigne le secondaire II sans avoir bénéficié d'une formation intégrant à la fois la science informatique, l'usage des outils numériques et l'éducation aux médias. Elle se traduira en particulier par une révision du PER et l'élaboration de ressources visant à soutenir ce nouvel enseignement.

Afin d'assurer le suivi des travaux de mise en œuvre du Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique la CIIP s'est dotée d'une nouvelle commission permanente, la CONUM. Celle-ci est chargée de réaliser les cinq priorités du plan d'action dont la première consiste à la révision du PER dont la nouvelle version a été mise en consultation auprès des cantons en automne 2020. Elle sera publiée au printemps 2021.

>>

Généralités et priorités

3. Éducation en matière de durabilité

La CIIP poursuit son action et coordonne dans son domaine de compétences les mesures aptes à favoriser l'éducation en matière de durabilité.

Celle-ci se décline en particulier dans le PER, principalement dans les domaines des Sciences humaines et sociales, des Sciences de la nature et dans la Formation générale. Concrètement, la CIIP a développé des ressources numériques et soutenu des projets qui favorisent le développement d'une pensée critique et systémique, notamment dans le domaine de la protection de l'environnement et de la citoyenneté. Elle a également mis l'accent sur la question du climat scolaire et de la santé des enseignant.es et des élèves dans le cadre des travaux menés par la COPAR. Elle collabore notamment avec [éducation21](#) et participe à la préparation de la journée nationale en éducation au développement durable, journée qui a dû être annulée en 2020, pour des raisons sanitaires.

4. Inclusion scolaire et gestion de la diversité

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, la CIIP poursuit la mise à profit des possibilités des nouvelles technologies pour que les enseignant.es puissent accéder aux objectifs du PER et, avec leurs élèves, aux moyens d'enseignement officiels adaptés en fonction de certains handicaps. Elle porte une attention particulière à la prise en compte des élèves allophones et soutient les projets qui développent des moyens valorisant la gestion de la diversité socio-culturelle.

Dans le cadre de deux nouvelles conventions de collaboration avec [cellicIPS](#) (Cellule vaudoise de coordination en informatique pédagogique spécialisée) et le [CPHV](#) (Centre de handicapés de la vue), plusieurs ressources et moyens d'enseignement ont été adaptés afin d'en faciliter l'accès aux élèves à besoins particuliers. La question de la gestion de la diversité est également traitée par les équipes de rédaction des moyens d'enseignement du français en cours de réalisation. Dans l'élaboration des guides didactiques, une attention particulière est portée sur la diversité et l'accessibilité aux élèves allophones.

5. Langues

La CIIP poursuit la mise en œuvre et le soutien, conformément à l'article 4 du concordat HarmoS, d'un enseignement obligatoire de l'allemand et de l'anglais et une offre facultative d'introduction à l'italien. Elle favorise les initiatives permettant de développer et de renforcer la compréhension mutuelle entre les jeunes Suisses et le respect des langues et des cultures nationales et s'engage en faveur des échanges d'apprenant.es et d'enseignant.es entre les régions linguistiques du pays. Elle soutient également les initiatives favorisant la prise en compte des langues d'origine des élèves allophones et du plurilinguisme à l'intérieur des classes.

Dans le cadre des travaux de la COLANG, la CIIP poursuit son action pour le traitement coordonné et cohérent des questions relevant de politique linguistique, de plurilinguisme et des usages pédagogiques, sociaux et culturels du français dans l'espace romand comme dans l'espace national de la formation, ainsi que sur le plan de la francophonie.

6. Transitions

Dans le contexte national et la Loi fédérale sur la formation professionnelle, la CIIP renforce les mesures de transition en vue d'une augmentation de la certification au secondaire II et d'une meilleure intégration socio-professionnelle. Elle veille au développement de conditions similaires de perméabilité pour les élèves issu.es des filières de formation professionnelle ou de formation générale. Elle soutient les jeunes issus de l'enseignement spécialisé et l'offre des mesures de compensation des désavantages, ainsi que les jeunes issus de l'immigration.

La CIIP participe aux travaux de la CDIP dans le projet [Profilsdexigences.ch](#) : instruments scolaires d'aide au choix professionnel et de préparation à la formation initiale qui prépare des instruments qui relient les compétences scolaires des élèves aux exigences scolaires des programmes de formation professionnelle. Le projet prend en compte les deux aspects du processus de choix professionnel et au cours de l'année 2020 a établi un tour d'horizon dans les cantons pour évaluer

>>

Généralités et priorités

les instruments existant pour soutenir le « choix de la profession » puis des instruments pour la « préparation à l'entrée dans la formation professionnelle ». Elle achève également l'élaboration des profils de connaissances et compétences en vue d'une publication en automne 2021.

7. Formation des enseignant.es

La CIIP anticipe les risques de pénurie d'enseignant.es et coordonne dans son domaine de compétences les mesures aptes à favoriser la relève et la mobilité dans ce champ professionnel. Elle suit l'évolution de la formation des enseignant.es et des cadres sur le plan national et international ainsi que celle des règlements de reconnaissance de la CDIP, respectivement des critères de reconnaissance définis par le SEFRI dans le domaine de la formation professionnelle.

L'Éducation numérique a occupé la CLFE de manière prépondérante au cours de l'année 2020. Ainsi, sur la base des travaux et de la proposition de la CLFE, l'AP-CIIP a validé à l'unanimité l'élaboration d'un *Référentiel de compétences romand pour la formation initiale et continue des enseignant.es à l'Éducation numérique*. De plus, l'offre de formation des cadres (FORDIF) a été revue suite à une enquête de satisfaction menée par l'IRDP.

8. Médiation culturelle pour les jeunes publics

La CIIP soutient les interactions entre une offre culturelle diversifiée et de qualité et l'accès des jeunes aux activités, manifestations et institutions culturelles prôné par le Plan d'études romand. Elle encourage le développement d'un volet « médiation culturelle » dans la formation initiale et continue des enseignant.es et dans les approches didactiques du domaine Arts du PER.

L'Assemblée plénière a à nouveau soutenu, une politique triennale commune de soutien à l'édition et au livre, dont la mise au concours de projet a été publiée en décembre 2020, les soutiens financiers seront accordés aux lauréat.es sur trois ans (2021 à 2023).

The background image shows a building entrance with a light-colored wall and a dark door. The door has a diamond-shaped glass pattern. There are steps leading up to the door, and a small sign on the wall to the right of the door that says "DOCUMENTATION". The image is faded and serves as a background for the text.

Deuxième partie

ORGANES DIRECTEURS
ET
PARTENAIRES

ESPACE ROMAND DE LA FORMATION

Point 3.1 du Programme d'activité 2020- 2023

Assemblée plénière de la conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, AP-CIIP



Jean-Pierre Siggen
président de la CIIP

MANDAT

La Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) exerce ses activités au profit des cantons latins conformément aux statuts du 25 novembre 2011 révisés le 26 novembre 2015. L'Assemblée plénière réunit les Conseillères et Conseillers d'État en charge des départements de l'instruction publique des cantons membres.

Principaux thèmes traités en 2020 – Réalisations

Fonctionnement de la CIIP

Dans le cadre de la période quadriennale ouverte le 1^{er} janvier 2020, la présidence de la Conférence est confiée à Monsieur le Conseiller d'État Jean-Pierre Siggen, Directeur de l'instruction publique, de la culture et du sport du canton de Fribourg. La vice-présidence est assumée par Monsieur le Conseiller d'État Christophe Darbellay, Chef du Département de l'économie et de la formation du canton du Valais.

Les représentantes et représentants romands au sein du Comité de la CDIP en 2020 étaient Mme M. Maire-Hefti (NE), assurant également depuis l'été 2017 la vice-présidence de la CDIP, et M. J.-P. Siggen (FR). Mme C. Haesler (BE) et M. M. Bertoli (TI) en sont membres de droit. Mme C. Amarelle (VD) en est membre en tant que vice-présidente du Conseil suisse des Hautes écoles (CSHE).

Gestion de la crise sanitaire

La crise sanitaire liée à la pandémie Covid-19 a sans nul doute constitué le fait marquant de cette année et a beaucoup occupé l'Assemblée plénière. Cette dernière s'est souvent retrouvée à devoir prendre très rapidement des décisions découlant des mesures prises par les autorités sanitaires fédérales et cantonales, afin d'assurer l'enseignement, sous une forme ou une autre, en dépit des restrictions imposées en matière de contacts. La difficulté a été amplifiée par le très haut degré d'incertitude caractérisant l'évolution de la pandémie et les réponses sanitaires changeant non seulement en fonction des volumes de population concernés, mais aussi de la connaissance scientifique sur le >>

Thèmes traités
et réalisations

Espace romand de la formation

virus. Les membres de l'Assemblée plénière se sont accordés sur de nombreuses prises de positions communes aux différentes étapes de la crise : continuité pédagogique lors de l'arrêt de l'enseignement en présentiel, mesures de protection, scénarios de reprise de l'enseignement en présentiel, notamment. Ces prises de positions ont permis d'assurer une coordination optimale, compte tenu du haut degré d'incertitude mentionné, dans le domaine de la formation et dans celui de la culture.

Finances

L'Assemblée a adopté au début du printemps les comptes 2019 et le budget 2021 du Secrétariat général, de l'IRDP et de l'Unité des moyens d'enseignement romands, en respect du règlement de gestion financière en vigueur depuis 2012 (révisé le 26 novembre 2015). Elle a demandé que des mesures d'économie soient à nouveau proposées pour les prochains budgets, ceci à hauteur de CHF 200'000.-, afin d'atteindre l'équilibre budgétaire.

Mise en œuvre de la CSR

L'Assemblée plénière a adopté en mars et transmis à la commission interparlementaire CIP-CSR, pour la onzième année consécutive, un rapport relatif à la mise en œuvre de la convention scolaire romande, illustré de divers indicateurs statistiques préparés par l'IRDP.

Postulat de la CIP-CSR relatif à la traduction et l'adaptation du « Kompetenz-raster » bernois

En réponse au postulat de la CIP-CSR, l'Assemblée plénière de la CIIP, après avoir pris en considération le projet national profilsexigences.ch de la CDIP dont le mandat intègre déjà la version allemande de l'outil bernois et après avoir pris connaissance du coût de la traduction-adaptation, propose de confier cette tâche au projet national profilsexigences.ch. qui va formellement l'intégrer dans son chapitre concernant la Romandie.

Dossiers nationaux (CDIP)

les membres de l'Assemblée plénière se sont accordés sur des positions communes face à certaines questions ou proposition présentées par la CDIP, dont notamment le message FRI 2021-2024. Ils se sont tout particulièrement entendus sur les diverses consultations du Conseil fédéral qui ont eu court cette année en lien avec la crise sanitaire.

Rencontre avec Cinéforum

L'Assemblée plénière a reçu les Conseillères et Conseillers d'État en charge de la culture dans les cantons romands et a pris connaissance avec le plus grand intérêt du bilan, des axes stratégiques et du plan financier pluriannuel de la [Fondation Cinéforum](http://FondationCineforum.ch). Sur cette base, les cantons se sont engagés à maintenir avec leurs partenaires institutionnels leur soutien annuel à Cinéforum.

Filières de formation ES-HES en soins infirmiers

À la demande du Comité gouvernemental de la HES-SO, la CIIP a été invitée à réfléchir à la pertinence d'ouvrir des filières de formation ES en soins infirmiers. Se basant sur le rapport et les recommandations émis par le groupe de travail ad hoc et après avoir pris connaissance du projet national « Titres de formation dans les soins », l'Assemblée plénière s'est adressée à OdASanté, pilote du projet national, pour le rendre attentif à la nécessité de considérer pleinement le modèle romand avec ses spécificités et pour réclamer une participation romande accrue à tous les niveaux du projet. L'Assemblée plénière a également indiqué à la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS) qu'un effort pour former davantage d'infirmières et d'infirmiers doit être possible et que les institutions romandes de formation en soins infirmiers sont des partenaires prêts à se mobiliser pour y arriver.

Mise en œuvre du Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique

Afin d'assurer le suivi des travaux de mise en œuvre du *Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique*, la CIIP s'est dotée d'une nouvelle commission permanente, la CONUM. Celle-ci est chargée de réaliser les cinq priorités du plan d'action dont, notamment, l'élaboration d'un référentiel de compétence romand pour la formation initiale et continue des enseignant.es à l'éducation. La révision du PER, première priorité du plan d'action, dont la dernière version a été mise en consultation auprès des cantons en automne 2020 sera publiée au printemps 2021.

>>

*Espace romand de la formation***Moyens d'enseignement**

Les membres de l'Assemblée plénière ont mandaté une Task force afin de définir les modalités de modification du dispositif de conception et de réalisation des moyens d'enseignement romands en y incluant les dimensions numériques. L'objectif est de proposer un nouveau modèle d'élaboration et d'accès aux ressources d'enseignement destiné aux enseignant.es, mais également aux élèves.

Relations avec le Syndicat des enseignant.es romand.es

Deux membres de l'Assemblée ont accueilli en juillet, une délégation du SER, dont le Président, pour un échange de vues portant sur les mesures sanitaires prévues dans les écoles et l'organisation de la rentrée scolaire 2020-2021.

Conférence et communiqués de presse

L'AP-CIIP a publié 9 communiqués de presse en 2020 :

- 6 janvier : Un nouveau président à la tête de la CIIP pour la période 2020-2023
- 10 mars : La CIIP veut renforcer l'audiovisuel et le cinéma en Suisse romande
- 13 mars : Covid-19 : Arrêt de l'enseignement présentiel à partir de la semaine prochaine dans les écoles, collèges, lycées, universités et hautes écoles
- 25 mars : Covid-19 : Faire l'école à la maison avec la RTS !
- 29 avril : Reprise de l'enseignement présentiel le 11 mai
- 1^{er} juillet : Rentrée scolaire 2020-2021 : Prise de position des cantons romands
- 7 août : Rentrée scolaire 2020-2021 : Concepts de protection
- 13 novembre : 17^e Semaine des médias à l'école
- 4 décembre : Coordination romande pour la réouverture des cinémas, théâtres et scènes vivantes encore avant les fêtes

Données factuelles**L'AP-CIIP**

L'AP-CIIP s'est réunie à quatre reprises au cours de l'année 2020 : les 5 mars, 28 mai, 17 septembre et 19 novembre.

De nombreuses séances extraordinaires ont eu lieu en visioconférences dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire.

Présidence : M. Jean-Pierre Siggen (FR).

Conférence des secrétaires généraux, CSG



Michel Perriard
président de la CSG

MANDAT

La Conférence des secrétaires généraux (CSG) réunit les secrétaires généraux ou les délégués aux affaires intercantionales des départements de l'instruction publique des cantons membres. Elle préavise, cas échéant d'entente avec les conférences de chefs de service concernées, l'ensemble des objets soumis à la Conférence et supervise le fonctionnement du Secrétariat général et de l'ensemble du dispositif.

Principaux thèmes traités en 2020

Hormis les thèmes traités par l'Assemblée plénière, tous préalablement approfondis et préparés par la conférence des secrétaires généraux, celle-ci a notamment traité des objets suivants :

Thèmes traités

Gestion de la crise sanitaire

Les membres de la CSG, réunis en visioconférence régulièrement, ont préparé les prises de positions communes et assuré le suivi de la coordination intercantonale : continuité pédagogique lors de l'arrêt de l'enseignement présentiel, préparation des plans de protection et des scénarios de reprise, suivi de l'évolution de la pandémie, échanges d'information et préparation des documents mis en consultation par le Conseil fédéral. Tout cela, dans une réalité très mouvante et à haut degré d'incertitude : les données sanitaires ont souvent changé, et avec elles les mesures décrétées par les autorités sanitaires, le rythme des nouveautés prenant parfois de vitesse celui de la mise en œuvre des dispositions dans l'enseignement.

Chantier des MER Français 1-11

La CSG a suivi l'avancée des travaux de rédaction et les analyses du Comité éditorial chargé de vérifier le processus de réalisation des MER Français 1-8. Le projet du français 9-11 a été mis en attente et sera repris lorsque la Task force aura défini le nouveau modèle d'élaboration des MER.

Mise en œuvre du *Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique*

La CSG a pris connaissance des premiers travaux de la CONUM et a validé le lancement de plusieurs groupes de travail : formation initiale et continue du personnel enseignant, équipement (plateformes numériques), accès aux écrans, par exemple.

Rencontre avec la CLEO

La CSG a rencontré la CLEO à deux reprises afin d'assurer une coordination optimale du suivi de l'élaboration des MER et de se positionner sur les derniers éléments de rédaction de la dernière version du PER Éducation numérique.

>>

*Espace romand de la formation***Équilibre budgétaire du SG-CIIP**

La CSG a pris connaissance des propositions du SG-CIIP concernant les nouvelles économies demandées par l'AP-CIIP. Elle a validé une stratégie en deux temps basée sur la diminution de la masse salariale et des subventions ou prestations.

Informations, préavis ou décisions sur des projets ou propositions de conférences ou de commissions

La CSG a documenté ou préavisé à l'intention ou sur demande de l'Assemblée plénière diverses propositions de communication, de financement, de demandes de soutien ou de patronage pour des manifestations ou des concours, ainsi que des projets initiés par certains organes permanents de la CIIP ou de prestations proposées par certaines agences de la CDIP.

Consultations et échanges d'informations

La CSG

Les secrétaires généraux ont régulièrement procédé à des échanges de vues et d'informations par rapport à des consultations de la CDIP ou de la Confédération entreprises auprès des cantons ou à des questions ou sollicitations diverses parvenues au Secrétariat général.

Données factuelles

La CSG s'est réunie à six reprises en 2020 : les 5 février, 25 mars, 22 avril, 25 et 26 août, 27 octobre et 4 décembre.

De nombreuses séances extraordinaires ont eu lieu en visioconférences dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire.

La séance plénière de la CSG avec les conférences de chef.fes de service qui aurait dû avoir lieu le 3 décembre 2020 à Lausanne a été annulée pour des raisons sanitaires.

Présidence : M. Michel Perriard, secrétaire général de la DICS (FR).

Secrétariat général de la CIIP, SG-CIIP



Pascale Marro
secrétaire générale de la CIIP

MANDAT

Le Secrétariat général est l'organe exécutif de la CIIP. Il veille à l'organisation et au suivi des travaux permettant la réalisation du programme d'activité, en particulier au travers du fonctionnement des conférences et commissions permanentes auxquelles il apporte son soutien opérationnel, scientifique et administratif, de la mise sur pied de groupes de travail et d'experts et de la réalisation du programme d'acquisition et de création de moyens d'enseignement pour la scolarité obligatoire et la formation professionnelle. Il assure l'information sur les travaux de la CIIP et entretient les sites Internet correspondants.

L'adoption du Programme d'activité de la CIIP pour la période 2020-2023 détermine le cadre général de travail du Secrétariat et de ses divers secteurs d'activité, influençant également la structure du site Internet et des documents administratifs.

La réalisation des moyens d'enseignement romands (MER) et la mise en œuvre du Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique reste pour quelques années encore un domaine prioritaire mobilisant beaucoup d'énergie et impliquant de nombreux groupes de travail et de partenaires externes. La quasi-totalité des MER publiés est désormais accessible sur la plateforme numérique du Plan d'études romand.

Mutations

Le Secrétariat général a connu plusieurs départs en 2020 :

- M. Michel Nicolet, collaborateur scientifique et responsable de l'Actualité Pédagogique, qui a pris sa retraite en juin ;
- Mme Marie-Lise Robert, collaboratrice au Centre de documentation, qui a pris sa retraite en juin ;
- Mme Karen Michel D'Annoville, responsable de la rédaction du projet éditorial Français 9-11 ;
- M. François Wohlhauser, coordinateur pour la rédaction des MER Français 1-8.

Une nouvelle personne est entrée en fonction dans le domaine de l'éducation numérique : M. Serge Biefnot, collaborateur scientifique, qui assurera le soutien et les travaux de la CONUM.

Trois personnes sont entrées en fonction auprès de l'UMER-SO dans le cadre des travaux de rédaction et d'édition des MER de français : M. Gaël Blanchet qui assure la fonction de coordinateur pour les MER de Français, Mme Claire Detchevery, en tant que rédactrice en chef adjointe et M. Joram Vuille en tant qu'éditeur numérique.

M. Romain Marion est entré en fonction auprès de l'UMER-FP dans le cadre des travaux sur la rédaction des nouveaux MER pour le commerce et de la numérisation des ressources et des moyens d'enseignement.

Activités

Personnel

Commission de gestion, COGEST



Aldo Dalla Piazza
président de la COGEST

MANDAT

La commission de gestion est chargée de conseiller et de préavisier les procédures budgétaires et comptables, ainsi que d'exercer le contrôle et la surveillance générale de la gestion financière et des activités traitées par le Secrétariat général ou confiées par ce dernier sous forme de mandats, et d'en rendre compte à l'Assemblée plénière.

La COGEST a traité des thèmes suivants en 2020 :

- Examen détaillé et préavis favorable sur le budget 2021, tout en renouvelant l'inquiétude quant au déficit structurel chronique du budget de fonctionnement, malgré quelques mesures d'économie réalisées lors du budget 2020.
- Préavis favorable à l'ouverture d'un nouveau fonds propre affecté à la réactualisation de la collection Histoire 5-8 (fin d'amortissement en 2021).
- Examen détaillé et préavis favorable sur les comptes 2019. La COGEST propose la rétrocession aux cantons de liquidités non utilisées, il est finalement décidé par l'AP-CIIP d'ouvrir un fonds propre consacré au développement du numérique pour la scolarité obligatoire, une priorité de la CIIP. Une Task force « MERNUM » rendra ses conclusions courant 2021.
- Étude et préavis favorable des modifications proposées par le Secrétariat général sur le règlement relatif aux signatures et aux pouvoirs d'engagement financier et d'exécution de paiements pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021.
- Première lecture et préavis positif des éléments mettant en place la conduite d'une procédure d'appel d'offres public pour la gestion commerciale des ouvrages de l'UMER-FP.
- Préavis favorable à l'utilisation de la réserve de l'UMER-FP pour deux chantiers d'importance à mettre en œuvre rapidement :
 - la révision totale de la collection du Commerce, conformément à la nouvelle ordonnance du SEFRI pour les employé.es de commerce ;
 - le développement d'une nouvelle plateforme numérique destinée à l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle.

Le premier objet a été transmis à l'Assemblée plénière, pour aval. Préavisé favorablement sur son principe, le second nécessite encore des approfondissements.

Thèmes traités et résultats

Données factuelles

La commission de gestion s'est réunie les 15 janvier, 1^{er} avril et 10 septembre 2020.

Présidence : M. Aldo Dalla Piazza (BE).

Secrétariat : Mme Florence Gillet (SG-CIIP).

La COGEST

Espace romand de la formation

Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande, CIP-CSR

MANDAT

La création et la mission de la CIP-CSR découlent du contrôle parlementaire d'institutions inter-cantoniales, généralisé en Suisse romande sur la base de la « Convention du 5 mars 2010 relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantoniales et des traités des cantons avec l'étranger » (Convention sur la participation des Parlements, CoParl).

Le mandat de la CIP-CSR est décrit dans les articles 21 à 25 de la Convention scolaire romande.

Activités 2020

En 2020, la commission interparlementaire s'est réunie en présence du Président et de la secrétaire générale de la CIIP, le 6 novembre en visioconférence, sous la présidence du député neuchâtelois Jean-Claude Guyot. Ces séances ont été préparées au cours de deux séances du Bureau de la CIP-CSR. La CIP-CSR donne aux quarante-neuf député.es qui la composent l'opportunité de questionner la CIIP sur une foule de thématiques relatives à la scolarité obligatoire en particulier, comme à la formation en général.

La séance ordinaire de printemps ayant dû être annulée pour des raisons sanitaires, la CIP-CSR a donc pris connaissance, lors de sa séance d'automne, du rapport 2019 de mise en œuvre de la CSR et du rapport annuel 2019 de la CIIP, de son budget et de ses comptes. Elle en a préavisé positivement la transmission aux parlements cantonaux et a produit un rapport final pour l'année 2020, qu'elle transmettra en 2021 aux bureaux des Grands Conseils des cantons membres.

Activités

Espace romand de la formation

Conseil « Média-formation », CMF



Cesla Amarelle
présidente du CMF

MANDAT

Le Conseil Média Formation (CMF) est chargé de veiller à l'application de la convention cadre de collaboration conclue entre la CIIP et les médias de service public en Suisse romande. Une première version avait été signée le 4 octobre 2000 par la CIIP, la RSR et la TSR. Suite à la convergence de ces deux dernières entités, une nouvelle convention de collaboration a été signée par la CIIP et la Radio Télévision Suisse (RTS) le 17 septembre 2010. Le CMF réunit des délégués de la RTS et de la CIIP, ainsi que du SER et de la FAPERT.

Activités 2020

Le Conseil s'est réuni le 9 octobre 2020, pour la troisième fois sous la présidence de la Conseillère d'État Cesla Amarelle et la vice-présidence du directeur général de la RTS, Pascal Crittin. La séance annuelle a permis de procéder au bilan des multiples collaborations concrètes réalisées au cours de l'année scolaire écoulée, parmi lesquelles la programmation de 43 épisodes de l'émission *Y'a pas école ?*. Elle a donné lieu à un large échange de vues et de perspectives relatives à l'éducation aux médias, à la science informatique et aux enjeux numériques à l'école. Se faisant le porte-parole du Forum des médias romands (qui regroupe les principaux acteurs de la presse et de l'audiovisuel), M. P. Crittin a relancé l'idée de renforcer les collaborations avec la CIIP, dans le but de proposer davantage de prestations en matière d'éducation aux médias. Cette proposition a rencontré l'adhésion de Mme C. Amarelle, très préoccupée par le « tsunami de désinformation » qui déferle aussi sur la Suisse romande.

Données factuelles

Présidence : Mme Cesla Amarelle (VD).

Délégué de la RTS et vice-président : M. Pascal Crittin, directeur RTS.

Secrétariat : M. Christian Georges (SG-CIIP).

Activités

Le CMF

Espace romand de la formation

Commission consultative des associations partenaires, COPAR



Michel Perriard
président de la COPAR

MANDAT

La COPAR est chargée de procéder régulièrement à des échanges d'informations et de conduite des réflexions communes, pouvant conduire à des recommandations pour l'amélioration du système éducatif dans le cadre de l'espace romand de la formation.

Elle réunit des délégué.es de la CSG et de la CLEO, des associations faitières romandes et tessinoises de parents (FAPERT), d'enseignant.es (SER), des chef.fes d'établissement de la scolarité obligatoire (CLACESO) et de recteurs et rectrices de gymnases (CDG-SRT), ainsi que de la section romande de la Société suisse de recherche en éducation (SSRE).

Activités 2020

La COPAR s'est réunie à deux reprises en 2020, le 23 juin et le 29 septembre, afin d'échanger des informations relatives aux activités et manifestations de chacune des institutions ou associations présentes, ainsi que sur diverses questions d'actualité dans le domaine de la formation.

Les membres de la COPAR avaient retenu le thème *Culture et Médiation culturelle* pour le prochain bulletin d'information de la CIIP (n° 6). La rédaction de celui-ci a dû être reportée pour des raisons sanitaires.

La commission a repris la thématique de la santé dans les systèmes de formation. En effet, à la suite de l'interpellation de la CIIP par le SER, après la publication à la rentrée 2016 des résultats d'une enquête sur la santé des enseignants, la COPAR a été chargée de conduire une large réflexion impliquant toutes les associations faitières dans le but de proposer certaines actions pouvant faire sens sur le plan romand. Lors de la séance du 29 septembre 2020, la COPAR pris connaissance des travaux de :

- Mmes Florence Nater et Alexia Fournier (CORAAPS) qui ont présenté leur rapport *Promouvoir la santé psychique des adolescent.e.s à l'école et dans l'espace social : cahier de référence* ;
- Mmes Lise Gremion et Corinne Monney (HEP Vaud) qui ont présenté les résultats de leur recherche *Rapport d'analyse des questionnements et dispositifs de réponse face aux situations de perturbations scolaires*, mandatée par la CIIP.

Les membres la COPAR ont décidé de présenter un projet de recommandations à l'intention de l'AP-CIIP en 2021.

Présidence : M. Michel Perriard (CSG / FR).

Vice-présidence : M. Fred-Henri Schnegg (CLEO / JU).

Secrétariat : Mme Pascale Lamarre (SG-CIIP).

Mutations : Mmes Stephanie Boechat-Heer (SSRE), Isabelle Colliard (FAPERT).

Activités

La COPAR



Troisième partie

ORGANES SPÉCIFIQUES
SELON OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ACTIVITÉ
2020 – 2023

Tableau synoptique et acronymes des organes permanents de la CIIP

Les explications utiles, mandat et composition de chacun des organes sont disponibles sur Internet: www.ciip.ch.

CIIP	Organes directeurs	Organes partenaires	Scolarité obligatoire	Secondaire II post-obligatoire	Tertiaire B & Formation adultes	Tertiaire A Hautes Ecoles	Culture & Langues	Recherche & documentation
CONFERENCES	Assemblée plénière							
	CSG Secrétaires généraux							
			CLEO scol. obligatoire	CLPO post-obligatoire			CDAC affaires culturelles	
			CLPS pédagogie spécialisée					
			CLFE formation enseignants et cadres					
			CLOR orientation scolaire et professionnelle					
Commissions permanentes	CIP-CSR Commission interparlementaire	COPAR comm. consultative des assoc. partenaires	COPED PER – MER-SO + groupes d'appui domaines disc. + groupes validation moyens ens.	CREME MER-FP + GLIMI (Tessin)			COLANG langues & échanges	Conseil scientifique IRDP
	COGEST Gestion et contrôle	Conseil Media – Formation CIIP & RTS	CORES ressources didactiques numériques	CONUM Éducation numérique : concertation et veille technologiques et pédagogiques (tous degrés et formations)				
Commissions de coordination			COMOS distribution MER-SO	CAI Classes et accords CCIE Cours interentreprises CECG Ens. culture générale CFQA Form./qualific. adultes CME Mobilité et échanges CMP Matus professionnelles CMS Matus spécialisées CREFP économes form. prof.				
			COPEPRO épreuves comm.	COPES procédure d'éval. standardisée en pédagogie spécialisée				
			COFORDIF coordination et surveillance du mandat FORDIF					
Services centraux	SG-CIIP Secrétariat général		UMER Unité des moyens d'enseignement romands			IRDP Institut de recherche et de documentation pédagogique		

Acronymes et noms des conférences et commissions permanentes :

AP-CIIP	Assemblée plénière
CSG	Conférence des secrétaires généraux
CLEO	Conférence latine de l'enseignement obligatoire
CLPO	Conférence latine de l'enseignement postobligatoire
CLPS	Conférence latine de la pédagogie spécialisée
CLFE	Conférence latine de la formation des enseignants et des cadres
CLOR	Conférence latine de l'orientation
CDAC	Conférence romande des chefs de service et délégués aux affaires culturelles
CIP-CSR	Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande
COGEST	Commission de gestion
COPAR	Commission consultative des partenaires
CMF	Conseil Média-formation
COPED	Commission pédagogique
CORES	Commission des ressources didactiques et numériques
CONUM	Commission pour l'éducation numérique
CREME	Commission d'évaluation des moyens d'enseignement de la formation professionnelle
COLANG	Commission langues et échanges
COCRE	Commission de coordination de la recherche en éducation
CS-IRDP	Conseil scientifique de l'IRDP
COMOS	Commission pour la production et la distribution des moyens scolaires
COMEPRO	Commission des épreuves romandes communes
COPES	Commission de coordination de la procédure d'évaluation standardisée (PES)
COFORDIF	Commission de coordination et de surveillance du mandat FORDIF
CAI	Commission Classes et accords intercantonaux de la CLPO
CCIE	Commission Cours interentreprises de la CLPO
CECG	Commission Enseignement de la culture générale de la CLPO
CFQA	Commission Formation et de qualification des adultes de la CLPO
CME	Commission Mobilité et échanges de la CLPO
CMP	Commission Maturités professionnelles de la CLPO
CMS	Commission Maturités spécialisées de la CLPO
CREFP	Commission des responsables des économats de la formation professionnelle
SG-CIIP	Secrétariat général de la CIIP
UMER	Unité des moyens d'enseignement romands (SO et FP)
IRDP	Institut de recherche et de documentation pédagogique

SCOLARITÉ OBLIGATOIRE

Point 3.2 du programme 2020-2023

Conférence latine de l'enseignement obligatoire, CLEO



Hugo Stern
président de la CLEO

MANDAT

La conférence latine de l'enseignement obligatoire (CLEO) est un instrument de réflexion, d'information, de coordination, d'exécution du programme d'activité et de conseil pour l'Assemblée plénière de la CIIP. Elle traite de l'ensemble des problématiques relevant de la scolarité obligatoire et assume dans ce domaine les tâches et responsabilités mentionnées à l'art. 10, al. 3, des statuts de la CIIP.

THÈMES TRAITÉS

Plan d'études romand (PER) – Moyens d'enseignement romands (MER)

PER – MER

En respect de l'art. 9 de la CSR, la CLEO suit avec attention les différentes étapes de réalisation ou d'adaptation des MER en vue de soutenir la mise en œuvre du PER. En grand développement ces dernières années, ces travaux occupent une part importante des séances de la CLEO, se basant sur les analyses menées par des groupes de validation et sur les préavis de la COPED. Précisant alors les principales options des MER, la CLEO donne ultimement son aval à leur édition et coordonne leur introduction dans les classes de Suisse romande.

Domaine Langues

La CLEO a suivi tout au long de l'année les travaux de rédaction et de validation des ouvrages Français 1-8, particulièrement concernant les années 1-2 et 5-6. Ces derniers seront mis à disposition pour la rentrée 2022, suite au report d'une année, validé par l'AP-CIIP.

Les travaux de rédaction des MER Français 9-11 ont, quant à eux, été mis temporairement en suspens, le temps de définir le nouveau dispositif d'élaboration et de validation des MER suite aux travaux d'analyse de la Task force « MERNUM ».

Les ressources numériques en ligne du MER Allemand *geni@I klick 10-11, Band 2* ont pu être finalisées et mises à disposition des enseignant.es.

Le processus de récolte des données en vue des secondes éditions des MER Allemand 5-6 et Anglais 7-8 a pu commencer. Il est prévu un échange à ce sujet avec les éditeurs au printemps 2021.

Domaine Mathématiques et Sciences de la nature

La CLEO a régulièrement suivi les rédactions des MER Mathématiques 1-8 durant l'année 2020, particulièrement pour les 6^e et 7^e années. Le MER Mathématiques 6^e sera à disposition des cantons dès la rentrée 2021. Le groupe de travail *Mise en œuvre des MER Mathématiques 1-8* associé prévoit quant à lui de se retrouver pour élaborer le fil rouge annuel pour la 6^e année au printemps 2021.

>>

Scolarité obligatoire

Concernant les MER Mathématiques 9-11, la CLEO a validé la reprise de *Recherche et Stratégies* en vue de l'intégration d'*Aide à la résolution de problèmes*, ainsi que la migration des contenus sur la plateforme ESPER.

Suite à une phase de consultation, la CLEO a décidé de ne pas conserver à terme l'ouvrage *Odysséo* 5-8. Elle ne souhaite pour le moment pas ouvrir le chantier de l'élaboration d'un moyen d'enseignement romand et se base sur les séquences cantonales existantes ou en cours d'élaboration.

Domaine Sciences humaines et sociales

Les MER Géographie 11^e et Histoire 11^e ont pu être validés suite à la phase probatoire et aux reprises rédactionnelles suggérées et arbitrées. Ils seront mis à disposition pour la rentrée 2021.

Quant aux travaux relatifs à l'ouvrage *Outils, démarches et références* (ODR) SHS 9-11, ils reprendront en 2021 pour une mise à disposition à la rentrée 2022. Le groupe de formation F3 – SHS 1-11 associé souhaite profiter de l'introduction de l'ODR SHS 9-11 pour élaborer un concept de formation romand afin de centrer la formation sur la démarche d'enquête, un des principaux enjeux des SHS porté par ces MER.

Domaine de l'Éducation numérique

Suite à la première phase de consultation et à la reprise du PER Éducation numérique, une deuxième phase de consultation a pu avoir lieu à l'automne 2020 auprès des cantons et de certains partenaires de la CIIP. Le GT a repris ses travaux suite aux orientations validées par la CLEO et la CSG afin de soumettre une version finalisée pour l'AP-CIIP de mars 2021.

L'AP-CIIP, souhaitant étudier les recommandations en contexte scolaire concernant l'usage des supports et l'exposition des enfants et adolescent.es aux écrans, a mandaté l'IRDP afin de bénéficier d'un meilleur panorama des pratiques actuelles. Le rapport *Les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent.es* a pu être présenté à la CLEO qui a pu le préavisier.

Mandat de formation F3 Français 1-8

Le groupe de formation F3 – Français 1-8 a commencé ses travaux en décembre 2020 visant à anticiper et coordonner les formations que chaque canton estimera nécessaires. Il est prévu qu'il soumette un premier concept de formation romand à la CLEO au printemps 2021.

Mandat d'appui et de suivi – Groupes d'appui (GApp)

Les mandats des groupes d'appui pour les Langues étrangères, les Mathématiques et les Sciences humaines et sociales ont été validés. Ces groupes d'appui ont pu commencer leurs travaux dès l'automne 2020 en vue d'assurer une veille de l'enseignement-apprentissage du domaine qu'ils représentent et de la mise en œuvre des MER sur le terrain scolaire.

Profils de connaissance/compétence (PCC)

CSR

Les travaux romands visent l'élaboration d'un outil permettant de répondre à l'art. 16 de la CSR. Un mandat interconférence, basé sur les travaux entamés par le groupe de travail PCC en 2019 et sur ceux de la COPED, notamment lors de son colloque en 2017, a pu être validé et les travaux seront lancés en 2021.

École à visée inclusive – Rencontres CLEO-CLPS

Suite à la rencontre de novembre 2019, les CLEO et CLPS souhaitent poursuivre leurs réflexions communes et prévoient une prochaine journée d'études sur la thématique de la compensation des désavantages à l'automne 2021.

Épreuves romandes communes (EpRoCom) – Banque d'items

La CLEO a pris connaissance du rapport de l'IRDP *Dispositif romand de mutualisation de tâches évaluatives* et a souligné l'importance d'élargir la banque d'items à d'autres disciplines, ainsi que le besoin de s'occuper de la thématique plus large de l'évaluation des apprentissages et des compétences des élèves. Elle a salué la mise en évidence de différents paramètres dont les enseignant.es

>>

Scolarité obligatoire

pourraient être renseigné.es afin de mieux calibrer leurs évaluations et a favorablement préavisé la poursuite des travaux.

Fonctionnement CIIP – CDIP**CDIP**

Différents membres de la CLEO ont participé à des groupes de la CDIP (Anforderungsprofile ; gestion des données en éducation ; stratégie pour l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière ; Task force Lehrstellen ; etc.).

Une rencontre entre les membres de la CLEO et leurs homologues suisses alémaniques a eu lieu en mars 2020 afin de discuter divers projets au niveau national. Il est prévu de constituer dès l'année 2021 au niveau CDIP une Conférence suisse des services de la scolarité obligatoire (CSSO).

Gestion de la crise sanitaire Covid-19**Covid-19**

La CLEO s'est très régulièrement réunie en 2020 afin de dresser un état de situation épidémiologique des cantons, de discuter des enjeux et de coordonner la gestion et les réponses à donner à la crise sanitaire.

Données factuelles**La CLEO**

La conférence s'est réunie à 7 reprises durant l'année 2020, soit le 23 janvier, le 3 mars, le 2 avril, le 28 mai, le 25 juin, le 1^{er} octobre et le 4 décembre.

La CLEO a également organisé 14 séances du Bureau élargi pour coordonner la gestion de la crise sanitaire au niveau des écoles.

Présidence : M. Hugo Stern (FR).

Collaboratrice scientifique : Mme Caroline de Rham (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Concetta Coppola (SG-CIIP).

Mutation : Remplacement a.i. de M. Serge Martin (VD) par Mme Anne Christe de Mello dès octobre.

Scolarité obligatoire

Commission pédagogique, COPED



Christophe Germanier
président de la COPED

MANDAT

Une commission permanente est instituée sous le nom de commission pédagogique (COPED), en qualité d'instrument d'élaboration et de conseil pour la CIIP, chargée des travaux de suivi et de développement garantissant le caractère évolutif, la cohérence et l'équilibre du Plan d'études romand et de travaux d'ordre général et pédagogique portant sur la scolarité obligatoire.

THÈMES TRAITÉS

Plan d'études romand (PER) – Moyens d'enseignement romands (MER)

PER – MER

Le soutien à la mise en œuvre du PER et la mise à disposition de MER impliquent une élaboration régulière de différents supports d'enseignement et d'apprentissage pour diverses disciplines et cycles. Qu'il s'agisse d'une adaptation ou d'une conception, l'AP-CIIP décide de l'ouverture de tout chantier, la CLEO et la COPED devenant les superviseurs des travaux. Pour ce faire, des groupes de validation (GVal) sont régulièrement réunis autour de manuscrits livrés soit par un éditeur soit par des groupes de rédacteurs romands et fournissent des rapports, d'abord à la COPED. Celle-ci dispose également des commentaires des rédacteurs, arbitre cas échéant les divergences d'avis et fournit un préavis à l'attention de la CLEO, qui tranche certaines options stratégiques et politiques.

Domaine Langues

Langues

La COPED a suivi l'avancement régulier des travaux de rédaction des MER Français 1-8, principalement centrés sur les années 1-2 et 5-6. Elle s'est aussi penchée sur les orientations à donner à la reprise de l'ouvrage *Texte et Langue* 5-8.

Elle a analysé les ressources en ligne en lien avec le MER *Geni@I-Klick* 10-11, Band 2.

En regard du rapport du groupe d'appui Langues étrangères, la COPED a pris connaissance des problématiques actuelles en lien avec l'enseignement-apprentissage des langues étrangères et elle a également préavisé le dispositif de récolte de données en vue des secondes éditions des MER Allemand et Anglais.

Domaine Mathématiques et Sciences de la nature

MSN

La rédaction des MER Mathématiques 1-8 s'est principalement centrée sur les chapitres de la 7^e année et la COPED suit son bon développement.

Domaine Sciences humaines et sociales

SHS

La COPED a travaillé sur la validation des prises en charge, dans les versions finalisées, des arbitrages concernant les MER Histoire 10^e et 11^e et Géographie 11^e.

Le Groupe de travail Évaluation SHS 5-8 prévoit de finaliser pour la rentrée 2021 les activités évaluatives en Histoire et Géographie 5^e et 6^e et a entamé la rédaction de celles pour de 7^e et 8^e années.

>>

*Scolarité obligatoire***Domaine Formation générale**

La COPED, suite à son colloque 2019 sur l'état de mise en œuvre de l'axe *Vivre ensemble et exercice de la démocratie*, s'est penchée sur les suites à donner et à dresser des pistes d'actions à l'attention de la CLEO.

Formation générale**Données factuelles**

La commission s'est réunie à 7 reprises durant l'année 2020, soit le 31 janvier, le 13 mars, le 8 mai, le 5 juin, les 3-4 septembre, le 5 novembre et le 11 décembre.

La COPED

Présidence : M. Christophe Germanier (VS).

Collaboratrice scientifique : Mme Caroline de Rham (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Concetta Coppola (SG-CIIP).

Mutations : Mme Vesna Wicht a repris la place de Mme Karine Lichtenauer (SG-CDIP) dès le début de l'année 2020.

Scolarité obligatoire

Commission des ressources didactiques numériques, CORES



Elvio Fisler
président de la CORES

MANDAT

Une commission permanente est instituée, sous le nom de commission des ressources didactiques numériques (ci-après CORES), en qualité d'instrument d'analyse et de conseil pour la CIIP dans le domaine des moyens d'enseignement romands et ressources didactiques pour la scolarité obligatoire. Elle est chargée de travaux d'analyse et d'évaluation des ressources à même de compléter les moyens d'enseignement romands ou de pallier dans certains cas leur absence, ainsi que de consultation et de conseil, en particulier pour la mise à disposition des ressources numériques sur ou par l'intermédiaire de la plateforme électronique PER/MER ou par l'intermédiaire de la Bibliothèque scolaire numérique d'educa.

Mise à disposition des moyens d'enseignement et accès aux ressources complémentaires

Thèmes traités

La CORES a accompagné les travaux de développement de la plateforme ESPER qui portaient notamment sur la publication de Mathématiques 4^e et 5^e, la mise en place de nouveaux connecteurs cantonaux ainsi que celui d'edulog en remplacement d'educanet2 et sur diverses mises à jour des systèmes (applications hors-ligne, sécurité, nouveau CMS).

En vue de développer de futures ressources numériques destinées aux élèves au niveau romand, une réflexion a été menée au sujet des critères qualitatifs techniques nécessaires pour leur mise en ligne, y compris en ce qui concerne l'ergonomie et l'accessibilité par des fichiers aux formats spécifiques.

Sélection et mise à disposition de ressources d'enseignement numériques complémentaires aux MER, notamment pour soutenir le domaine de la Formation générale (FG)

Le dispositif d'évaluation a été enrichi de nouveaux critères pour l'analyse des futures ressources (élèves et enseignant.es) qu'il sera nécessaire de développer et/ou de mettre à disposition sur l'Espace romand de la formation.

Dans le cadre du processus d'évaluation des ressources numériques défini par la CORES, les membres ont validé plusieurs ressources complémentaires qui leur ont été soumises. Celles-ci relèvent de thématiques comme l'égalité des genres, l'hygiène, les liens intergénérationnels, l'évolution du territoire, la gestion des sols et s'inscrivent principalement dans les axes *Santé et bien-être*, *Vivre ensemble et exercice de la démocratie* de FG, *Citoyenneté* de SHS et Sciences de la nature. Ces ressources ont été référencées sur la plateforme PER-MER et la Bibliothèque scolaire numérique (BSN).

La CORES a émis des recommandations pour un renforcement de la communication auprès des enseignant.es en ce qui concerne les ressources numériques mises à disposition par la CIIP sur ses différentes plateformes.

>>

*Scolarité obligatoire***Accessibilité aux objectifs du PER et des moyens d'enseignement romands pour les élèves à besoins éducatifs particuliers**

La CORES a soutenu le principe d'une mise à disposition des moyens d'enseignement romands adaptés et accessibles (PDF formulaires et PDF aménagés) à l'ensemble des enseignant.es romand.es sur la plateforme PER/MER. La coordination entre la CORES et la CLPS a été renforcée, notamment par une collaboration accrue avec le Centre pour handicapés de la vue (CPHV) et le Centre de compétences pour les outils d'aide et d'accessibilité (cellCIPS).

Éducation numérique et éducation aux médias

Les membres de la CORES ont suivi le développement du projet edulog, la Fédération de services d'identités pour l'espace suisse de formation et soutenu son implémentation sur les services de la CIIP, aidant ainsi à lever les obstacles techniques aux échanges.

Afin d'assurer une veille pédagogique pour l'éducation aux médias dans le cadre de la mise en œuvre du *Plan d'action en faveur de l'éducation numérique* de la CIIP, la CORES a renforcé la mise en valeur des ressources produites par e-media.

Données factuelles**La CORES**

La CORES a tenu cinq séances plénières en 2020 : les 29 janvier, 12 mai, 19 juin, 2 octobre et 27 novembre. Une séance a cependant dû être annulée pour cause du Covid-19 le 27 mars.

Présidence : M. Elvio Fisler (CLPS).

Collaborateurs scientifiques : M. Jacques Déboeuf et Mme Shanoor Kassam (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Jessica Sauser (SG-CIIP).

Mutations : Mme Anne Rodi est remplacée par M. André Tissot-Daguette (CLPS) ; M. Yves Froidevaux est remplacé par M. Cyril Jeanbourquin (JU) ; M. Jean-Marc Rueff est remplacé par M. Christian Rossé (BE) ; Mme Barbara Bonetti est remplacée par M. Giuseppe Laffranchi (TI).

Scolarité obligatoire

Commission pour la production et la distribution des moyens scolaires, COMOS



Gilles Monney
président COMOS

MANDAT

La commission pour la production et la distribution des moyens scolaires (COMOS) fait partie de l'UMER et est chargée d'exécuter les décisions de la Conférence en matière de réalisation, de diffusion, de distribution, de gestion de stocks et de réimpressions des ressources didactiques et moyens d'enseignement pour la scolarité obligatoire et l'éducation préscolaire.

La COMOS a traité des thèmes suivants :

- conseil technique en vue de la réalisation des MER Mathématiques 1^{re}-8^e, SHS 9^e-11^e et Français 1^{re}-8^e ;
- réalisation des MER Mathématiques 4^e, Mathématiques 5^e et Histoire 10^e – version définitive ;
- préavis sur le projet éditorial des moyens d'enseignement romands Français 9^e-11^e ;
- mise à jour des directives sur le processus de changement de prix d'un MER et sur les forfaits d'indemnisation des cantons réalisateurs ;
- élaboration des modalités de dépannage entre économats ;
- discussion sur la gestion et la logistique des moyens d'enseignement numériques ;
- travaux liés au stockage, à la réimpression, à la diffusion et à la distribution des moyens d'enseignement et ressources didactiques existantes ;
- participation active, par le biais de sa représentante jurassienne, aux travaux de la commission de gestion (COGEST) chargée d'examiner et de préavis à l'intention de l'AP-CIIP les comptes annuels, le budget et le plan financier pluriannuel.

Thèmes traités

Données factuelles

Durant l'année 2020, la COMOS s'est réunie à 5 reprises en présentiel, les 23 janvier, 12 mars, 15 septembre, 5 novembre et 26 novembre, et une fois par visioconférence le 14 mai.

Présidence : M. Gilles Monney (GE).

Secrétariat : Mme Séverine Erard (SG-CIIP).

Mutation des membres : Mme Susanne Scheurer (BE) est remplacée par M. Bernhard Kobel (ad interim) d'août à décembre puis par Mme Franziska Wiedmer dès novembre ; Mme Christine Ziadi (NE) a rejoint la commission en septembre ; Mme Jennifer Ackermann (VD) a quitté la commission en septembre.

La COMOS

Commission d'évaluation et d'épreuves communes, COMEPRO



Isabelle Vuillemin
présidente COMEPRO

MANDAT

La commission d'évaluation et d'épreuves communes (COMEPRO) est chargée de la mise en commun ainsi que du développement d'items et d'évaluations fondés sur les objectifs du PER. En parallèle, sous la conduite de la CLEO et sous la coordination et la gestion de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP), la COMEPRO élabore, une banque d'items à partir de laquelle pourront être construites des évaluations cantonales et des épreuves romandes communes. Concernant ces dernières, le calendrier et les priorités seront définies par l'Assemblée plénière de la CIIP ultérieurement.

Travaux réalisés en 2020

La période de pandémie vécue durant cette année a passablement orienté les efforts de la COMEPRO sur le suivi des conséquences possibles de la situation sur les conditions d'évaluation en classe (vs. à distance), sur les épreuves cantonales et sur les conditions de promotion. Elle a ainsi réalisé régulièrement des notes à l'intention de la CLEO afin d'alimenter les réflexions et échanger sur les bonnes pratiques, notamment afin de coordonner les actions selon les cas à gérer.

Par ailleurs, un rapport faisant l'état des lieux des travaux réalisés dans le cadre du projet EpRoCom, en particulier sur le dispositif de déploiement, le développement de la *Banque romande d'items*, le prétest de 2019 et le traitement de ses résultats a été réalisé et soumis à la COMEPRO à la rentrée 2020, ainsi qu'à la COPED, puis à la CLEO. Il a enfin été discuté en séance CSG-CLEO du 4 décembre 2020 afin que soient discutées les priorités à retenir pour la suite des travaux.

Dispositif de travail

La COMEPRO s'appuie sur différents groupes de travail : deux Groupes de conseil didactique, un par discipline, associés au Groupe de conception de l'IRDP, ainsi qu'un Groupe de résonance (GRés), composé d'un.e enseignant.e par canton, rattaché directement à la COMEPRO. Ce dispositif permet d'une part d'étayer les réflexions didactiques et, d'autre part, d'obtenir une appréciation du terrain. La COMEPRO accompagne la mise en place des dispositifs de test et propose les priorités du projet.

Le GRés s'est réuni une fois cette année pour discuter des dernières observations de l'équipe de conception relatives à l'évaluation en français de la *production écrite* et des *compréhension et production de l'oral*.

Données factuelles

La COMEPRO s'est réunie, essentiellement à distance, à 6 reprises durant l'année 2020 : les 30 janvier, 30 mars, 27 mai, 3 septembre, 9 novembre, 15 décembre.

Le GRés s'est réuni une fois, le 12 mars 2020.

Présidence : Mme Isabelle Vuillemin (GE).

Suivi scientifique : Mme Viridiana Marc (SG-CIIP – IRDP).

Secrétariat : Mme Nathalie Simonet (IRDP).

Activités

La COMEPRO

Scolarité obligatoire

Unité des moyens d'enseignement romands pour la scolarité obligatoire (UMER-SO)

Durant l'année 2020, l'UMER-SO s'est appuyée sur le travail de plusieurs commissions, en particulier la COMOS et la COPED.

L'UMER-SO a assuré la coordination des approvisionnements et des réimpressions pour les économats cantonaux. La conduite de projets éditoriaux en cours a constitué l'autre activité principale de l'année. Les projets SHS 9-11 ont nécessité un investissement particulier, afin d'assurer la mise à disposition des cantons, à la rentrée 2020-2021, des versions définitives d'Histoire 10^e. La conduite des travaux de correction et de reprise, suite à la phase probatoire de SHS 11^e, ont également nécessité un gros engagement. Ils se termineront en 2021.

L'UMER-SO a assuré l'avancement des travaux de rédaction du projet Mathématiques 1-8 ainsi que la mise à disposition dans les cantons des moyens de Mathématiques 4^e et Mathématiques 5^e.

Le projet Français 1-8 suit son cours. Le pilotage du projet ainsi que les équipes de rédaction ont été renforcés et le comité éditorial a commencé son travail en se prononçant sur les principes directeurs du projet Français 1-8.

Le projet éditorial Français 9-11 a été mis en attente suite à la constitution d'une Task force chargée d'analyser le processus d'élaboration des MER et de réfléchir à la transition vers le numérique. Le projet Français 9-11 pourra ainsi bénéficier des résultats des travaux de la Task force attendus courant 2021.

Le processus permettant l'évaluation des MER d'Anglais 7-11 et d'Allemand 5-11 en vue des secondes éditions a été lancé à l'automne.

L'UMER-SO a fait le nécessaire pour que les MER soient à disposition des enseignant.es et des élèves via ses plateformes numériques (PPER et ESPER) afin de permettre un enseignement à distance durant cette année particulière.

L'UMER-SO et le Secrétariat général poursuivent le développement de la plateforme interactive en ligne au service des enseignant.es (ESPER). Dévolue en priorité aux nouveaux moyens d'enseignement de Sciences de la nature et de Mathématiques, elle devrait héberger à terme l'ensemble des domaines disciplinaires.

Les actuelles collections de MER font l'objet de cartes d'identité spécifiques sur le site Internet de la [CIIP](#), qui offrent une description détaillée des moyens.

	Responsables	Assistance administrative	
Responsable UMER-SO :	M. Yves Cretton		
Assistance aux projets :	M. Daniel Forchelet		
Administration :	Mme Séverine Erard		
MER Français :	M. Philippe Roduit, M. David Bürki, M. François Wohlhauser → juillet, Mme Karen Michel D'Annoville → juillet, M. Gaël Blanchet, dès août, M. Joram Vuille, dès février, Mme Claire Detchevery, dès août	Mme Magali Buehler	
MER Allemand et Anglais :	M. Andreas Dutoit Marthy	Mme Jessica Sauser	
MER Mathématiques 1-8 :	Mme Yolande Berga, M. Simon Glassey	Mme Karin Seiler	
MER Mathématiques 9-11 :	Mme Yolande Berga	Mme Karin Seiler	>>

Scolarité obligatoire

MER Sciences de la nature:	Mme Yolande Berga	Mme Karin Seiler
MER Sciences humaines et sociales (SHS):	Mme Nancy Favre Zeiser	Mme Karin Seiler
Formation générale:	Mme Shanoor Kassam	Mme Jessica Sauser
Plateforme électronique PER-MER:	M. Gaël Teguia	
Plateforme électronique ESPER:	M. Jacques Déboeuf	

Langues

Français 1-11

En 2020, l'équipe de rédaction des MER Français a été renforcée par l'engagement d'une rédactrice en chef adjointe ainsi que d'un éditeur numérique. Les travaux de rédaction des MER cycles 1 et 2 et leur mise en validation se sont poursuivis. À la fin de l'année écoulée, l'avancée des travaux a permis de présenter des exemples concrets de matériel à plusieurs commissions, notamment au comité éditorial Français 1-8 et à la COMOS. Le processus d'édition pourra ainsi être lancé en 2021 avec la perspective de rendre disponibles à la rentrée 2022 les moyens pour les degrés 1^{re}-2^e et 5^e. Les cantons se prononceront d'ici le printemps 2021 sur leur calendrier spécifique d'introduction et l'organisation de la formation continue liée à ces MER. La rédaction des moyens pour les cycles 1 et 2 s'étendra jusqu'à l'été 2025.

Durant cette année, l'Assemblée plénière a souhaité une amélioration du processus de réalisation des MER en tenant compte de la transition numérique. Ainsi, une Task force MERNUM a été mandatée. Le projet éditorial pour le cycle 3, qui s'inscrit dans la continuité du projet éditorial des cycles 1 et 2, se poursuivra dès que le résultat de ces travaux aura été validé.

Allemand 9–11

La rentrée 2020 a vu l'aboutissement des travaux d'adaptation de l'ensemble des collections pour l'enseignement de l'allemand, à savoir *Der grüne Max* 5^e et 6^e, *Junior* 7^e et 8^e ainsi que *geni@l klick* 9^e à 11^e. En parallèle, l'éditeur a intensivement collaboré avec la CIIP pour assurer la maintenance et la mise à jour de toutes les collections en ce qui concerne le volet numérique. Des discussions ont par ailleurs été engagées en vue d'intégrer les collections dans la Fédération des services d'identité de l'espace suisse de la formation – Edulog, ainsi que pour préparer la nature et l'ampleur des travaux à prévoir pour l'élaboration de la seconde édition. Les réflexions portant sur la seconde édition se poursuivront au printemps 2021, avec l'objectif d'équiper les classes à partir de la rentrée 2023, en commençant par *Der grüne Max*.

Anglais 7–11

À l'exception des habituels échanges avec l'éditeur pour régler quelques problèmes notamment en lien avec l'évolution des standards informatiques, ce dossier n'a pas connu d'évolution majeure. À l'instar des discussions avec l'éditeur des MER pour l'allemand, des échanges ont aussi eu lieu concernant la future intégration dans Edulog, ainsi que les préparatifs d'une seconde édition, en vue d'équiper les classes à partir de la rentrée 2023, en commençant par *More* !.

Scolarité obligatoire

Mathématiques 1-11

La publication des MER Mathématiques 7^e est prévue pour la rentrée 2022 et celle des MER Mathématiques 8^e pour la rentrée 2023.

Mathématiques 1-2

Le MER Mathématiques 1^{re}-2^e (guide didactique en ligne) et le matériel d'accompagnement ont été mis à disposition des cantons à la rentrée 2018.

Mathématiques 3-4

L'ensemble des MER Mathématiques 3^e et 4^e ainsi que le matériel d'accompagnement ont été mis à disposition des cantons comme prévu : 3^e à la rentrée 2019, 4^e à la rentrée 2020.

Des tutoriels ont été créés en 2020 pour faciliter la prise en main du MER Mathématiques 4^e par les enseignant.es.

Mathématiques 5-6

Le guide didactique en ligne de Mathématiques 5^e a été publié en avril 2020 sur la plateforme ESPER. L'ensemble du MER (livre, fichier et Aide-mémoire 5-6 de l'élève) ainsi que le matériel d'accompagnement ont été mis à disposition des cantons pour la rentrée 2020.

La rédaction du MER Mathématiques 6^e, commencée en 2018, sera terminée en 2020. L'ensemble des MER Mathématiques 6^e (guide didactique en ligne, livre et fichier de l'élève, matériel...) sera à disposition des cantons à la rentrée 2021.

Des tutoriels ont été créés en 2020 pour faciliter la prise en main du MER Mathématiques 5^e par les enseignant.es.

Mathématiques 7-8

La rédaction des MER Mathématiques 7^e a commencé en décembre 2019. Une collaboration avec le groupe des didacticien.nes romand.es a été initiée et s'est concrétisée en 2020 par la présentation de l'état de la recherche par des didacticien.nes à l'équipe de rédaction ainsi qu'à la conseillère et aux conseillers didactiques des MER Mathématiques 7^e et 8^e (*Nombres décimaux, Opérations, Espace et Grandeurs et mesures*, ainsi qu'*Aide à la résolution de problèmes*).

La publication des MER Mathématiques 7^e est prévue pour la rentrée 2022 et celle des MER Mathématiques 8^e pour la rentrée 2023.

Scolarité obligatoire

Mathématiques 9-11

Le 3 mars 2020, la Conférence latine de l'enseignement obligatoire (CLEO) s'est prononcée en faveur de l'intégration de la notion d'*Aide à la résolution de problèmes* (ARP) dans la collection des MER Mathématiques 9-11, ainsi que de la migration des contenus de cette collection sur la plateforme en ligne ESPER. Le 3 avril 2020, la Conférence des secrétaires généraux (CSG) a validé le scénario minimal proposé, à savoir l'intégration d'ARP dans la collection des MER Mathématiques 9-11 et la migration de l'ensemble de la collection sur ESPER sans autres changements ni améliorations apportés à la collection.

Les travaux ont débuté en automne 2020. La mise à disposition de l'adaptation de la collection Mathématiques 9-11 est prévue à la suite de l'introduction du nouveau MER Mathématiques 8^e en 2023, soit en 2024 pour Mathématiques 9^e et Aide-mémoire 9-10-11, en 2025 pour Mathématiques 10^e et en 2026 pour Mathématiques 11^e.

Sciences de la nature 9-11

La collection française *Odysséo*, acquise dans le cadre d'un appel d'offres public et introduite entre 2013 et 2015 dans cinq cantons, était prévue comme solution transitoire pour quelques années. Suite à la consultation de 2018 auprès des cantons et des constats d'un rapport de janvier 2019, il a été confirmé la nécessité de ne pas conserver à terme les moyens transitoires *Odysséo* (5-6 et 7-8) et proposé la mutualisation des séquences cantonales existantes, tout en soulignant l'importance d'une offre de matériel afin de soutenir l'expérimentation et la démarche scientifique telle que visée dans le PER. Suite à sa séance du 23 janvier 2020, la Conférence latine de l'enseignement obligatoire (CLEO) a communiqué qu'au vu de l'ampleur du travail estimé, des ressources à disposition et de la situation actuelle jugée satisfaisante, elle ne souhaitait pas engager dans l'immédiat les travaux pour l'élaboration d'un nouveau MER Sciences de la nature pour le cycle 2 sur la base de la mutualisation des séquences cantonales valaisannes et genevoises.

Sciences humaines et sociales (SHS), 9-11

Histoire et Géographie – Cycle 3

La phase probatoire, mise en place pour les ouvrages de SHS 9-11, assortie d'une enquête de suivi auprès des utilisateurs, assurée par l'IRD, et d'un examen par des expert.es de la discipline, a démarré à la rentrée 2016 pour les MER d'Histoire 9^e et de Géographie 9^e et s'est achevée à l'automne 2019 pour les MER d'Histoire 11^e et de Géographie 11^e. L'évaluation inclut des questionnaires aux enseignant.es, la consultation de Focus groupes et des rencontres d'arbitrage. Suite à cette première phase, un travail de correction a été entamé à l'été 2017 pour les ouvrages de 9^e année. Étant donné le travail de reprise trop important du MER d'Histoire 9^e, son introduction a été reportée d'une année, induisant une mise à disposition décalée entre les ouvrages de Géographie et d'Histoire. En 2018, le MER de Géographie 9^e a été introduit, alors qu'en 2019, ce sont les MER de Géographie 10^e et celui d'Histoire 9^e, qui l'ont été. Un travail trop important dans la reprise du guide didactique de Géographie 10^e, qui se fait en parallèle, n'a pas permis de tenir ce rythme. En 2020, seul le MER d'Histoire 10^e a pu être mis à disposition des cantons. L'année 2020 a permis la finalisation des ouvrages de Géographie 11^e et d'Histoire 11^e, qui seront introduits simultanément à la rentrée 2021. Ils seront accompagnés, comme chaque MER, d'un guide didactique mis à disposition sur la plateforme du PER.

>>

Scolarité obligatoire

La finalisation des travaux de rédaction et de validation de *Outils, démarches et références 9-11*, (ODR) supplément commun à la Géographie et à l'Histoire, devrait être réalisée durant l'année 2021 en vue d'une mise à disposition des cantons romands à la rentrée 2022.

Formation générale

Les cinq thématiques de Formation générale du PER (*MITIC, Santé et bien-être, Choix et projets personnels, Vivre ensemble et exercice de la démocratie, Interdépendance*) sont principalement prises en charge par les moyens d'enseignement disciplinaires, des prestataires externes et des projets au niveau des classes ou des établissements scolaires.

Afin de soutenir ce domaine, le Secrétariat général de la CIIP et la commission des ressources didactiques numériques (CORES) effectuent en outre des sélections de ressources numériques complémentaires qui sont progressivement mises à disposition des enseignant.es romand.es par l'intermédiaire de la [Plateforme PER-MER](#).

Ressources numériques complémentaires soutenant la Formation générale

Au cours de l'année 2020, plusieurs catalogues thématiques ont été créés et alimentés en ressources. Ceux-ci portent principalement sur les sujets suivants : cinéma, hygiène, liens intergénérationnels, vivre ensemble, interdépendances (cf. commission des ressources didactiques numériques).

Éducation en vue du développement durable (EDD)

La [Fondation éducation21](#), centre de compétences de la CDIP spécialisé en EDD, est liée à la CIIP par une Convention de prestations quadriennale. L'année 2020 a été une année sous le signe de changements sociétaux liés à la crise du Coronavirus. éducation21 a aussi dû fortement adapter ses prestations. La plus importante réalisation avec la CIIP a été le renouvellement de la Convention de prestations. Celle-ci est basée sur le programme de prestations d'éducation21 d'une part et sur les objectifs de la CIIP d'autre part. De plus, les collaborations entre les deux institutions ont porté également sur la coévaluation de ressources numériques complémentaires dans le domaine de l'EDD.

Scolarité obligatoire

Plan d'études romand et Plateforme électronique

Évolution du Plan d'études romand (PER)

Conçu comme un référentiel évolutif, le PER a fait l'objet d'une seule adaptation relative à l'Anglais, en 2013, lors de l'introduction de cet enseignement en milieu de cycle 2. Suite à l'adoption d'un *Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique* en novembre 2018 par l'AP-CIIP, la première priorité a été la rédaction du PER Éducation numérique. Elle comporte en particulier la *Science informatique* comme nouvelle discipline, notamment dans le but d'une meilleure correspondance avec les plans d'études plus récents de la Suisse alémanique et du Tessin. Elle est également constituée d'un axe *Médias* et d'un axe *Usages* qui reprendront et actualiseront la partie MITIC du PER dans sa version de 2010.

Le Secrétariat général, qui assume la coordination des travaux de suivi et de développement du PER, a mis en place un groupe de travail début 2019, chargé de rédiger une version du PER Éducation numérique. Suite à une mise en consultation auprès des organes romands à la rentrée scolaire 2019, puis auprès des cantons en octobre 2020, une version finalisée devrait être avalisée par l'AP-CIIP en 2021, pour une mise à disposition aux cantons à la rentrée suivante. Une réflexion quant à la place à accorder à l'Éducation numérique au sein du PER est en cours afin de la situer de manière idoine dans l'édifice que forme le Projet global de formation.

Évolution du PER

Développement et usage de la plateforme électronique PER-MER

La plateforme électronique professionnelle du PER a vu son usage facilité et amélioré par de nombreuses adaptations et surtout par la mise en ligne, pour les enseignant.es, de la quasi-totalité des moyens d'enseignement officiels romands et de diverses ressources d'enseignement. L'augmentation sur deux ans de 66,5 % des utilisateurs et de 39 % des sessions, ainsi que de la diminution de la durée et des pages consultées par session montrent que la plateforme a fortement gagné en attractivité et en efficacité. Cependant, les chiffres de 2020 ont aussi été influencés par la mise à disposition des MER au format PDF sur des pages publiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid. Plus de quarante-quatre mille enseignant.es et formatrices et formateurs sont aujourd'hui inscrit.es au moyen d'un identifiant leur permettant d'avoir accès également aux moyens d'enseignement en ligne.

Au terme d'un projet pilote conduit de 2015 à 2017 pour préparer l'évolution technologique de la plateforme électronique, les nouveaux moyens de Mathématiques 1-2-3-4-5 et de Sciences de la nature 9-11 bénéficient depuis 2020 de nouvelles fonctionnalités pour les enseignant.es, lesquelles seront progressivement étendues aux autres disciplines en priorisant les réalisations nouvelles des MER (Mathématiques et Français). Des études sont en cours en vue d'adapter ou de produire du matériel numérique pour les élèves, en français et en mathématiques.

Plateforme PER-MER

Indicateur 6 – Usage de la plateforme électronique du PER par les enseignant.es et formatrices et formateurs ainsi que toute personne autorisée (env. 44'722 personnes, année calendaire 2020)

Visites en 2020

	2018	2019	2020	Évolution sur 2 ans
Utilisateurs	184'903	229'951	308'048	+ 66.59 %
Sessions	722'217	830'603	1'007'343	+ 39.47 %
Pages vues	2'540'083	2'793'235	3'264'114	+ 28.50 %
Pages par session	3.25	3.36	3.24	
Durée moyenne des sessions	3:22	3:14	3:11	

Source : SG-CIIP, PPER (de janvier à décembre 2020). / Réalisation du tableau : SG-CIIP (2021).

>>

*Scolarité obligatoire***Documents d'information**

Des brochures d'information ont été publiées pour chacun des trois cycles en 2012 et 2013. Ces **Aperçus des contenus du PER** sont essentiellement destinés aux autorités scolaires, aux associations de parents, aux futurs enseignant.es et aux divers intéressé.es externes au système scolaire. Un nombre important en est ainsi distribué chaque année par les DIP, les HEP et les associations faïtières. Bien plus encore d'exemplaires sont téléchargés par les intéressé.es sur le site de la [CIIP](#) (cycle 1 : 116'128 dont 18'452 en 2020 / cycle 2 : 82'356 dont 11'655 en 2020 / cycle 3 : 68'914 dont 9'869 en 2020), faisant de cette documentation un bestseller avec plus de 227'422 téléchargements au total depuis 2012. Un document plus succinct est mis à la disposition des parents dans tous les cantons ; il a été traduit en 2014 dans les huit principales langues de la migration (albanais, allemand, anglais, espagnol, italien, portugais, serbe, turc).

**Aperçus des
contenus du PER**

DEGRÉ SECONDAIRE II

Point 3.3 du programme 2020-2023

Conférence latine de l'enseignement postobligatoire, CLPO



*Florent Cosandey
président de la CLPO*

MANDAT

La conférence latine de l'enseignement post-obligatoire (CLPO) traite de l'ensemble des problématiques relevant du degré secondaire II, formations générales et formation professionnelle, ainsi que du degré tertiaire B (hors HES et Universités) et de la formation continue à des fins professionnelles, pour autant qu'elles ne soient pas traitées par un autre organe de coordination.

Principaux sujets débattus et décisions prises

Thèmes traités

Covid-19 – Échanges de pratiques, enquêtes, informations

Dès la plénière CLPO organisée les 4-5 mars à Tramelan, il est rapidement apparu que les pratiques cantonales changeaient de jour en jour, voire d'heure en heure en fonction de l'évolution de la pandémie elle-même. Les membres CLPO ont tiré profit de chaque réunion pour procéder :

- à des états de situation latins : concepts de protection dans les écoles du secondaire II, enseignement du sport et de la musique, cérémonies de remises des certifications (maturités, CFC...), faisabilité des deux semaines de stage à réaliser dans le domaine professionnel choisi, conformément au règlement de reconnaissance des ECG, modalités appliquées pour l'enseignement présentiel, etc.
- à des tours de table : modalités et mesures prévues (lors du 1^{er} semestre) puis mises en œuvre pour la rentrée scolaire d'été 2020 et de janvier 2021, situation des jeunes sortant de l'école obligatoire à la rentrée 2020-2021, situation sur le marché de l'apprentissage, etc.

Ceci en lien avec des problématiques répétitives parfaitement gérées habituellement par chaque canton mais apparaissant tout à coup sur le devant de la scène intercantonale. Ces partages d'informations et d'avis ont enrichi les tableaux de bord respectifs des membres CLPO et ont contribué à davantage renforcer les liens entre les cantons.

Parallèlement à ces échanges, le SG-CIIP a organisé auprès de tous les membres CLPO ou d'une partie d'entre eux (membres CLPO-FG ou CLPO-FP) diverses enquêtes expresses ciblées sur des problématiques particulières, dont :

- Consultation menée auprès des membres CLPO-FG relative à l'organisation d'examens finaux maturité gymnasiale à la fin de l'année scolaire 2019-2020 :
 - o Le certificat de maturité gymnasiale sera-t-il délivré dans votre canton sans examen final, sur

>>

Degré secondaire II

- la base des notes annuelles, pour autant que celles-ci permettent la réussite de l'année ?
- o Votre canton va-t-il organiser des examens écrits ? Dans l'affirmative, quand ?
 - o Votre canton va-t-il organiser des examens oraux ? Dans l'affirmative, quand ?
- Enquête menée auprès des membres CLPO à partir de propositions du secrétaire CLPO, en vue de préparer un important échange de l'AP-CDIP le 25 juin relatif aux « Principes valables dans toute la Suisse pour l'année scolaire 2020-2021 », centrée sur les trois questions suivantes :
- o Quels sont les problèmes les plus urgents et les défis les plus importants concernant leur degré de scolarité pour l'année 2020-2021 ?
 - o Parmi ces problèmes et défis, lesquels ont déjà été traités de manière exhaustive au sein des conférences régionales et des conférences suisses spécialisées ?
 - o Quels sont ceux qui nécessitent une solution coordonnée à l'échelon national élaborée par la CDIP ?
- Enquête menée auprès des membres CLPO-FP visant à identifier les mesures prises dans les cantons latins en vue de la rentrée scolaire 2020-2021 :
- o pour favoriser le recrutement des apprenti.es (transition I),
 - o en lien avec la rupture des contrats d'apprentissage consécutive à la fermeture d'entreprises,
 - o en lien avec l'employabilité des apprenti.es (transition II).

La conférence a été informée séance après séance de l'évolution des travaux menés aussi bien par la Task Force Formation professionnelle 2030 que par des organes constitués en lien avec la pandémie (exemples : GT « Procédures de qualification dans la formation professionnelle initiale 2020 », idem pour 2021, GT « Recrutement des apprenti.es » ou appelés à siéger à un rythme beaucoup plus soutenu qu'habituellement (exemples : SCOP – sous-commission latine « Procédures de qualification », CFPI – commission CSFP « Formation professionnelle initiale »).

Révision de l'OrFo Informaticien.ne CFC

Dès le début de l'année, les quatre délégués latins à la commission CSFP « Développement des professions – CDP » ont régulièrement dénoncé auprès de leur chef.fe de service et du secrétaire CLPO de nombreux dysfonctionnements constatés dans le cadre de cette révision.

La CLPO a fait de cette importante révision un point permanent à chacune de ses réunions.

Le secrétaire CLPO a rédigé de nombreuses notes de service et courriels afin que l'ensemble des membres CLPO-FP soient en permanence informés de l'évolution de la situation et que les délégués CLPO participant à la réunion organisée le 19 août (cf. ci-dessous) disposent du matériel pour se montrer fermes, notamment en signifiant que le maintien de l'orientation « Informatique d'entreprise » dans la future OrFo constitue un requis non négociable dès lors que les statistiques fournies par l'OFS témoignent de l'attrait qu'elle exerce sur les jeunes.

À maintes reprises, la CLPO a vainement demandé un ralentissement des travaux et le report d'une année de la mise en œuvre de cette révision, notamment lors d'un entretien le 18 juin avec le chef de la division Formation professionnelle et continue au SEFRI, et lors de la participation de plusieurs chef.fes de service à une réunion organisée le 19 août sous l'égide de la CSFP. Les principales raisons évoquées étaient les suivantes :

- La CLPO a rappelé que lors de révision ou création d'OrFo, il est attendu que le partenariat tripartite soit respecté, et en particulier que les cantons puissent réellement échanger avec une OrTra et ne soient pas simplement informés. Les membres CDIP n'ont pas eu accès au plan de formation avant son dépôt dans l'après-midi du 15 juin sur le site du SEFRI et sa diffusion officielle avec le matériel de consultation dans les cantons dans la matinée du 16 juin (il leur appartenait de prendre position en vue de la réunion tripartite du 17 juin...).
- Les contenus du projet d'OrFo et du plan de formation mis en consultation ont suscité beaucoup d'inquiétudes en Suisse latine, notamment parce que l'orientation « Informatique d'entreprise » n'y apparaissait plus alors que plusieurs professions de l'informatique sont apprises dans des écoles à plein temps.

>>

Degré secondaire II

- Le calendrier – déjà soutenu – établi lors de la demande d'un ticket par ICT-CH prévoyait une révision partielle qui, dans l'intervalle, est devenue totale. Or, l'OrTra et l'office fédéral n'ont pas voulu revoir cet échéancier alors même qu'est survenue la pandémie.
- Le rythme des révisions doit tenir compte de la gestion en parallèle par les cantons et les écoles de la crise liée à la Covid-19. Ils sont contraints d'allouer prioritairement leurs ressources à des tâches internes, tout en mettant des personnes à la disposition de nouveaux organes nationaux, constitués en lien avec la situation sanitaire pour solutionner en urgence divers problèmes.
- Dans ces conditions, il devient impossible d'assurer une participation et/ou un suivi professionnel aux multiples processus de réforme d'OrFo en cours, dont plusieurs très lourds (ICT-CH, commerce, vente...).

La ténacité des cantons latins leur a permis d'obtenir que l'orientation « Informatique d'entreprise » donne lieu à une seconde OrFo, ainsi que la prolongation d'un mois de la consultation officielle.

Promotion de l'apprentissage dans les cantons latins et soutiens apportés par le SEFRI et l'IFFP

Le chef de la division Formation professionnelle et continue au SEFRI et le responsable du Centre pour le développement des métiers à l'IFFP se sont entretenus avec la CLPO le 18 juin. Ils ont pris connaissance des nombreux besoins des cantons latins et des réalités différentes d'un canton à l'autre par rapport à l'impact de la Covid-19. Le SEFRI s'est montré ouvert, avec l'IFFP, pour aider et agir comme partenaire. L'IFFP a rappelé qu'il pouvait apporter des soutiens d'accompagnement visant à renforcer l'offre de places d'apprentissage. Cette rencontre a aussi permis d'aborder d'autres dossiers sensibles (rythme des réformes des métiers, etc.).

Révision des professions du commerce 2022 et de la vente 2022+

La CLPO a fait de ces deux importantes révisions un point permanent à chacune de ses réunions organisées durant le second semestre de l'année.

La conférence s'est positionnée contre le choix de la langue étrangère laissé à l'entreprise formatrice et pour le maintien des modèles plein temps mis en œuvre dans de nombreux cantons pour la maturité professionnelle intégrée (exemple : modèle 3+1), évoquant, sinon, de gros soucis à venir au niveau politique.

La CLPO a par ailleurs veillé à placer un de ses membres dans l'organe national de coordination, un autre comme président d'un des neuf projets partiels mis en œuvre pour préparer de manière optimale ces réformes, ainsi que des délégué.es latin.es dans six autres projets partiels.

Organisation en Suisse romande des cours interentreprises pour les agent.es d'exploitation CFC et employé.es d'exploitation AFP, et langue d'enseignement de ces cours pour les apprenti.es tessinois.es

Faute d'un accord acceptable avec l'OrTra responsable pour ces professions, ces deux problématiques ont été remontées au niveau national. Une réunion de conciliation organisée sous l'égide de la CSFP devait avoir lieu au début du printemps, mais en raison du confinement, elle n'a pu se dérouler que le 30 septembre, en présence également d'une délégation du SEFRI. Le secrétaire CLPO a préparé à l'intention des quatre délégué.es latin.es un rappel des principales pièces du dossier.

Données factuelles

En 2020, cinq assemblées plénières étaient prévues à l'agenda. Pour des raisons liées à la pandémie Covid-19, seules trois d'entre elles ont pu avoir lieu en présentiel (29 janvier, 4-5 mars et 23 septembre), les deux autres (3 juin et 4 décembre) ayant donné lieu à des visioconférences. Par ailleurs, cinq autres visioconférences ont été ajoutées pour ne traiter quasi exclusivement que les dossiers urgents et importants en lien avec la situation sanitaire (5 + 19 mai, 18 juin, 6 juillet et 18 août).

Présidence : M. Florent Cosandey (BE).

Collaborateur scientifique : M. Jean-Pascal Mougin (SG-CIIP).

La CLPO

>>

Degré secondaire II

Mutations : le Département valaisan de l'économie et de la formation a demandé qu'aux côtés de Claude Pottier, chef du service de la formation professionnelle, M. Yves Fournier, responsable des écoles du secondaire II général en Valais, participe désormais aussi aux travaux de la conférence et y représente le service d'enseignement. Son entrée à la CLPO est intervenue lors de la réunion du 19 mai.

Commission de coordination « Cours interentreprises – CCIE »

CCIE

La CCIE est un instrument de réalisation et de conseil pour la CLPO. Elle a pour but d'harmoniser les pratiques et de favoriser les échanges entre les cantons et les Fonds cantonaux en matière de surveillance, de gestion informatisée des cours interentreprises (CIE) et de remboursement aux différents prestataires.

Lors de sa réunion constitutive du 22 septembre 2020, la CCIE a fait le tour de l'état des lieux et des enjeux principaux dans les institutions et les cantons quant aux CIE. Cet état des lieux sera consolidé dans un tableau synthétique.

La CCIE a traité de la problématique de la prise en charge des coûts des CIE dans le cadre des écoles de commerce pour les stages en 4^e année se déroulant dans un autre canton que celui où est sise ladite école. Bien que le nombre de cas soit faible, la CCIE vise à homogénéiser les pratiques et fera, après consultations des Fonds cantonaux, une proposition dans ce sens à la CLPO.

La CCIE a également abordé la question de la surfacturation des CIE, au regard de la liste des coûts moyens suisses, par certains prestataires. Cette pratique est remise en question davantage par les Romands – seuls à avoir créé des Fonds cantonaux – que par les Alémaniques. La CCIE consolidera d'abord les informations relatives à cette surfacturation, puis interpellera le SEFRI pour que celui-ci règle le problème dans ce domaine dont il assure la surveillance au niveau national.

Présidence : M. Claude Pottier (VS). **Secrétariat :** M. Daniel Forchelet (SG-CIIP).

Membres : Mme Joana da Silva (FR-canton), M. Reto Julmy (FR-fonds), Mme Ana-Maria Barbeito (GE-canton), Mme Sabrina Cohen Dumani (GE-fonds), M. Matthias Preitet (remplaçant, GE-fonds), M. Vincent Joliat (JU-canton), M. Jonathan Chevrolet (JU-fonds), Mme Marion Othenin-Girard (NE-canton), Mme Sylvie Perret (NE-fonds), Mme Ingrid Furger (TI-fonds), M. David Valterio (VS-fonds), M. Philippe Muggli (VD-canton), Mme Nathalie Bernheim (VD-fonds)

Commission de coordination « Classes et accords intercantonaux – CAI »

CAI

Dans les domaines où le nombre d'apprenti.es identifié.es dans chaque canton n'est pas suffisant pour justifier l'ouverture d'une classe au moins, la CAI propose à la CLPO, après avoir consulté les partenaires concerné.es, en particulier les Associations professionnelles, des solutions romandes visant à répartir ces populations aussi harmonieusement que possible dans les écoles professionnelles et les cours interentreprises à même de les accueillir. La CAI se préoccupe également de tous les aspects liés aux demandes d'autorisation et aux financements des formations du secondaire II et du tertiaire B.

En 2020, la CAI n'a pu siéger que deux fois, pour des raisons liées à la pandémie Covid-19 ayant conduit à l'annulation des autres séances programmées. Elle a maintenu sa récolte d'informations auprès des cantons romands et a abordé notamment les thèmes suivants, qui ont fait l'objet de réflexions approfondies :

- Prise en charge des coûts des CIE dans le cadre des écoles de commerce pour les stages en 4^e année : le financement étant assuré par les fonds cantonaux, ce sujet est désormais discuté au sein de la CCIE.
- Financement du préapprentissage : la CSFP n'est pas entrée en matière pour une solution suisse et a proposé aux cantons de se référer à l'AEPr. Le 23 septembre 2020, la CLPO a adopté la recommandation de la CAI du 16 septembre 2020 : application de l'AEPr avec la différenciation plein temps et dual et, en cas de flux important, un accord bilatéral entre deux cantons pourra être conclu. Les cantons romands se référeront à cette recommandation lorsqu'ils seront confrontés à la situation où un.e jeune suit une formation de préapprentissage à plein temps dans un canton romand autre que celui de son domicile.
- Statistiques passerelles pré-HES : au vu des pratiques cantonales différentes et à la demande de

>>

Degré secondaire II

la CLPO, une statistique a été établie en 2019 qui a permis de constater qu'il n'y a pas d'augmentation significative de ces passerelles. Le financement n'est pas modifié et continuera à suivre les pratiques cantonales. A la demande du canton de Genève, la particularité du domaine des Arts sera soulevée en commission d'admission de la HES-SO.

- Task Force nationale « Recrutement des apprenti.es » : état des lieux sur la mise en place des groupes de travail en lien avec la pandémie Covid-19.
- Agent.es d'exploitation CFC et employé.es d'exploitation AFP : suite des discussions pour l'organisation des CIE en Suisse romande (cf. détails dans la partie de ce rapport consacrée à la CLPO).
- Cours-blocs intercantonaux pour les spécialistes en communication hôtelière CFC et spécialistes en hôtellerie CFC à Martigny : adaptation des tarifs pour la Suisse romande.
- Suissavant, branche quincaillerie-ménage : intervention de la CAI auprès de Swissavant pour exprimer le désaccord des cantons romands sur la pratique de facturation aux entreprises formatrices.
- Formation des adultes : le lien avec la CFQA sera affiné pour un meilleur transfert des informations entre les deux commissions. Cette thématique est en réflexion au sein de la CFQA, et le canton de Vaud a proposé d'assurer le travail de recensement intercantonal mensuel pour produire un état des lieux de la situation romande.
- Informaticien.nes du bâtiment CFC : la nouvelle ordonnance succédant à celle des télématicien.nes, la formation des apprenti.es de Suisse romande se poursuivra à Neuchâtel.
- Répétant.es désirant suivre l'enseignement professionnel selon un ancien règlement : la CAI a décidé que ce recensement se ferait désormais à l'interne des services.

La CAI a siégé par visioconférence le 5 mai et le 16 septembre.

Présidence : M. Claude Pottier (VS). **Secrétariat** : Mme Sylvette Deguin (SG-CIIP).

Mutations :

- FR : arrivée de Mme Joana Da Silva début juin, départ en retraite de Mme Marie-Christine Dorand début novembre, départ en retraite de M. Gilbert Stocker fin décembre.

- NE : arrivée de Mme Julie Mella en janvier et de Mme Angela Fuchs en février.

Commission de coordination « Maturités professionnelles – CMP »

CMP

En 2020, la CMP n'a pu siéger que le 26 mai, pour des raisons liées à la pandémie Covid-19 ayant conduit à l'annulation des autres séances programmées. Les principaux thèmes abordés ont été :

- Travaux des 15 groupes de branches (domaine spécifique + mathématiques du domaine fondamental) : le mandat des groupes a été actualisé. Les référentiels ayant tous été élaborés au moins une fois, il s'agit dès lors de les vérifier et les ajuster chaque année. En juin, les coordinatrices et coordinateurs des groupes ont été informé.es qu'en raison de la situation sanitaire et de la suppression des examens finaux (selon l'Ordonnance Covid-19 examens cantonaux de maturité professionnelle), l'année 2020 serait considérée comme « année blanche ». Les groupes de branches n'ont pas eu à actualiser les référentiels – ceux établis pour la session 2020 étant ainsi considérés comme reconduits en l'état pour la session 2021 – ni à effectuer les analyses d'évaluation et de comparaison des épreuves cantonales.
- MP multilingue : modification de la pratique de reconnaissance des filières de formation.
- Latitude offerte par le PEC MP : possibilité de proposer et autoriser de manière définitive un examen combiné MP1-CFC de biologie/chimie aux laborantin.es.
- Mise à la disposition de tous les cantons des épreuves des autres cantons (après les travaux des groupes du référentiel romand) – Possibilité d'avoir accès également aux épreuves sans référentiel romand, en l'occurrence celles de langues 2.
- PER-MP Histoire : demande et proposition de révision du groupe de branche (domaine complémentaire – Histoire et institutions politiques).
- Projet de réforme Employé.e de commerce : échange d'informations sur l'implémentation en 2022, impact sur l'organisation de la MP-ES.

>>

Degré secondaire II

- Création de cours en ligne de maturité professionnelle.
- Branches sans cadre référentiel (langues) : création d'un groupe de travail pour discussion sur les épreuves cantonales et sur une coordination romande de l'enseignement ; certification CECR pour tous les cantons.
- Tenue à jour du site PER-MP.

La collaboration et l'échange d'informations avec l'IFFP se poursuit en parallèle, en particulier avec M. Mathieu Perrin, responsable de la Maturité professionnelle. Certains thèmes discutés lors de la séance de mai 2020 (prévue dans le cadre du FOMAP) devaient être approfondis avec l'IFFP. Ils seront repris en 2021 :

- Formation IFFP 300h pour enseignant.es MP : intégration d'une méthodologie d'évaluation finale selon les cadres référentiels.
- Développement numérique de la maturité professionnelle.

Présidence : M. Claude Pottier (VS). **Secrétariat** : Mme Sylvette Deguin (SG-CIIP).

Mutations :

- BE : départ de Mme Simone Spack fin août et arrivée de Mme Seraina Zoppi début septembre.

Commission de coordination « Enseignement de la culture générale – CeCG »

CeCG

La CeCG est un instrument de réalisation et de conseil pour la CLPO pour toute question relative à l'enseignement de la culture générale (eCG). Elle a principalement pour tâche de coordonner cet enseignement entre les cantons de la Suisse latine et d'accompagner la mise en application des révisions du plan d'étude cadre fédéral relatif à la culture générale.

Lors de sa séance constitutive, la CeCG a échangé sur la situation de l'eCG dans les cantons latins et pris connaissance des différents points de vue de ses membres et des institutions ainsi représentées.

La CeCG a validé le mandat de la collaboratrice scientifique chargée de dresser l'inventaire des nombreux plans d'étude cantonaux et d'établissement en vigueur dans les cantons latins, et a remercié le canton de Genève d'avoir détaché cette personne qualifiée pour cette mission complexe et importante.

La CeCG a débattu de l'impact sur les cantons latins du Workshop national sur la culture générale, organisé par le SEFRI en date du 22 octobre 2020, et a défini la stratégie à adopter à court terme compte tenu des différents scénarios possibles et des inconnues entourant le calendrier. Elle a notamment demandé à ses membres d'indiquer leurs préférences quant aux différents axes recensés dans la matrice des descripteurs de l'eCG développée sous l'égide du SEFRI, afin de déterminer si une position latine forte se dégage et, si oui, laquelle.

La CeCG s'est réunie le 1^{er} octobre et le 23 novembre.

Présidence : M. Sylvain Rudaz (GE). **Secrétariat** : M. Daniel Forchelet (SG-CIIP).

Membres : Mme Clémence Perrin (BE), M. Daniel Benda (FR), Mme Anne-Marie Münch (GE), M. Tristan Müller (JU), M. Michel Bernasconi (NE), Mme Rosa Butti (TI), Mme Christine Rama (VD), M. René Constantin (VS), M. Michel Tatti (VD) Mme Cindy Galvanetto (IFFP), M. Bertrand Chanez (CSFP), M. Sadri Shili (CREME).

Commission de coordination « Coopérations multilatérales et européennes – CME »

CME

La CME a pour mandat d'assurer les relations et la coordination avec des organes suisses ou européens de coopération multilatérale dans le domaine des formations professionnelles et générales, ainsi que de la formation des adultes.

>>

Degré secondaire II

Au cours de l'année 2020, la CME a abordé tout particulièrement les problématiques suivantes :

- Covid-19 : une enquête a été lancée au mois de mai auprès des membres afin d'identifier les actions et stratégies mises en place par Movetia et par chaque canton. Les membres ont en particulier répondu aux questions suivantes :
 - o Gestion des mobilités durant cette pandémie : Movetia/votre canton a-t-il pris des mesures particulières ? Tous les projets/programmes d'échange, séjours et mobilités ont été annulés jusqu'au terme de l'année scolaire 2019-2020.
 - o Rapatriement de jeunes : Movetia/votre canton a-t-il pris des mesures particulières ? Dans certains cantons, les établissements concernés par des projets de mobilité ont rapatrié les jeunes qui étaient en stage à l'étranger, et dans d'autres cantons, il a été recommandé aux jeunes de rentrer, avec libre décision laissée aux participant.es majeur.es.
 - o Impact de la pandémie sur les échanges et la mobilité : Movetia/votre canton a-t-il mis en place (et/ou prévoit-il) des actions pour limiter cet impact ? Des actions ont été mises en œuvre dans tous les cantons.
 - o Perspectives d'après crise : Movetia/votre canton a-t-il déjà élaboré des scénarios ? Il est encore trop tôt pour dégager des tendances claires. Il est toutefois possible que les échanges hybrides, c'est-à-dire mêlant des échanges présentiels et à distance, prennent de l'importance à l'avenir.
- Durant l'été, organisation d'une 2^e enquête auprès des cantons, qui avait pour objectifs d'identifier les stratégies de mobilité mises en œuvre et de disposer d'un état de situation des projets en cours, canton par canton.
- Idée de développement d'un concept de module mobilité en formation initiale des enseignant.es, IFFP et HEP : partant du postulat que plus un.e enseignant.e a été sensibilisé.e aux problématiques des échanges et de mobilité, plus elle et il sera en mesure d'en parler à ses élèves, la CME s'est demandée s'il était envisageable, d'une part, de développer des synergies entre les HEP, voire également avec l'IFFP, pour intégrer dans les plans d'étude des enseignant.es un concept de développement de modules de mobilité, d'autre part, d'ancrer des échanges de mobilité dans les plans d'études des écolières et écoliers de primaire et du secondaire I, ainsi que des apprenti.es et des étudiant.es du secondaire II. La CME a remonté ces questions à la CLPO.

Il était prévu que la CME se réunisse deux fois en 2020 : le 28 avril et le 7 septembre. En plein confinement, la première réunion a été annulée. Il faut également savoir que les échanges de mobilité organisés par les cantons ou auxquels les membres sont associés se sont réduits comme peau de chagrin durant cette période de crise. Comme à chacune de ses séances organisées par le passé, la CME a pu compter sur le précieux concours de représentants de Movetia et, pour la première fois, sur celle d'un délégué de l'IFFP.

Présidence : M. François Piccand (FR). **Secrétariat** : M. Jean-Pascal Mougin (SG-CIIP).

Mutations : M. Georges Vial (FR), parti fin août 2019 à la retraite, est remplacé depuis le 6 janvier par Mme Leïla Bersier (FR) ; en lien avec le nouveau mandat confié à la CME pour la période administrative 2020-2023, arrivée dès la séance du 7 septembre de Erik Swars (IFFP) qui participe aux travaux en qualité d'invité permanent.

Commission de coordination « Maturités spécialisées – CMS »

CMS

La CMS a pour mandat de conseiller et d'assister la CLPO s'agissant de la mise en œuvre des Maturités spécialisées (MS), d'émettre des avis et des recommandations à son intention, ainsi que de dresser un état des lieux d'une part des réalisations et expériences en cours dans le champ des Maturités spécialisées, d'autre part des différences et problèmes constatés.

En 2020, la CMS a procédé lors de chaque séance à un tour d'horizon sur ce qui se passe dans les cantons, à la HES-SO et à la CEG SRT. En sus, elle a notamment :

- Identifié dans chacun des cantons latins l'impact de la Covid-19 sur l'organisation des stages prévus pour les élèves en certificats ECG ou en MS durant le 2^e semestre de l'année scolaire 2019-2020, puis au cours de l'année scolaire 2020-2021.

>>

- Échangé suite aux présentations relatives d'une part, au bilan de l'organisation 2020 de la régulation aux filières Bachelor Travail social et Santé, d'autre part, à la régulation future aux filières Bachelor Travail social et Santé.
- La CMS s'est entretenue lors de sa seconde réunion avec la responsable du domaine Santé de la HES-SO sur deux importants changements anticipés qui vont directement impacter les travaux de la commission et le plan d'études cadre de la maturité spécialisée santé (PEC MS santé) adopté par la CIIP le 26 mai 2011. D'une part, il est apparu au niveau suisse la nécessité de repenser la structure de l'année propédeutique Santé, et un groupe projet national est chargé de travailler « sur une solution harmonisée applicable dans toutes les HES Santé ». Cela aura un impact sur les deux stages pratiques actuels, de 8 semaines dans des organisations ou institutions socio-sanitaires, et de 6 semaines dans le monde du travail au sens large. D'autre part, un nouveau modèle de régulation est en cours d'analyse à la HES-SO, la prévoyant avant l'année propédeutique santé pour les candidat.es à l'entrée en Bachelor filières régulées. Il appartient à la HES-SO d'identifier les problèmes et conséquences qui en découleraient. Le domaine Santé de la HES-SO et la CMS dialogueront étroitement pour identifier ce qui serait réalisable, ce qui ne le serait pas, et dans quels délais.

La CMS a siégé à deux reprises en 2020, soit le 5 juin et le 9 décembre.

Présidence : M. François Piccand (FR). **Secrétariat** : M. Jean-Pascal Mougin (SG-CIIP).

Mutations : Domaine Design et Arts visuels HES-SO : dès janvier 2021, Mme Marilène Vuille, chargée de missions stratégiques à l'École cantonale d'art de Lausanne – ECAL, sera remplacée par M. David Monnet, responsable de l'Année propédeutique à l'ECAL.

Commission de coordination « Formation et qualification des adultes – CFQA »

CFQA

La CFQA a pour but de développer la collaboration intercantonale dans le domaine de la formation et de la qualification des adultes. Elle traite notamment des formations prévues dans le cadre de l'article 32 LFPr (formation continue à des fins professionnelles) et aboutissant à un CFC ou à une AFP, des procédures de reconnaissance et de validation des acquis, des formations modulaires et des formations initiales basées sur un contrat d'apprentissage.

La CFQA poursuit très activement sa collaboration avec la commission nationale CSFP-CFQA. Cette dernière est notamment chargée de faire entendre la voix des cantons auprès du SEFRI et des OrTra.

La CFQA joue par ailleurs un rôle majeur dans les questions opérationnelles entre cantons, qui s'échangent un nombre croissant de candidat.es. Cette responsabilité va encore s'accroître ces prochaines années avec l'augmentation programmée du nombre d'adultes souhaitant se qualifier. Dans ce contexte, la mission de « veiller à renforcer la coordination intercantonale concernant l'ouverture de filières et de formations modulaires s'adressant aux adultes » a été ajoutée dans son mandat pour la période administrative 2020-2023. Cette tâche impliquera une collaboration étroite avec la CAI.

En 2020, la CFQA n'a pu siéger que deux fois, pour des raisons liées à la pandémie Covid-19. Les sujets suivants ont fait l'objet de discussions :

- Procédures de qualification 2020 pour les adultes : l'intervention de la CSFP-CFQA et de la CLPO-CFQA a contribué à la prise en compte des adultes dans la session d'examens. Un dispositif vaudois pour les ASSC, avec cours modulaires pendant des semaines-blocs, a été mis en place avec succès et sera déployé pour d'autres professions. Ce dispositif sera présenté aux autres cantons romands lors d'une future séance.
- Journée d'échanges au niveau suisse sur la prise en compte des acquis dans la FPI : prévue initialement le 17 mars puis reportée au 17 novembre, elle a finalement eu lieu via visioconférence. La CFQA est impliquée dans l'organisation de cette journée en collaboration avec le SEFRI et la CSFP-CFQA.
- Projet national Grilles d'équivalence pour la reconnaissance des acquis.
- Mandat donné par le SEFRI à l'IFFP pour dresser, en 2020, un état des lieux de la prise en compte des acquis en Suisse (participation de quatre membres de la CFQA à cette étude).

>>

- VAE ASSC : les cantons se sont accordés pour se transmettre leurs listes de dispenses dès validation par les OrTra régionales afin de procéder à quelques ajustements en cas d'importantes différences de pratiques.
- Prise en compte des acquis dans la culture générale : un groupe de travail CSFP est actif à ce niveau et une recommandation a été soumise au Comité CSFP fin juin pour être ensuite présentée et adoptée lors de l'Assemblée plénière en septembre.
- Qualification des adultes en logistique : système de VAE à « géométrie variable » présenté par l'OrTra ASFL lors d'une séance de la CSFP-CFQA.
- Procédure d'audition pour les métiers de l'horlogerie.
- Procédure de prise en compte des acquis formels : un sous-groupe de travail a été envisagé pour réfléchir à une harmonisation romande et soumettre une proposition à la CSFP-CFQA.
- Gratuité des qualifications pour adultes.
- Étude de la réalisation du recensement intercantonal des demandes par une personne d'un portail et non par la CFQA. Le canton de Vaud offre d'effectuer ce travail, qui permettrait un regroupement romand des candidat.es et conduirait à l'ouverture de classes. Le processus d'un tel recensement intercantonal sera proposé par le canton de Vaud lors d'une future séance.
- Outil développé par le canton de Zurich pour la qualification des adultes : cet outil a été présenté lors de la journée d'échanges. A ce jour, il est utilisé par ZH, BE et VS.

La CFQA a siégé le 6 avril par visioconférence et le 9 septembre en présentiel.

Présidence : M. Florent Cosandey (BE). **Secrétariat** : Me Sylvette Deguin (SG-CIIP).

Mutations :

- BE : départ de Me Valentine Jeanneret fin août et arrivée de M. Adriano Cattaneo début septembre. Présence de M. Antoine Roulin durant l'année 2020.
- FR : départ de M. Peter Zollet (retraite) fin novembre et arrivée de M. Markus Mosimann, a.i., début décembre.
- VD : départ de Mme Eugénie Sayad (retraite) fin mars et arrivée de Mme Noémie Crosa Ben Ahmed début août.

Degré secondaire II

Unité des moyens d'enseignement romands de la formation professionnelle, UMER-FP

L'UMER-FP a pour mandat d'analyser les besoins en moyens d'enseignement dans la formation professionnelle initiale romande, de développer lesdits moyens lorsque le besoin est ubiqué et objectif, ainsi que d'en assurer la distribution dans les écoles professionnelles. Le cadre du mandat repose sur un projet subventionné par le SEFRI, dont le principe fondamental fixé est de fournir des moyens d'enseignement adéquats, actuels, au prix les plus avantageux, en particulier pour répondre aux besoins avérés des filières de formation à petits effectifs. Le projet SEFRI est quadriennal et reconductible, la période en cours s'achevant à fin 2021.

Mandat SEFRI

L'UMER-FP constitue une entité spécifique, profitant de synergies et d'instruments communs avec l'UMER-SO. L'unité s'appuie essentiellement sur le travail de la CREME, commission permanente instaurant le lien avec les écoles professionnelles et dont la composition est représentative des cantons et des domaines de formation.

Le projet SEFRI prévoit également une structure italophone spécifique, le *Gruppo di Lingua Italiana per i Materiali d'Insegnamento* ([GLIMI](#)) qui dépend structurellement du canton du Tessin.

GLIMI

L'UMER-FP travaille en étroite collaboration avec les écoles professionnelles, l'IFFP, ainsi que de nombreuses associations professionnelles, dont elle distribue les ouvrages pour la Romandie. Elle fait également appel à un partenaire technique tiers pour la gestion opérationnelle de son activité, en particulier la mise en page, la fabrication, la distribution et la facturation de ses ouvrages. Le site www.cataroproshop.ch permet l'achat direct de l'ensemble du catalogue.

Cataropro.ch

Le groupe MENU (Moyens d'enseignement numériques) dépendant de l'UMER-FP assure une veille technologique et favorise le développement et le partage de séquences didactiques répertoriées sur le site www.menucreme.ch, en libre accès.

Groupe MENU

En 2020, l'UMER-FP a œuvré dans la pérennisation de son activité en préparant d'une part l'appel d'offre public lié à la sous-traitance opérationnelle de son activité commerciale pour la prochaine période 2021-2024 du projet cofinancé par le SEFRI. Et d'autre part, les travaux préliminaires du développement du volet numérique d'une nouvelle plateforme ont débuté ; ce projet prévoit à la fois des outils de gestion automatisés pour le monitoring de l'activité commerciale de l'unité, mais également un environnement numérique de travail pour les utilisateurs des moyens d'enseignement du catalogue CREME. L'UMER-FP tend également à œuvrer de manière générale dans la formation professionnelle romande en collaborant à différents projets dans la continuité du dispositif d'édition de moyens d'enseignement et/ou dans l'intérêt direct des élèves.

Responsable de l'UMER-FP : M. Sadri Shili (SG-CIIP).

Coordination des projets et administration : Me Christine Furter (SG-CIIP).

Chef de projet commerce et numérique : M. Romain Marion (SG-CIIP).

Assistance aux projets : M. Daniel Forchelet (SG-CIIP).

Commission romande d'évaluation des moyens d'enseignement, CREME



Sadri Shili, SG-CIIP
président CREME

MANDAT

La commission romande d'évaluation des moyens d'enseignement (CREME) est chargée de l'analyse des besoins, de la validation des projets et du développement des ressources didactiques et moyens d'enseignement pour la formation professionnelle, pour le compte de l'UMER-FP.

La CREME est composée de 7 délégué.es cantonaux, chacun.e responsable d'un domaine de formation. Les principaux partenaires de l'UMER-FP y siègent ou y sont invités permanents : le SEFRI et la coordination nationale du projet, la CLPO, l'IFFP, le GLIMI, la Fédération des écoles techniques et les OrTra (organisations du monde du travail).

En 2020, la CREME a poursuivi avec son partenaire opérationnel l'amélioration et le développement de l'application e-book permettant la transposition de l'usage des ouvrages papier au format numérique, de manière interactive. L'application en projet pilote depuis l'année scolaire 2019-2020 est pleinement opérationnelle et ouverte à l'ensemble du catalogue depuis la rentrée 2020. Le développement du catalogue disponible au format numérique s'est accéléré avec les besoins d'enseignement à distance.

Parmi les multiples projets en cours à relever figure le développement d'une nouvelle collection de moyens d'enseignement pour la formation *Employé.e de commerce CFC*, laquelle sera révisée au 1^{er} janvier 2021. Le basculement vers un enseignement par compétences opérationnelles implique une modification du paradigme de l'enseignement et les enjeux d'une telle réforme particulièrement importants dans les écoles professionnelles, comme auprès des acteurs du domaine.

Le développement des moyens d'enseignement *stricto sensu* peut être résumé comme suit, le détail du catalogue étant consultable sur www.cataroproshop.ch :

1. Mises à jour
 - 73 ouvrages issus de la collection Économie & Société, dans le domaine Commerce
 - 4 ouvrages dans le domaine Construction
 - 2 ouvrages dans le domaine Santé et Social
 - 2 ouvrages du domaine Terre et Nature
2. Créations
 - Enseigner la santé – Guide pédagogique de poche
 - MIMMS – Major Incident Medical Management and Support

Données factuelles

La CREME s'est réunie à deux reprises : le 10 septembre et le 12 novembre 2020.

Présidence : M. Sadri Shili (SG-CIIP).

Mutations : la représentation CLPO demeure un siège sur invitation permanente ou sur besoin, le président CREME assurant régulièrement le lien entre les deux organes. Suite au remplacement de M. Alexandre Birr (GE), les domaines attribués aux délégués ont été révisés et correspondent désormais aux grands secteurs de la formation professionnelle. A fin 2020, les sièges de BE – santé et social et GE – préapprentissage et AFP sont vacants.

Activités

La CREME

Degré secondaire II

Commission de coordination romande des économes de la formation professionnelle, CREFP



*Michèle Patry
présidente CREFP*

MANDAT

La commission est chargée de l'évaluation des besoins quantitatifs des ouvrages, ainsi que de leur commande et de leur diffusion au sein des centres et écoles de la formation professionnelle des cantons romands.

La CREFP réunit les représentant.es des écoles en charge de la distribution des ouvrages au sein de leur établissement, en particulier les ouvrages du catalogue CREME.

La CREFP occupe une fonction consultative et favorise les relations entre l'UMER-FP, la CREME et les usagers des moyens d'enseignement, du point de vue de leur distribution. Les informations sur l'évolution du catalogue, les pratiques de prix et de livraison y sont notamment évoquées, de même que les problèmes spécifiques rencontrés par les écoles. La commission permet en outre à ses membres d'échanger de bonnes pratiques, de collaborer et d'entretenir un réseau prolifique dans une profession qui n'en connaît pas d'autre.

Données factuelles

La CREFP

La CREFP s'est réunie à une reprise : le 26 novembre 2020.

Présidence : Mme Michèle Patry (EPCA).

Assistance administrative : Mme Christine Furter (SG-CIIP).

PÉDAGOGIE SPÉCIALISÉE

Point 3.4 du programme 2020-2023

Conférence latine de la pédagogie spécialisée, CLPS



Andréa Fuchs Fateh
présidente de la CLPS

MANDAT

La conférence latine de la pédagogie spécialisée (CLPS) traite de l'ensemble des problématiques relevant de la pédagogie spécialisée pour les enfants et les jeunes de 0 à 20 ans. Ses travaux s'inscrivent dans l'une des priorités politiques du programme d'activité de la CIIP 2020-2023.

Soutien au développement de l'école à visée inclusive

L'essor de l'école à visée inclusive rend indispensable le renforcement des liens entre les responsables de la pédagogie spécialisée et les responsables de l'école régulière. La CLPS et la CLEO ont décidé de poursuivre le dialogue entamé fin 2019 dans le cadre d'une première matinée de réflexion conjointe par une nouvelle rencontre en 2021 autour du thème de la compensation des désavantages.

Sur demande de la CLPS et en vue de renforcer le thème de l'école à visée inclusive et de la diversité dans le programme de la formation en direction d'institutions de formation (FORDIF), un représentant de la CLPS participe désormais à la COFORDIF en tant que membre.

Par ailleurs, sur mandat de la CLPS, une nouvelle fiche d'information destinées au corps enseignant de l'école régulière a été rédigée par le Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS). Elle porte sur la dyscalculie et enrichit la collection des fiches très appréciées par les professionnels. Les mises en ligne sur le site de la [CIIP](#) qui en compte désormais onze.

École
inclusive

Soutien au développement de MER – imprimés ou numériques – accessibles

Différentes actions de la CLPS favorisent la prise en compte de l'accessibilité des MER par les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers – au bénéfice, ou non, de mesures de pédagogie spécialisée :

- Rédaction, pour la première fois, de points d'attention détaillés adressés à la CLEO et aux responsables de la 1^{re} version du projet éditorial Français cycle 3.
- Analyse des publics-cibles de deux types de fichiers PDF de MER aménagés réalisés par le Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue (CPHV) par la constitution d'un groupe de travail ad hoc ; ces fichiers aménagés permettent aux élèves concernés une navigation facilitée, l'ajout de réponses directement dans des champs formulaires et pour certains une lecture par les synthèses vocales.
- Diffusion d'informations relatives à l'accessibilité numérique auprès de différentes commissions et instances internes à la CIIP directement concernées par ces questions (CONUM, Task force MERNUM, etc.).

MER

>>

Pédagogie spécialisée

- Instauration d'une communication régulière avec la CORES par l'intermédiaire de ses délégués spécialistes en pédagogie spécialisée.

Pédagogie spécialisée – formation – situation de l'emploi**Formations**

Dans le cadre du développement de l'école à visée inclusive, la profession de logopédiste se trouve en pleine évolution avec des attentes de plus en plus fortes de la part du terrain scolaire dans le domaine de la prévention et des interventions indirectes des logopédistes auprès du corps enseignant. Dans ce contexte, sur demande de la CLPS, une enquête sous forme d'entretiens semi-directifs a été réalisée par l'IRDIP auprès des deux instituts de formation actifs en Suisse romande afin de découvrir leurs orientations actuelles et de permettre une entrée en dialogue. Sur cette base, la CLPS a proposé des axes de collaboration aux instituts de formation qui pourraient être développés au cours des années à venir. Par ailleurs, dans la perspective de réduire la pénurie de logopédistes dans certains cantons, des premiers contacts visant à augmenter les places de stages disponibles dans ces cantons ont été établis.

Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, un groupe de travail visant à analyser simultanément la situation de l'emploi et de la formation a été institué ; une des intentions des travaux est de limiter les risques de pénurie d'enseignant.es spécialisé.es formé.es en Suisse romande. Les travaux seront menés conjointement entre le CSPA et l'IRDIP.

Concertation et coordination dans la mise en œuvre de l'accord intercantonal sur la pédagogie spécialisée, de ses instruments et des concepts cantonaux respectifs**PES**

Suite au bilan fourni par la COPES des deux premières éditions de la formation continue destinée aux utilisateurs PES dans les cantons, la CLPS a défini un nouveau cadre général pour cette formation en déterminant plus précisément le profil d'expérience des participant.es, notamment. Ce cadre servira de base à la prochaine édition.

Données factuelles**La CLPS**

La conférence s'est réunie en plénière (en présentiel ou sous forme de visioconférence) à quatre reprises, le 22 janvier, le 1^{er} juillet, le 30 septembre et le 4 décembre. Au vu de la situation sanitaire, la plénière du 1^{er} avril a été annulée et les thématiques prioritaires ont été traitées par voie de circulation.

Présidence : Mme Andréa Fuchs Fateh (BE).

Vice-présidence : M. Philippe Willi (NE).

Collaboratrice scientifique : Mme Jacqueline Gyger (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Virginie Beyeler (SG-CIIP).

Mutation : remplacement de M. Philippe Thomas (GE) par Mme Gabrielle Stiasny en janvier.

Commission de coordination de la procédure d'évaluation standardisée dans le domaine de la pédagogie spécialisée, COPES



Stéphane Noël
président de la COPES

MANDAT

La procédure d'évaluation standardisée (PES) est l'un des trois instruments de l'accord intercantonal dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007. La PES permet aux services responsables de l'enseignement spécialisé de déterminer les besoins individuels des élèves dans le domaine de la pédagogie spécialisée en vue de l'attribution des mesures renforcées dans les cantons romands et le Tessin. La COPES est chargée d'informer la conférence latine de la pédagogie spécialisée (CLPS) de l'état des travaux et des pratiques dans les cantons, ainsi que d'appuyer les utilisateurs de la PES dans le cadre de sa mise en œuvre.

Formation continue destinée aux utilisatrices et utilisateurs de la PES dans les cantons

Au cours de l'année 2020, les travaux de la COPES se sont concentrés sur la formation continue commune destinée aux professionnel.les chargé.es de compléter la PES dans les cantons afin d'assurer une mise en œuvre harmonisée de cet instrument au niveau de la Suisse latine.

Un bilan détaillé a été effectué au terme de la deuxième volée de cette formation d'une durée d'un jour et demi qui a réuni 23 participant.es en 2020 et s'est partiellement déroulée en visioconférence, au vu du contexte sanitaire. Sur cette base, des suggestions d'amélioration ont été formulées et soumises à la CLPS qui a défini un nouveau cadre général de cette formation. Le profil d'expérience des candidat.es à la formation a ainsi été précisé et la proposition de la COPES de compléter la formation par un colloque portant sur une thématique transversale et ouverte à un public plus large a été validée.

Données factuelles

Présidence : M. Stéphane Noël (FR) a succédé à M. Philippe Nendaz (VD) en janvier.

Thèmes traités

La COPES

ORIENTATION PROFESSIONNELLE, UNIVERSITAIRE ET DE CARRIÈRE

Point 3.5 du programme 2020-2023

Conférence latine de l'orientation, CLOR



Christelle Bornand
présidente de la CLOR

MANDAT

La CLOR est un instrument de travail de la CIIP au sens de l'article 10 des statuts. Elle traite de l'ensemble des problématiques relevant de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière des élèves en âge de scolarité obligatoire ou postobligatoire, des jeunes et des adultes.

Module d'analyse de la demande (ADOR)

Thèmes traités

Désireuse de tirer parti des avantages offerts par les nouvelles technologies, la CLOR lance en 2012 le développement d'un *module d'analyse, en ligne, de la demande de consultation*. Après une phase de test, le service, finalement baptisé ADOR, pour Analyse de la Demande d'ORIENTATION, est accessible depuis l'automne 2014 directement sous www.ador-online.ch ou indirectement depuis les portails des Offices d'orientation cantonaux et depuis orientation.ch. Après avoir procédé à une étude d'impact et à quelques améliorations mineures, la CLOR diffuse début 2018 un guide d'utilisation décrivant les bases scientifiques et illustrant les bonnes pratiques relatives à ADOR. L'exploitation du service, maintenant arrivé à maturité, s'est poursuivie en 2020.

Information et orientation scolaire et professionnelle (IOSP)

A défaut d'harmonisation des pratiques cantonales en matière d'IOSP à l'école obligatoire, la CLOR estime que celles-ci méritent toutefois d'être partagées afin de mutualiser l'expérience de chacun et chacune et a créé un groupe d'échange à cet effet. Ce groupe, réunissant un.e représentant.e de chaque canton et présidé par un membre de la CLOR, s'est rencontré par visioconférence à deux reprises en 2020. Du fait de la pandémie de Coronavirus, la numérisation des prestations habituellement réalisées en présentiel avec les élèves et le corps enseignant a constitué l'essentiel des échanges.

Orientation des adultes – Projet [Viamia](#)

La CLOR, dont sept de ses huit membres sont impliqués dans la phase pilote qui débutera en janvier 2021, a intensément échangé sur la mise en œuvre du projet national Viamia qui vise à encourager l'employabilité des personnes de plus de 40 ans. La CLOR s'est en particulier souciee du risque financier lié aux ressources supplémentaires à mobiliser par les cantons et des mesures de formation et information spécifiques aux chargé.es de projet cantonaux et aux intervenant.es auprès du public. Par ailleurs, pour la CLOR, un des enjeux porte sur l'outil en ligne supportant le processus et préconisé par la direction du projet. En effet, cet outil suscite quelques réticences auprès des organes romands concernés, et la CLOR a déjà interpellé la CDOPU à ce propos. La CLOR suivra avec attention l'utilisation de cet outil pendant la phase pilote et n'exclut pas de développer une alternative romande. La CLOR a également arrêté sa position quant à la participation éventuelle d'organismes

>>

Orientation professionnelle, universitaire et de carrière

de consultation privés au projet Viamia : pour elle, durant la phase pilote, seuls les cantons, qui ont jusqu'ici porté et cofinancé indirectement le projet, doivent être impliqués.

Stages pratiques de formation des futur.es conseillers et conseillères en orientation

Après que la CLOR et l'Université de Lausanne eurent défini les principes et réglé l'opérationnalisation des stages de formation pratique en cours de Master, les OCOSP romands ont accueilli les premiers stagiaires à la rentrée d'août 2013.

La CLOR et l'Université de Lausanne se réunissent annuellement afin de dresser un bilan et dégager des pistes d'améliorations, la CLOR favorisant l'organisation de stages se déroulant sur une année scolaire complète. Depuis la mise en place du dispositif, entre une douzaine et une quinzaine de stagiaires sont accueilli.es annuellement.

Relève et formation des conseillers et conseillères en orientation

Un membre de la CLOR fait partie du comité scientifique du MAS en management, ressources humaines et carrières (MRHC) mis sur pied par les 4 universités romandes. Le nombre d'inscriptions dans le MAS et le CAS en gestion des carrières a augmenté en 2020 par rapport à l'année précédente (5 MAS et 4 CAS en 2020 contre 1 MAS et 5 CAS en 2019), ce qui garantit la pérennité de la filière. Le MAS MRHC option « gestion des carrières » joue un rôle non négligeable dans la diversification des profils de formation des professionnel.les latin.es de l'orientation, puisqu'il représente la seule possibilité en Suisse romande d'accéder au titre fédéral de conseiller/conseillère en orientation pour les personnes n'ayant pas suivi la formation Master de l'Université de Lausanne.

La CLOR a poursuivi sa collaboration avec le CSFO pour définir le programme de formation continue dispensé par ce dernier aux conseillers et conseillères en orientation de Romandie. Sur la base des retours obtenus des collaborateurs/collaboratrices ayant suivi les cours, la CLOR évalue chaque année la qualité et la pertinence des formations dispensées et fait part de ses conclusions au CSFO. L'évolution, sur le plus long terme, du programme de formation continue est discutée annuellement par la CLOR avec le CSFO, représenté à cette occasion par sa direction et la personne responsable de la formation continue.

Tests en ligne

Conformément à sa stratégie à long terme quant aux tests en ligne d'intérêts et d'aptitudes utilisés par les offices d'orientation en Suisse romande, la CLOR a poursuivi sa collaboration avec le CSFO. Ainsi, le CSFO assure, pour le compte de la CLOR, leur mise à disposition sur un unique portail.

Pour répondre aux besoins en tests d'intérêts, la CLOR a choisi Vocatio en 2017 et mis dès 2018 une version provisoire en ligne sur la plateforme nationale (PTO). En 2020, de nouvelles analyses psychométriques ont été effectuées par l'UNIL, sur la base d'un échantillon de près de 5'000 réponses, afin de valider les propriétés de ce test. Un avantage majeur de ce test est de conduire deux analyses : une intraindividuelle et une interindividuelle. Le manuel d'utilisation de Vocatio est en cours de rédaction par l'UNIL et sera publié en 2021.

Une version provisoire du questionnaire de personnalité Hexaco, mise en ligne en 2019, a également fait l'objet d'une analyse psychométrique par l'UNIL qui en a attesté la grande valeur. Le manuel d'utilisation d'Hexaco est en cours de validation et devrait être disponible en 2021.

Transitions

Chacun des offices d'orientation latins assure dans son canton la meilleure transition possible entre les niveaux de formation secondaire I, secondaire II et tertiaire ainsi que vers le monde professionnel. Les membres de la CLOR procèdent à des échanges réguliers d'informations et de bonnes pratiques. Par ailleurs, la création et l'exploitation commune des tests d'aptitudes (BRTA) et d'intérêts (Vocatio) contribue à la consolidation du choix des élèves lors de la transition I, et le service ADOR (voir plus haut), également créé par la CLOR, permet de mieux cerner les besoins des jeunes adultes lors de la transition II. En cette année de pandémie, les offices d'orientation ont redoublé d'efforts et de créativité pour maintenir leurs prestations. Là où les stages d'orientation ou les séances d'information ne pouvaient pas avoir lieu sur place, des formats de remplacement comme la découverte virtuelle >>

Orientation professionnelle, universitaire et de carrière

des métiers ou les bourses de places d'apprentissage en ligne ont pris le relais.

Un membre de la CLOR préside la commission spécialisée « prestations et statistiques » de la CDOPU. A l'occasion du renouvellement du catalogue des prestations 2019 et suite aux travaux effectués par la commission au printemps 2020, le rapport sur la statistique de l'orientation suisse a été publié sous une nouvelle forme et avec un contenu révisé. Le nouveau rapport est divisé en deux parties. La première présente huit exemples sélectionnés de bonnes pratiques des Offices cantonaux de l'orientation. La seconde contient des données statistiques sur les prestations fournies par les Offices cantonaux dans les domaines du conseil, de l'information, des événements, des cours et des autres prestations.

Un membre de la CLOR a contribué à l'élaboration des lignes éthiques et de déontologie des spécialistes de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière. Ce projet a pour objectif de trouver une charte commune entre profunda-suisse et la CDOPU. Un important travail de conciliation a permis l'émergence d'un document unique qui a fait l'objet d'une consultation élargie. La CLOR a validé fin 2020 la version française qui sera soumise à la CDOPU. Les contributions de la CLOR ont été guidées par le souci de trouver un équilibre entre les prérogatives des institutions étatiques, employeurs des COSP, et la liberté individuelle laissée à ces mêmes COSP dans l'exercice de leurs fonctions.

Un membre de la CLOR a été fortement impliqué dans l'élaboration de la stratégie nationale pour l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière de la CDOPU. Il en a rendu compte régulièrement à la CLOR qui lui a fait part de ses commentaires et a ainsi pu faire valoir le point de vue latin dans le projet. En 2020, la CLOR a rencontré le président de la CDOPU et lui a fait part des ajustements qu'elle souhaitait voir apportés à cette stratégie suite aux nombreux retours de la consultation. La stratégie sera soumise en 2021 à l'Assemblée plénière de la CDIP pour devenir des directives nationales.

Données factuelles**La CLOR**

La conférence s'est réunie à quatre reprises durant l'année 2020, soit les 7 février, 18 juin, 29 septembre et 10 décembre, la réunion du 24 avril ayant été annulée pour des raisons sanitaires.

Présidence : Mme Christel Bornand (NE).

Vice-présidence : M. Daniel Cordonier (VS).

Collaborateur scientifique : M. Daniel Forchelet (SG-CIIP).

Mutations : Mme Eugénie Sayad (VD) a été remplacée par Mme Alexandra Petrovitch (VD) en mars.

FORMATION DES ENSEIGNANT.ES ET DES CADRES

Point 3.6 du programme 2020-2023

Conférence latine de la formation des enseignant.es et des cadres, CLFE



Jérôme Amez-Droz
président de la CLFE

La conférence latine de la formation des enseignant.es et des cadres (ci-après CLFE) traite de l'ensemble des problématiques relevant de ce domaine, dont l'exigence de coordination est inscrite dans la Convention scolaire romande, pour les divers degrés d'enseignement. La CLFE est constituée par des chef.fes des services/directeurs et directrices de l'enseignement et par les recteurs, rectrices ou directeurs, directrices des instituts de formation d'enseignant.es.

Éducation numérique

Thèmes traités

Cette thématique a occupé la CLFE de manière prépondérante au cours de l'année 2020. Ainsi, sur la base des travaux et de la proposition de la CLFE, l'AP-CIIP du 17 septembre 2020 a validé à l'unanimité l'élaboration d'un *Référentiel de compétences romand pour la formation initiale et continue des enseignant.es à l'éducation numérique*. Un groupe de travail ad hoc a été mis en place et a débuté ses travaux dans le cadre d'un échéancier serré.

Évolution de la profession

En 2018, l'AP-CIIP chargeait la CLFE de poursuivre et d'approfondir ses réflexions sur la base des propositions émises dans son rapport sur les perspectives pour la formation des enseignant.es. Il s'agit d'un mandat d'approfondissement, portant sur une réflexion globale relative à la formation continue (non créditée) et aux formations complémentaires certifiées, et d'autre part sur la promotion permettant de faire face à certains besoins spécifiques des cantons en termes de personnel enseignant, plus particulièrement pour l'enseignement spécialisé et pour certaines disciplines du degré secondaire I.

Le *Groupe de réflexion pour le développement et l'articulation des diverses phases de la formation continue des enseignant.es*, chargé d'élaborer et de proposer à la CLFE une stratégie commune de développement, d'articulation et de reconnaissance du curriculum professionnel des enseignant.es de la scolarité obligatoire et des filières postobligatoires, a poursuivi ses travaux au cours de l'année 2020 et prépare un rapport qui sera soumis à la CLFE en 2021.

Mesures pour l'emploi et l'attractivité des professions enseignantes

En 2016, la CLFE avait institué un groupe de travail *Emploi et attractivité de la formation d'enseignant.e* chargé d'examiner les conditions qui permettent d'assurer la relève du corps enseignant et d'anticiper les besoins à l'échelle romande, en ayant une vision de l'évolution démographique et de coordonner et consolider les instruments de régulation de l'accès à la profession. En 2020, la CLFE a traité les pistes et propositions émanant du groupe de travail.

>>

*Formation des enseignants et des cadres***Données factuelles****La CLFE**

La conférence s'est réunie à quatre reprises : les 29 janvier, 23 avril, 19 juin et 30 novembre.

Présidence : M. Jérôme Amez Droz (NE).

Collaboratrice scientifique : Mme Eva Leuenberger (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Virginie Beyeler (SG-CIIP).

Mutations : M. Frédéric Inderwildi remplace Mme Katharina Mertens Fleury (HEP-FR) ; M. Fabio Di Giacomo remplace M. Patrice Clivaz (HEP-VS) ; M. Carlos Vazquez remplace Mme Anne-Pascale Théoduloz Melly (VD).

Invité permanent : M. Stève Blaesi (président COFORDIF).

Commission de coordination et de surveillance du mandat FORDIF, COFORDIF



Stève Blaes
président de la COFORDIF

Une commission rattachée à la CLFE est instituée, en tant que « commission d'encadrement du dispositif de formation des directeurs et directrices d'institutions de formation – FORDIF », sous la dénomination « Commission FORDIF ». Sa mission consiste à assurer, dans l'intérêt des cantons, le suivi stratégique et l'encadrement du Consortium scientifique chargé, par contrat de prestation de la CIIP du 31 mars 2008, de réaliser l'offre de formation FORDIF. La commission est composée de représentant.es des conférences de la CIIP, à savoir : la conférence latine de l'enseignement obligatoire (CLEO), la conférence latine de l'enseignement postobligatoire (CLPO), la conférence latine de la pédagogie spécialisée (CLPS), des représentant.es des associations professionnelles, des directeurs, directrices, des enseignant.es et d'un.e invité.e permanent.e, délégué.e du comité de direction du Consortium FORDIF.

Pour la COFORDIF, l'année 2020 constituait une étape particulière puisqu'un grand travail de révision et d'adaptation des formations FORDIF s'était terminé en novembre 2019. L'année 2020 devait être celle de la mise en œuvre de ces propositions par la FORDIF.

Par ailleurs, avec le début du nouveau Programme d'activité 2020-2023, le président de la COFORDIF, M. Hugo Stern, a souhaité remettre son mandat après de nombreuses années d'engagement pour cette commission. Un nouveau président a pu être nommé en cours d'année en la personne de M. Stève Blaes.

Ces éléments et l'impact de la pandémie du coronavirus ont conduit à ce que la COFORDIF n'a pu se réunir qu'une seule fois au cours de l'année 2020.

Activités 2020

Thèmes traités

État des lieux des formations et validation du rapport d'activité de la FORDIF

Chaque année, la COFORDIF valide le rapport d'activité de la FORDIF et tient à jour les effectifs de la formation :

– CAS en administration et gestion d'institutions de formation

Les 60 participant.es de la volée CAS 18-19 sont arrivés au terme de leur formation en octobre 2019, tous se sont vu délivrer leur titre en janvier 2020 ; tandis que la volée CAS 19-20 a débuté en janvier 2019 et s'est terminée en automne 2020 avec 59 participant.es.

Les modules du CAS prévus en 2020 ont tous été réalisés malgré la pandémie (en présentiel et/ou à distance).

– DAS en gestion et direction d'institutions de formation

Un nouveau concept de DAS par cumul de crédits a été mis en œuvre à partir de 2020, avec le règlement correspondant en cours de validation.

>>

Formation des enseignants et des cadres

Ce DAS est composé de 15 crédits ECTS (5 modules de formation à 3 crédits ECTS, ou 4 modules de formation à 3 crédits ECTS et un travail d'approfondissement à 3 crédits ECTS). Ces éléments viennent s'ajouter au CAS en administration et gestion d'institutions de formation (15 crédits ECTS).

Les participant.es ont une période de 5 ans pour obtenir 15 crédits ECTS et déposer un dossier de validation menant à l'obtention du DAS.

Les deux modules de formation prévus en 2020 :

- Capital humain et développement organisationnel (déplacé au printemps 2021) : 21 participant.es inscrit.es.
- Gestion d'une école numérique, module proposé à distance : 21 participant.es inscrit.es.

Nouvelles thématiques

La pandémie du Coronavirus influence également la formation des cadres scolaires puisque l'AP-CIIP a demandé le 11 novembre 2020 une adaptation de l'offre FORDIF sur les thématiques de la gestion de conflits entre adultes, l'égalité de genre et carrière et la gestion de crise.

Données factuelles

La COFORDIF

La commission s'est réunie une fois le 15 septembre.

Présidence : M. Stève Blaesi, nommé à la présidence pour la période 2020-2023 (CLEO).

Collaboratrice scientifique : Mme Eva Leuenberger (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Virginie Beyeler (SG-CIIP).

Mutations :

- Représentant secondaire II académique : M. Gilles Revaz remplace M. Jean-François Gruet ;
- Représentant secondaire II professionnel : M. René Constantin remplace M. Claude-Alain Vuille ;
- SER : M. Pierre-Alain Porret remplace M. Jean-Marc Haller ,
- FORDIF : M. Frédéric Yvon remplace M. Thierry Dias ,
- CLPS (nouveau) : M. Philippe Willi.

ÉDUCATION NUMÉRIQUE

Point 3.7 du programme 2020-2023

Commission pour l'éducation numérique, CONUM



Christophe Cattin
président de la CONUM

Une commission permanente est instituée, sous le nom de commission pour l'éducation numérique (ci-après CONUM), en qualité d'instrument de coordination, d'élaboration et de conseil pour la CIIP dans le champ de la mise en œuvre d'une éducation numérique à tous les niveaux du système éducatif, de la veille technologique et pédagogique, ainsi que de la concertation entre la CIIP et diverses organisations partenaires.

À cette fin, la CONUM assure la concertation dans la mise en place du Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique (PAN – Assemblée plénière de la CIIP novembre 2018). Ce plan d'action repose sur les cinq priorités suivantes :

Thèmes traités

Plans d'études

Dans le cadre de l'axe 1, « Plan d'études », la CONUM suit la mise en place du Plan d'études romand à l'Éducation numérique (PER EdNum). Une présentation par le responsable de l'équipe de rédaction a permis aux membres de prendre connaissance de son contenu et d'engager des réflexions sur la mise en œuvre de celui-ci. La CONUM propose d'établir une liste de recommandations pour aider les cantons dans leurs processus d'introduction du PER EdNum. Il s'agit notamment de préciser les ressources (compétences ou équipements) nécessaires à l'accomplissement des processus d'apprentissage. La place de l'Éducation numérique dans le PER reste un objet de débat, qui mérite du temps pour trouver un consensus.

Équipements

Dans le cadre de l'axe 2, « Équipements », la CONUM a réalisé un panorama des différentes recommandations cantonales en matière d'équipement numérique. Un groupe de travail interne (GT équipement) a été formé en fin d'année avec comme mission d'émettre des recommandations pour constituer dans la classe un environnement numérique d'apprentissage offrant de bonnes conditions individuelles et collectives d'interactivité et de mobilité pour les établissements scolaires romands. Dans le domaine des moyens d'apprentissage, proche des équipements, la CONUM a lancé une réflexion approfondie sur la faisabilité et l'opportunité de développer une plateforme numérique romande ou espace numérique d'apprentissage romand (voir ci-dessous).

Formation des professionnels

Dans le cadre de l'axe 3, « Formation des professionnel.les », la CONUM a établi un panorama des pratiques cantonales en matière de « personnes ressources » dans le domaine de l'Éducation numérique (nommé communément F1, F2, F3) et comparé les cahiers des charges de ces fonctions dans les cantons. Ce travail fait apparaître une grande variété des approches, mais des objectifs souvent similaires. Il s'agira de déterminer le(s) profil(s) de compétences et les tâches des différents intervenant.es dans l'Éducation numérique pour adapter le contenu et la forme des différentes formations

>>

Éducation numérique

proposées par les HEP et les autres institutions actives dans la formation des professionnel.les de l'enseignement. Un groupe de travail a d'ores et déjà été constitué pour établir le profil de compétences des enseignant.es (F1) et des personnes ressources (F2) pour l'école obligatoire.

Collaboration avec les Hautes écoles

Dans le cadre de l'axe 4, « Collaboration avec les Hautes écoles », la CONUM a travaillé en étroite collaboration avec la CFLE. Une comparaison des différentes stratégies pour l'Éducation numérique des institutions de formation des enseignant.es a été présentée. Sur la base de ce travail, les deux commissions ont demandé la création d'un groupe de travail pour établir un référentiel de compétences des enseignant.es communs aux cantons romands (GT RCNum). Ce groupe de travail est composé d'un.e représentant.e de chaque institution de formation romande. Il a entamé ses travaux en décembre 2020. Pour la formation initiale, le référentiel doit s'orienter sur les compétences que les enfants doivent développer dans le cadre du PER EdNum et être étayé par cycle. Pour la formation continue, le groupe est chargé d'initier une réflexion sur la constitution d'un catalogue romand commun, en particulier pour les personnes ressources (F2 – F3).

Veille technologiques et pédagogiques

Dans le cadre de l'axe 5, « Veille technologiques et pédagogiques », la CONUM a initié une collaboration régulière avec la COPED et la CORES pour suivre l'évolution des besoins. Ensemble, les trois commissions se sont accordées pour adopter un glossaire commun basé sur la « Stratégie suisse numérique » adoptée le 5 septembre 2018 par le Conseil fédéral. Les travaux doivent commencer début 2021. En parallèle, la CONUM a présenté un panorama des plateformes numériques cantonales. Cet état des lieux a montré les besoins de coordination et de mutualisation de ce type d'outils, indispensables au développement des moyens d'enseignement numériques romands. Ce constat a débouché sur la constitution d'un Groupe de travail interne *Espace numérique d'apprentissage romand* (GT ENAR), commun à la CONUM, la CORES et la COPED. Le groupe est institué dans le but d'élaborer à l'attention de la CSG un rapport de faisabilité portant sur la création d'un espace numérique d'apprentissage romand issu de la mutualisation partielle ou complète des plateformes numériques cantonales. Il s'est constitué le 19 janvier 2021.

Données factuelles

La CONUM

La CONUM a tenu cinq séances plénières en 2020 : les 7 mai, 24 juin, 19 août, 30 septembre et 2 décembre.

Présidence : M. Christophe Cattin (JU).

Collaborateur scientifique : M. Serge Biefnot (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Margaux Thiébaud (SG-CIIP).

Expert.es attaché.es : Mme Béatrice Joyeux-Prunel (UNI GE), M. Francesco Mondada (EPFL), M. Giancarlo Valceschini (CLEO, CLPS), M. Timon Rimensberger (FRITIC).

Site e-media et collaborations interinstitutionnelles

En 2020, l'unité « Médias » du SG-CIIP a notamment :

Thèmes traités

- assumé la responsabilité éditoriale et la gestion du site d'éducation aux médias www.e-media.ch, en poursuivant la production, l'actualisation et la mise en ligne de ressources pédagogiques recommandées et en diffusant deux infolettres à 1'800 abonnés ;
- produit des catalogues thématiques de ressources audiovisuelles destinés à être insérés dans la plateforme du Plan d'études romand ;
- organisé la 17^e *Semaine des médias à l'école en Suisse romande* (cf. texte distinct) ; collaboré activement avec le Centre romand de formation au journalisme et aux médias (CFJM) à Lausanne et l'Académie du journalisme et des médias de l'Université de Neuchâtel ;
- collaboré avec la Radio Télévision Suisse (RTS), en vue de la valorisation de contenus audiovisuels au service des disciplines scolaires, notamment dans le cadre de l'émission *Y'a pas école ?*, du Prix RTS littérature ados, ainsi que pour la mise sur pied de capsules vidéo et de quiz d'éducation aux médias ; réuni quatre fois le groupe de liaison chargé de concrétiser les collaborations avec la RTS ;
- produit les fiches pédagogiques liées aux projections scolaires du Festival de Fribourg, de Visions du Réel à Nyon et du festival Filmar en Amérique Latina ; pris place dans le comité de Cinéculture et coordonné l'activité de la TRIBUne des jeunes cinéphiles ;
- sélectionné chaque semaine des émissions TV recommandées à l'intention des centres de documentation cantonaux et des médiathèques romandes (un accord passé avec le CFDP, le SEM Genève, la HEP-BEJUNE et la HEP Valais assure la mise en ligne d'une sélection restreinte de ces émissions sur laPlattform.ch) ;
- participé aux séances du groupe stratégique *Jeunes et médias* de l'OFAS, dans le cadre du Programme national de promotion des compétences médiatiques ; pris part aux séances du comité de visionnage de *Films pour un seul monde* (éducation21) ;
- pris part aux séances du comité de pilotage de Reflex, festival romand du cinéma des écoles et de la jeunesse ;
- travaillé à la mise en ligne de l'application *Silence ! on tourne*, en collaboration avec le Service Ecoles-Médias du DIP GE ;
- rédigé une chronique mensuelle dans l'Éducateur en lien avec l'éducation aux médias.

Statistiques de fréquentation du site e-media en 2020

- Utilisateurs : 21'924 (+ 14 % par rapport à 2019).
- Sessions : 29'830 (+ 12 %).
- Pages vues : 75'824 (+ 8 %).
- Pages par session : 2,54 (- 3 %).
- Durée moyenne des sessions : 2 min 18 (- 6 %).
- Nombre de téléchargements de documents PDF : 409'711.

Données factuelles

L'Unité

Unité Médias : MM. Christian Georges et Jacques Déboeuf (SG-CIIP).

Collaboration d'une quinzaine de rédacteurs/rédactrices-pigistes externes.

Secrétariat : Mme Jessica Sauser (SG-CIIP).

17^e Semaine des médias à l'école en Suisse romande (16-20 novembre 2020)

Malgré la situation sanitaire, la Semaine des médias à l'école a pu se tenir comme prévu, moyennant quelques aménagements et la suppression des visites de classes dans les médias. En revanche, des professionnel.les des médias ont pu se rendre dans certains établissements. Initialement, le groupe de travail avait retenu le thème *Vivre sans réseau ?* pour cette Semaine des médias 2020. La pandémie de Covid-19 a ensuite eu un effet paradoxal : elle a fait exploser la consommation de médias et montré l'importance d'avoir accès à une information de qualité. Mais elle a aussi fragilisé quantité d'entreprises de presse, du fait de la chute des revenus publicitaires. Dès lors, le thème *Vivre sans médias ?* a paru plus pertinent.

Quelques chiffres pour résumer cette 17^e édition :

- 1 agence de presse, 23 médias de presse écrite, 4 chaînes de radio, 4 chaînes de télévision, 3 médias en ligne et un opérateur télécom ont été partenaires ;
- 1 site Internet spécifique (www.semainedesmedias.ch), 1 page Facebook (<https://www.facebook.com/semainedesmediasCH/timeline>) et 1 fil Twitter (@SemainemediasCH) ont permis aux enseignant.es d'identifier les buts de la manifestation et l'ensemble des prestations proposées, télécharger les activités suggérées, commander du matériel pédagogique, solliciter une rencontre avec des professionnel.les des médias, voire encore un atelier pratique ;
- 8'477 visiteurs uniques ont été comptabilisés sur les sites www.e-media.ch et www.semainedesmedias.ch du 1^{er} septembre à fin novembre. Ils ont téléchargé plus de 12'750 fiches et documents spécifiquement liés à la Semaine des médias. Quatre enseignant.es sur dix partagent le matériel pédagogique avec des collègues qui ne consultent pas les sites ;
- 40 activités spécifiques ont été proposées aux classes, dont 11 inédites. Présentées dans des fiches pédagogiques en accès libre, elles étaient calibrées en fonction de l'âge des élèves (14 propositions d'activités au cycle 1, 14 au cycle 2, 19 au cycle 3, 20 au secondaire II) ;
- 200 exemplaires de la brochure *La presse et l'actualité* ont été commandés par les enseignant.es ;
- 14 supports vidéos (documentaires, Web série ou émissions de télévision) ont été mis en ligne sur la plateforme en ligne du PER ainsi que sur laPlattform ;
- 6 ateliers pratiques ont été proposés par l'Académie du journalisme et des médias de l'Université de Neuchâtel ;
- 6'500 exemplaires de journaux ont été distribués gratuitement aux classes qui en avaient fait la demande durant la Semaine des médias à l'école, grâce à la générosité des éditeurs partenaires ; cette offre était couplée avec des accès aux contenus en ligne ;
- 8 épisodes de la Web série *La Semaine des médias – Les nouveaux journalistes* ont été diffusés sur les plateformes de la RTS, (à voir sur : <http://www.semainedesmedias.tv>) ; elle était associée à des quiz en ligne ; faute de pouvoir accueillir des classes pour des ateliers pratiques, la RTS a mis en ligne deux capsules vidéo d'éducation aux médias : [Dans les coulisses du TJ](#), [Dans les coulisses de la Matinale](#) ;
- 51 projets ont été soumis au concours de Unes de journaux et 26 au concours d'interviews radio.

Responsable : M. Christian Georges (SG-CIIP).

POLITIQUE DES LANGUES

Point 3.8 du programme 2020-2023

Commission langues et échanges (COLANG)



Nicolas Bindschedler
président de la COLANG

MANDAT

La COLANG a charge d'approfondir et de coordonner un ensemble de travaux, hors plans d'étude et moyens d'enseignement, jusqu'ici dispersés ou en attente. Selon son mandat, elle agit « en qualité d'instrument de coordination, d'élaboration et de conseil pour la CIIP dans le champ de la politique des langues, de la politique linguistique et interlinguistique francophone, du statut et de la place du français et des langues nationales, de l'allophonie et de l'apprentissage de la langue d'accueil, des échanges linguistiques d'élèves et d'enseignant.es et de la promotion de la lecture et du goût de lire en milieu scolaire ». Les travaux de la COLANG s'effectuent principalement en groupes de travail *ad hoc*. La « Délégation suisse à la langue française » (DLF), constituée sous l'égide de la COLANG, prend quant à elle part aux travaux du réseau des organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (réseau OPALÉ) et aux rencontres internationales se déroulant dans ce contexte.

Thèmes traités

Il convient en préambule de préciser que la COLANG n'a *de facto* tenu qu'une séance en 2020, en raison notamment de la situation particulière liée à la pandémie. Elle n'en est pas moins restée active, avec des travaux menés notamment dans un groupe de travail dédié aux échanges, ainsi qu'à l'enseignement de sa Délégation à la langue française – DLF. Dans la foulée des travaux menés en 2019 déjà, un groupe de travail, le GT EVOLANG, présidé par M. Jean-François Lovey – constitué toutefois indépendamment de la COLANG – a été mandaté pour poursuivre et approfondir les réflexions sur l'orthographe et sur le langage inclusif (et épïcène), dans le contexte de l'élaboration des nouveaux moyens d'enseignement du français. Ce groupe a également été chargé de proposer des éléments de détermination à l'adresse de la conférence des secrétaires généraux (CSG) et de l'Assemblée plénière de la CIIP.

Groupe de travail sur la didactique des échanges

Dans le sens d'une complémentarité avec le travail de l'agence nationale en charge de la promotion des échanges et de la mobilité – MOVETIA, le groupe de travail cité en titre a posé les bases d'une meilleure intégration des échanges dans les cursus scolaires d'un point de vue didactique. Dans un rapport détaillé, il a d'abord présenté les fondements théoriques, avant de proposer des ancrages dans les cursus scolaires et dans les moyens utilisés pour l'enseignement de l'allemand. La COLANG, dans sa séance de décembre a jugé qu'il serait pertinent de poursuivre les travaux d'une part en les étendant à l'ensemble des langues étrangères enseignées et de réfléchir aux modalités de diffusion des documents produits dans ce contexte.

Activités

Échanges

>>

Anticipation des travaux à poursuivre, en conformité avec le plan d'activité 2020-2023

Si la séance tenue en décembre 2020 a permis de réaliser un bilan des « anciennes » sous-commissions, elle a aussi et surtout anticipé les travaux futurs. À cet effet la COLANG propose de mandater un groupe de travail pour poursuivre les travaux en lien avec les échanges et un autre dédié au français langue seconde – FLS. À ces deux groupes, il faudrait encore ajouter un groupe de travail assurant une veille sur l'évolution de la langue française dans son usage et ses pratiques.

Délégation suisse à la langue française – DLF

[DLF](#)

Comme les années précédentes, la DLF a programmé et organisé une conférence publique dans le cadre de la SLFF, cette fois-ci en partenariat avec l'Institut de langue et civilisation françaises (ILCF) de l'Université de Neuchâtel. Les deux institutions ont invité M. André Thibault, professeur de linguistique à la Faculté des Lettres de Sorbonne Université, et spécialiste du français des Antilles, à venir s'exprimer sur *Le français des îles : un air de parenté*, en écho à la thématique SLFF 2020. Comme les autres manifestations SLFF, la conférence publique, prévue le 23 mars, a dû être annulée au dernier moment.

Le Prof. François Grin, président de la DLF, a été reconduit pour un second mandat comme membre du Conseil de direction du *Forum Helveticum*, une fondation soutenue par la Confédération et qui s'engage en faveur de la compréhension culturelle et linguistique entre les différentes régions de Suisse.

Réseau OPALE

[OPALE](#)

Prévue cette année au Québec, la Rencontre OPALE n'a pas pu avoir lieu comme d'habitude : le colloque scientifique a été reporté, et la réunion des organismes s'est tenue en ligne, le 12 novembre. Le Québec reprendra en charge l'organisation de la Rencontre 2021 ; le tournus habituel entre les quatre pays et régions hôtes sera ainsi décalé d'une année. Lors de la réunion en ligne, la DLF a lancé l'idée d'un projet collaboratif à dimension comparative sur la question des anglicismes en francophonie ; la proposition est à l'examen.

Comme chaque année, la DLF a assuré pour la Suisse la coordination du travail sur le livret des dix mots, projet pris en charge par le réseau OPALE en partie dans le cadre des activités liées à la SLFF. L'édition 2021, *Dis-moi dix mots qui ne manquent pas d'air*, reconduit le format BD ; elle a été mise en ligne fin 2020 et devrait être disponible en version imprimée au début de l'année 2021. L'illustratrice Mme Joëlle Isoz a produit les planches pour chacun des deux mots « suisses », *allure* et *foehn*.

Le Prof. François Grin fait partie du Conseil scientifique du projet *Dictionnaire des francophones*, Conseil piloté par le Prof. Bernard Cerquiglini. Ce projet vise à mettre à disposition des francophones de toutes les régions du monde un outil pour bien connaître les multiples facettes du français, tout en mettant en évidence son caractère polycentrique. Principalement porté par la Délégation française (DGLFLF) et régulièrement discuté dans le cadre d'OPALE, le projet devrait se concrétiser par la sortie du Dictionnaire (en ligne) au cours du premier semestre 2021.

Semaine de la langue française et de la francophonie – SLFF

[SLFF](#)

En dépit d'une préparation minutieuse coordonnée par Mme Isabelle Biedermann et d'un riche programme proposé, la pandémie a eu raison de l'édition 2020 de la SLFF.

Dédiée à la francophonie des îles, l'édition 2020 est reportée à l'année suivante. Le nouveau programme mis en place se montrera adaptatif à l'évolution sanitaire, de manière à pouvoir se dérouler en mars 2021 dans les meilleures conditions possibles. Des acteurs culturels locaux ainsi que le recours aux moyens de diffusion en ligne seront notamment privilégiés. La traditionnelle soirée d'inauguration de la SLFF, réunissant notamment ses nombreux partenaires diplomatiques, culturels et pédagogiques ne pourra pas, pour des raisons évidentes et raisonnables, avoir lieu en mars 2021. Comme chaque année, outre un programme culturel, la SLFF présentera également de nombreuses activités à destination des écoles : des ateliers d'écriture, de contes et de jeux ainsi que des [dossiers pédagogiques](#), élaborés conjointement par la Pädagogische Hochschule Luzern et l'École de langue et de civilisations françaises de l'Université de Genève seront ainsi proposées aux classes de toutes les régions linguistiques de Suisse.

>>

Politique des langues

Un site dédié à la [SLFE](#), fournit toutes les informations sur l'édition à venir et des archives sur celles qui se sont déjà déroulées.

Données factuelles**La COLANG****COLANG :**

Présidence : M. Nicolas Bindschedler (GE).

Collaborateur scientifique : M. Andreas M. Dutoit Marthy (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Jessica Sauser (SG-CIIP).

DLE :

Présidence : M. François Grin (UniGE).

Collaboratrice scientifique : Mme Virginie Conti (SG-CIIP).

Secrétariat : Mme Nathalie Nazzari (IRDP).

Mutations : M. Jean-François Lovey est remplacé par M. Nicolas Bindschedler (GE) pour la présidence de la COLANG, M. Marcel Bulliard est remplacé par M. Frédéric Gander (FR), M. Stève Blaesli est remplacé par M. Michel Beytrison (CLEO), M. Michel Berdoz est remplacé par M. Laurent Winkler (CLACESO).

Glossaire des patois de la Suisse romande, GPSR

MANDAT

Le Glossaire des patois de la Suisse romande est, depuis 1899, un acteur essentiel dans la mise en valeur du patrimoine linguistique romand. Placé sous le contrôle politique de la CIIP et établi dès son origine à Neuchâtel, il relève de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales et est désormais intégralement rattaché à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Neuchâtel. Il constitue l'un des quatre « Vocabulaires nationaux de la Confédération helvétique » et a pour mission de documenter le plus complètement possible les patois de son domaine linguistique, d'en faire l'analyse lexicologique et de rendre celle-ci accessible au public et au monde scientifique sous la forme d'un dictionnaire dialectal de grande ampleur.

Activités 2020

Totalement dévoué à la rédaction de son dictionnaire, dont les fascicules 130 et 131 ont été publiés durant l'année sous revue, le GPSR développe en parallèle divers projets avec le double objectif de mettre en valeur ses riches matériaux et de faire connaître ses travaux à un plus large public : une base de données consultable en ligne, un guide de lecture du Glossaire, un projet de « mots vedettes » et l'immense travail de rétrodigitalisation de l'ensemble déjà publié du Glossaire, dans ses trois perspectives diachronique, pluridialectale et critique.

Directeur : M. Yan Greub (CNRS).

Activités

<http://www.unine.ch/gpsr>

ESPACE CULTUREL ROMAND

Point 3.9 du programme 2020-2023

Conférence romande des chef.fes de service et délégué.es aux affaires culturelles, CDAC



Philippe Trinchan
président de la CDAC

MANDAT

La conférence des chef.fes de service et délégué.es aux affaires culturelles (CDAC) est chargée d'exécuter les décisions de la CIIP et d'assurer leur application dans les cantons. Elle étudie et propose à la CIIP des mesures de coordination ou des réalisations communes. Par le biais de la conférence suisse des chef.fes de service des affaires culturelles (KBK), elle est en lien avec Pro Helvetia, l'Office fédéral de la culture ainsi qu'avec la Conférence des villes suisses. Lieu d'échange d'informations et d'expériences entre cantons, la CDAC permet de promouvoir une politique culturelle cohérente en Suisse romande.

Covid-19

Le monde de la culture a grandement été impacté par la crise sanitaire. Déjà en mars lors de la première fermeture des institutions et interdictions de manifestations, puis, encore plus durement en automne avec deux coups d'arrêts successifs et l'espoir entre les deux d'une réouverture.

Au printemps, la Confédération en collaboration avec les cantons a assorti ces mesures sanitaires de soutiens forts à la culture. Dès lors, les services de la culture et la CDAC ont dû faire preuve d'une grande réactivité et coordination dans la mise en place de ces soutiens.

Au fil des mois, la CDAC s'est réunie à maintes reprises pour mettre en place et appliquer de façon la plus harmonisée possible les critères et exigences des dispositifs d'indemnisation, pour cerner au plus près les besoins et répondre au mieux aux attentes du monde culturel romand. Elle a plusieurs fois rencontré les faitières des arts de la scène, des musiques actuelles et la Task force Culture (romande), afin de répondre aux questions et d'échanger sur les soutiens possibles et la situation sanitaire. Les chefs de service du Valais, puis de Fribourg, ont représenté la CDAC romande au sein de la délégation COVID pour exposer les besoins romands auprès de l'OFC et assurer une bonne coordination nationale.

La CDAC a également mené une réflexion de fond sur les retombées de la crise Covid-19 dans le secteur culturel, les changements inhérents à celles-ci et les possibles stratégies de relance et de soutiens. Elle a par ailleurs initié, avec la Confédération, un mandat d'étude à l'échelle fédérale sur les réactions du public et sa manière de consommer la culture, après la première vague en août.

Fin de l'année, en nouvelle phase de confinement de la culture, les services de la culture et la CDAC continuent à assurer les soutiens nécessaires aux entreprises, indépendant.es et intermittents qui se trouvent dans des situations de grande précarité. Les soutiens sont prévus jusqu'à fin 2021.

Un Workshop commun de la CDAC, mis en place par l'Association Culture Valais, aura lieu en janvier 2021, afin d'aider les entreprises culturelles dans la préparation de projets de transformation.

Covid-19

>>

Politique culturelle

Soutien à l'édition, à la diffusion et à la promotion du livre sur le plan romand (Livre+)

Livre+

La seconde édition du dispositif Livre+ (2020-2023) de la CIIP a débuté en octobre avec deux appels à projets, le premier pour l'édition et le second pour la promotion du livre et de l'écriture. Les jurys siégeront en janvier 2021 et les soutiens débiteront en février.

Suite au rapport d'évaluation du dispositif et afin de préparer cette nouvelle édition au mieux, la CDAC au fil des mois a finalisé la composition du jury, les nouvelles directives et l'engagement d'un appui scientifique.

Médiation culturelle pour le jeune public et accès à la culture

Jeune public

En juin, la CDAC a reçu l'Association *20 ans 100 francs* qui a étendu son abonnement culturel aux jeunes adultes. En raison de la crise Covid-19 et afin de prendre connaissance de la pénétration de l'AG Culturel chez les jeunes jusqu'à 26 ans, la phase pilote de soutien des cantons romands a été prolongée d'une année, soit à quatre ans.

La CDAC a validé en septembre le document *Comment rédiger un dossier pédagogique ? Aide-mémoire pour les organismes culturels dans le cadre de l'école obligatoire en Suisse romande* réalisé par le groupe de travail intercantonal dédié à la médiation culturelle.

Le layout de cet aide-mémoire a été confié à une graphiste afin de réaliser un document attractif et en lien avec le contexte culturel. Le groupe de travail est chargé de réfléchir à une diffusion adaptée et étendue de ce document.

Dispositif de soutien à la création théâtrale Label+ romand – arts de la scène

Label+ romand

La CDAC en tant qu'Assemblée générale de Label+ romand – arts de la scène a validé le rapport d'activité, les comptes 2019 et le budget 2020.

Le concours s'est déroulé dans des conditions difficiles dues à la crise Covid-19 et le jury a attribué un montant de CHF 140'000.- à chacun des projets de La Ribot, Marion Duval et Yasmine Hugonnet.

CORODIS - Commission romande de la diffusion des spectacles

CORODIS

En 2020, Mme Sophie Mayor a succédé à Mme Karine Grasset au poste de secrétaire générale de la CORODIS. La CORODIS s'étendra en 2021 à la ville de Berne pour une phase pilote de trois ans. Suite à la crise sanitaire Covid-19 et à ses retombées économiques pour les institutions et actrices et acteurs culturels et sur incitation de la CDAC, la CORODIS mène une étude visant à adapter son dispositif, pour une plus grande mobilité des œuvres et un renforcement de l'économie des arts de la scène.

Cinéforum

Cinéforum

La CDAC et la Fondation romande ont présenté les perspectives stratégiques Cinéforum pour la période 2021-2025 et les orientations souhaitées à la CSG et à l'AP-CIIP en mars.

Les cantons se sont engagés à maintenir avec leurs partenaires institutionnels leur soutien annuel pour un budget de 10 millions de francs de Cinéforum et à augmenter dans la mesure de leurs possibilités leur contribution pour que la fondation puisse disposer d'un budget de 11 millions de francs en 2025.

FCMA – Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles

FCMA

La CDAC s'est positionnée sur le renouvellement de trois membres du jury du Fonds de soutien Musique+, qui a choisi pour cette 4^e édition de soutenir dix projets d'artistes romands.

Elle a également reçu les représentantes de la FCMA et de Swiss federation of music venues and festivals (PETZI), en vue d'un mandat d'étude relatif à une meilleure circulation des productions dans le domaine des musiques actuelles, dans la perspective d'une économie culturelle plus durable dans ce domaine artistique, et abordant notamment les thèmes du statut et de la précarité des artistes.

>>

Politique culturelle

Mobilité des artistes, des productions et des publics dans l'espace culturel romand

Mobilité

La CDAC poursuit ses réflexions visant à développer la diffusion et co-production dans l'espace romand. Pour les arts de la scène et en raison de la crise du Covid, la CDAC a déchargé le groupe de travail mis en place initialement et délégué les travaux relatifs à cette thématique à la CORODIS. Elle a également délégué par mandat cette réflexion à la FCMA pour les musiques actuelles.

Valorisation des dispositifs culturels romands

La CDAC a édité 500 brochures présentant l'espace culturel romand, les avantages de la collaboration intercantonale et décrivant les dispositifs d'aide à la culture.

Demandes de soutien financier

La CDAC a examiné de manière coordonnée différentes demandes de soutien financier adressées aux collectivités publiques pour des réalisations ou manifestations culturelles diverses.

CDAC suisse et Office fédéral de la culture

Les dossiers et interventions au sein de la Conférence suisse des chef.fes de la culture (KBK) ont été préparés et discutés dans le cadre des séances ordinaires de la CDAC romande, qui participe aux débats et prend activement part aux décisions de la conférence suisse. M. Philippe Trinchan, chef du service de la culture du canton de Fribourg, représente la Conférence romande au sein du comité de la Conférence suisse.

Par ailleurs, les membres de la CDAC sont actifs dans les groupes de travail du Dialogue culturel national qui, sur des thèmes spécifiques (littérature, participation culturelle, musées, etc.), réunissent des représentants de la Confédération, des villes et des cantons.

En 2020, la CDAC a également été partie prenante dans la délégation des cantons concernant l'ordonnance d'urgence ainsi que la loi Covid-19 dans le domaine culturel.

Données factuelles

La CDAC

La CDAC s'est réunie à vingt-cinq reprises en 2020 :

- Lors de séances ordinaires, les 7 février, 8 mai, 18 et 19 juin, 15 septembre, 25 septembre, 5 octobre, 6 et 17 novembre et le 14 décembre.
- Lors de séances dédiées au Covid-19, les 23 et 30 mars, les 6, 15, 20 et 27 avril, les 4, 11, 18 et 25 mai, les 2, 8 et 15 juin, le 6 juillet et enfin les 17 et 24 août.

La CDAC a également créé un Forum de discussion intercantonal, relatif à la mise en place des soutiens Covid-19 dans les services de la culture géré par le secrétariat de la CIIP :

- Ce Forum de discussion intercantonal s'est réuni à seize reprises : les 16, 22 et 29 avril, les 4, 13 et 27 mai, les 4, 11 et 23 juin, le 7 juillet, le 18 août, les 8 et 29 septembre, les 2 et 23 novembre et enfin le 10 décembre.

Présidence : M. Philippe Trinchan (FR).

Secrétariat : Mme Virginie Beyeler (SG-CIIP).

Mutations : Mme Zsuzsanna Béni (NE) et M. Jacques Cordonier (VS) ont pris leur retraite et ont respectivement été remplacés par Mme Marie-Thérèse Bonadonna (NE) et Mme Anne-Catherine Sutermeister (VS).

RECHERCHE EN ÉDUCATION ET COOPÉRATIONS
SCIENTIFIQUES ET DOCUMENTAIRES
Point 3.10 du programme 2020-2023

Institut de recherche et de documentation pédagogique, IRDP



Viridiana Marc
directrice de l'IRDP



MANDAT - MISSIONS

L'IRDP est l'une des trois entités du Secrétariat général de la CIIP et en constitue la structure scientifique permanente (cf. statuts CIIP, 2015). À ce titre, il est principalement chargé de :

- l'évaluation des actions, des instruments et des résultats fondés sur les références communes au sein de l'Espace romand de la formation d'une part,
- de la recherche et du soutien scientifiques et documentaires nécessaires aux décisions, aux actions et aux organes de la CIIP d'autre part.

Dans le cadre de l'élaboration de son programme d'activité pour une période administrative quadriennale, l'Assemblée plénière de la CIIP détermine le mandat de prestations de l'IRDP, qui précise les tâches spécifiques attendues. Dans le cadre des objectifs de la CIIP et du développement de l'Espace romand de la formation, l'IRDP peut également conduire des recherches scientifiques, généralement sur demande d'un canton, ou participer à des projets de recherche externes.

Soutien scientifique aux travaux romands

Il est tout d'abord relevé l'important investissement de plusieurs collaboratrices et collaborateurs qui se sont mobilisé.es durant la période de semi-confinement, soit dans la compilation de propos et/ou de documents administratifs ou de recherche relatifs à la gestion de la crise Covid, soit pour la mise à disposition aux cantons de ressources pour faciliter l'enseignement à distance.

Par ailleurs, les représentations dans certains organes, le soutien et l'aide à la décision sur divers dossiers ont été largement investis en 2020, en particulier :

- **Après de la sous-commission didactique de la COLANG**, dans laquelle M. Jean-François de Pietro est impliqué, et qui a poursuivi ses travaux portant sur la didactique des échanges. Lors de l'unique séance tenue en décembre 2020, le rapport produit par ce groupe de travail – qui porte sur les aspects didactiques des échanges linguistiques et vise à fournir une sorte de guide pour lier les activités réalisées durant des échanges, qu'ils soient virtuels ou en présentiel, au PER et aux nouveaux MER – y a été présenté et discuté, recevant un accueil très favorable.
- **Au sein du groupe EVOLANG** mis en place suite au rapport présenté en 2019 à la COLANG à propos de la politique à suivre en matière d'orthographe et de rédaction non discriminatoire (dite aussi inclusive) et à l'aval donné aux propositions qui y sont formulées. Présidé par M. J.-F. Lovey, ce groupe de 7 personnes, auquel M. Jean-François de Pietro a participé, était chargé de formuler des propositions en vue d'une éventuelle prise en compte des rectifications orthographiques de

Soutien scientifique

>>

Recherche en éducation et coopérations scientifiques et documentaires

1990 et de l'écriture inclusive dans les futurs MER Français et – peut-être – plus largement dans les documents liés à la coordination romande, a remis son rapport le 12 octobre 2020.

- Les collaboratrices et collaborateurs de l'Institut contribuent à la préparation, avec la directrice, des dossiers traités en **COPED** selon leurs domaines de compétence. Il s'agit principalement de se pencher sur les rapports des groupes de validation (GVal) portant sur des « Lots » remis par les équipes de rédaction des nouveaux MER.
- **Auprès des Groupes d'appui** (GApp) mis en place en 2020, chargés d'assurer, à l'intention de la COPED et de la CLEO, une veille de l'enseignement. Les collaboratrices et collaborateurs y sont impliqués selon leur domaine de compétences. En particulier, le GApp Langues étrangères a charge d'évaluer les premiers MER Allemand (*Der Grüne Max 5^e et 6^e*) et Anglais (*More! 7^e et 8^e*) en usage dans les classes. L'IRDP, via Mme Verónica Sánchez Abchi, a participé à l'élaboration d'un questionnaire concernant ces moyens et a réalisé la synthèse des résultats, bénéficiant également des étayages de groupes intercantonaux (groupes FOCUS). En 2021, ces travaux serviront de base à l'élaboration d'un cahier des charges pour la seconde édition des MER concernés.

Principaux projets de recherche

Principaux projets

Monitoring de l'Espace romand de la formation

Franca Armi, Eva Leuenberger (coordination), Alina Matei

Afin de répondre à l'art. 4 du mandat de prestations attribué à l'IRDP pour les années 2020 – 2023, l'IRDP rassemble des informations et des données publiques concernant l'Espace romand de la formation (ERF), qui alimentent régulièrement la rubrique [Monitoring](#) sur son site. Les données sur les élèves et le personnel des écoles de l'ERF, ainsi que celles sur les effectifs des étudiant.es et diplômes décernés dans les instituts romands de formation des enseignant.es, ont permis la publication bi-annuelle du document [Statistiques de l'Espace romand de la formation 2020](#).

Pour ce faire, l'IRDP réalise différentes collectes de données harmonisées auprès des responsables cantonaux de Suisse romande, notamment concernant les élèves et le personnel des écoles ; cette collaboration est primordiale pour assurer la standardisation, la fiabilité et la comparabilité des données livrées par les cantons. Elles ont ainsi été récoltées en 2020, en se basant sur les définitions de quelques statistiques de l'ERF, établies lors des rencontres intercentres de 2017 (la Convention intercentres concerne l'Accord-cadre de coopération du 17 novembre 2016 entre l'IRDP, le SRED et l'URSP).

Pour tracer une évolution des structures de formation d'enseignant.es de l'ERF, l'IRDP a également réalisé la collecte des données sur les effectifs des étudiant.es et des diplômes décernés dans les instituts romands de formation des enseignant.es, pour l'année académique 2019-2020, en étroite collaboration avec le Conseil académique des Hautes écoles romandes de formation d'enseignant.es (CAHR).

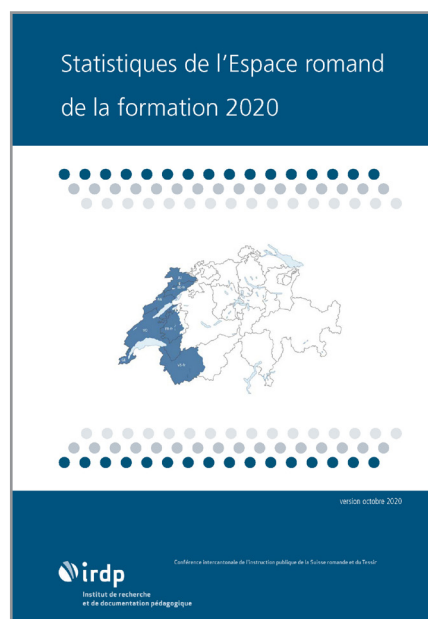
La constitution au fil des années de ces diverses informations sur le Monitoring de l'ERF doit permettre de fournir une vision évolutive de l'ERF et également de la mise en œuvre de la Convention scolaire romande.

Épreuves romandes communes

Viridiana Marc (coordination), Murielle Roth, Isaline Ruf, Verónica Sánchez Abchi, Anne Soussi, Laura Weiss

Depuis 2015 et sur décision de l'Assemblée plénière de la CIIP, le projet des Épreuves romandes communes (EpRoCom) consiste en la création d'une *Banque romande d'items* (ci-après *Banque*) – pour les disciplines Français et Mathématiques – destinée aux cantons et aux enseignant.es. Le processus

>>



Recherche en éducation et coopérations scientifiques et documentaires

d'analyse de tâches provenant d'épreuves cantonales de Suisse romande pour la 8^e année a abouti à une sélection d'items pour les deux disciplines concernées. Ceux-ci ont été mis à l'épreuve dans un *test pilote* réalisé entre mai et juin 2019 auprès d'élèves romands de 8^e année. Dans la foulée, un certain nombre d'analyses statistiques et didactiques ont été réalisées et se sont poursuivies en 2020. Elles ont notamment permis de premières analyses qualitatives *a posteriori* des tâches évaluatives éprouvées – en *compréhension de l'écrit* pour le Français et en *résolution de problèmes* pour les Mathématiques. Les résultats ont été soumis aux deux groupes de conseillers et conseillères didactiques (un par discipline) et au groupe de résonance (composé d'un enseignant par canton), permettant ainsi au groupe de conception de l'IRDP de discuter et d'enrichir l'interprétation des résultats. D'autres analyses sont encore prévues pour 2021.

Dans le but de présenter l'ensemble du dispositif mis en place et de faire un état de situation des premiers résultats obtenus au *test pilote*, un rapport de travail a été rédigé en 2020. Il a successivement été discuté en COMEPRO et COPED, puis avec la CLEO et la CSG. Ces dernières ont discuté en décembre des priorités proposées pour les développements futurs du projet.

Ainsi, une des priorités en 2021 sera la mise à disposition aux enseignant.es d'une sélection de matériaux évaluatifs en Français et en Mathématiques. Outre quelques ajustements et développements apportés à la *Banque*, celle-ci devrait s'enrichir de tâches évaluatives *décrochées* pour les Mathématiques, de tâches de *production de l'écrit* pour le Français, ainsi que, potentiellement d'items pour l'Allemand (L2).

Éducation numérique

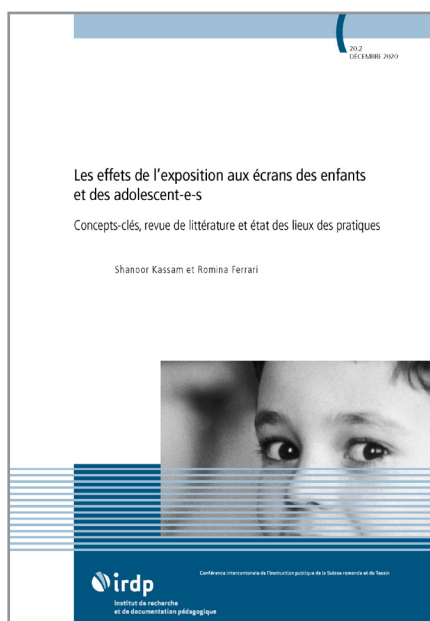
Shanoor Kassam (coordination), Romina Ferrari

Inscrit dans les finalités du [Plan d'action en faveur de l'éducation numérique](#) de la CIIP adopté en novembre 2018, ce projet soutient les travaux de la CIIP avec des apports théoriques et argumentés issus de la littérature relative au numérique en éducation.

Un premier travail réalisé en 2020 concerne les *usages du numérique*, l'un des trois axes de l'Éducation numérique arrêté dans ledit Plan d'action. La mise à disposition d'outils numériques pour les élèves s'avère une question prioritaire, nécessitant une analyse clarifiée quant à leur effet sur l'apprentissage, en lien notamment avec l'âge des élèves.

Ainsi, afin d'apporter des réponses éclairées sur l'usage du numérique à préconiser selon l'âge, un rapport a été élaboré sur l'impact potentiel de l'exposition aux écrans : [Les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent.es : Concepts-clés, revue de littérature et état des lieux des pratiques](#). Après une clarification conceptuelle des notions liées à la problématique en question et un état de situation sur l'utilisation effective du numérique, le rapport présente les apports de la recherche relatifs à l'étude des effets des écrans sur la santé physique et psychique des enfants et des adolescent.es, ainsi qu'à l'étude de l'impact du numérique sur l'enseignement et l'apprentissage. Les points de convergence et d'incertitude en la matière sont ainsi mis en évidence. Le rapport se conclut avec un état des lieux des pratiques et recommandations concernant l'usage du numérique en contexte familial et scolaire.

Un deuxième projet, de plus longue haleine, vise à documenter puis à définir un modèle permettant d'analyser les activités numériques potentiellement pertinentes pour les élèves de la scolarité obligatoire. Il a pour objectif de définir les caractéristiques des outils numériques inscrits dans un usage spécifique et d'identifier les potentielles plus-values pédagogiques qui y sont associées. Ce modèle prendra la forme d'une typologie des activités numériques élèves et sera discuté et amélioré avec le soutien des CORES, COPED et CONUM.



>>

Recherche en éducation et coopérations scientifiques et documentaires

Modèles didactiques

Virginie Conti, Jean-François de Pietro, Philippe Roduit, Verónica Sánchez Abchi

Afin de soutenir le travail de rédaction des nouveaux MER Français, l'IRDP a été chargé, dès fin 2019, d'élaborer des *modèles didactiques* (MD) pour les genres de texte qui sont travaillés dans les différents parcours en construction. Ces MD consistent en une description des principales caractéristiques des genres concernés, description qui s'appuie sur les connaissances scientifiques à propos des pratiques sociales du genre, mais aussi sur les connaissances concernant le développement des capacités des élèves – autrement dit ce qui est enseignable. Les MD à construire se doivent de relier ces descriptions aux objectifs du PER afin, ainsi, d'aider les rédactrices à définir les objectifs à atteindre grâce aux activités mises en œuvre dans chaque parcours.

Ce travail d'élaboration de MD a continué tout au long de l'année 2020, avec la production de modèles pour plusieurs genres textuels mais aussi un travail conceptuel, quelques remaniements dans la modélisation, ainsi que quelques clarifications théoriques. Ce travail se poursuivra parallèlement à l'élaboration des moyens d'enseignement.

Autres activités de recherche**Autres activités****Groupe de travail Supports didactiques en ligne**

Ce groupe a travaillé pendant plus de trois ans à l'élaboration de séquences d'enseignement en ligne portant sur l'expression et la compréhension orales et écrites en Français, dans le but, d'une part, de combler certaines lacunes des moyens d'enseignement encore en usage et, d'autre part, d'approfondir les démarches didactiques mises en œuvre dans les séquences de la collection *S'exprimer en français*.

Le groupe, qui réunissait des didacticien.nes de différents cantons romands intéressé.es à développer de tels outils en ligne, a assuré la conceptualisation et le pilotage de l'élaboration des séquences, dont la rédaction a été assurée par des enseignant.es de différents cantons. Ces séquences sont également [disponibles en ligne](#).

En outre, durant le confinement, quatre séquences conçues pour être utilisables de manière autonome par les élèves ont également été élaborées à l'interne de l'Institut. L'édition de ces séquences a reposé sur un important travail de conceptualisation digitale assuré par Mmes Doris Penot et Nathalie Nazzari.

Enseignement grammatical

L'IRDP, par M. Jean-François de Pietro, est partenaire du projet du « Grafe'maire », soutenu par le FNS (subside no 100019_179226), qui réunit plusieurs spécialistes des questions de grammaire de Suisse romande. Ce projet porte sur l'élaboration et l'expérimentation de dispositifs didactiques pour l'enseignement des contenus grammaticaux du PER. Le travail s'est poursuivi normalement en 2020 – malgré quelques difficultés liées à la situation sanitaire – par le recueil de données sur les pratiques ordinaires d'enseignement, la mise au point des dispositifs à élaborer, leur mise à l'épreuve dans quelques classes et, dès la fin de l'année, par le début de la mise en œuvre des dispositifs dans les classes participant au projet.

Ce projet de recherche devrait apporter des connaissances intéressantes, notamment dans la perspective de l'élaboration des nouveaux moyens d'enseignement, en proposant, pour le domaine de la grammaire, de nouvelles démarches de travail articulant plus étroitement travail sur les textes et sur le fonctionnement de la langue.

Éveil aux langues et approches plurielles

L'IRDP continue d'assurer une expertise dans ce vaste domaine, d'une part à travers le site [EOLE](#) – dont le taux de fréquentation est toujours élevé – et, d'autre part, par la participation de M. Jean-François de Pietro aux activités du Centre européen pour les langues vivantes (CELV), dans le cadre du projet « [CARAP](#) » (Cadre de référence pour les approches plurielles des langues et des cultures.)

Durant le confinement, deux activités issues d'EOLE ([Bim Bam Bum](#) et [Kaliméra ! Buongiorno !](#)) ont été adaptées afin d'être utilisables en autonomie par les élèves.

>>

Par ailleurs, M. Jean-François de Pietro a rédigé ou co-rédigé avec M. Daniel Elmiger, de l'Université de Genève, trois contributions (une parue cette année, les deux autres à paraître) portant sur la prise en compte, via des activités d'éveil aux langues, des patois romands. Cela devrait contribuer à faire connaître l'ouvrage *EOLE et patois* dans les milieux intéressés et, peut-être, à donner une place originale à ces patois dans l'enseignement.

Projet de mise en valeur du matériel du film de Yves Yersin « Tableau noir »

M. Jean-François de Pietro participe en tant qu'expert didactique au projet de valorisation de l'extraordinaire matériel légué par Yves Yersin à la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire. Ce projet consiste à illustrer par de courtes séquences différentes méthodes et démarches d'enseignement et d'apprentissage originales et applicables au sein d'une classe de l'enseignement obligatoire (école à l'extérieur, interdisciplinarité, pédagogie du projet, enseignement dans des classes multidegrés, etc.), et ainsi à présenter en situation pratique ce qu'est un concept théorique dans le cadre d'un espace virtuel, en ligne. Dans ce cadre, et suite aux premiers travaux qui avaient été menés il y a quelques années par l'IRDP, des scénarios sont mis en place en mettant en valeur, dans une perspective de formation notamment, les aspects les plus intéressants des matériaux récoltés lors du tournage. Les premiers modules devraient être mis en ligne en 2021.

Thèse de doctorat dans le domaine de l'évaluation

Cette année, le premier article de thèse de Mme Murielle Roth, coécrit avec Mme Verónica Sánchez Abchi, a été publié dans la revue *L'Evaluation en Education online* (LEeE). Cet article explore le problème de l'évaluation de la compréhension écrite en français, en se concentrant notamment sur la régulation de la difficulté des instruments d'évaluation. Un deuxième article, rédigé avec Mme Alina Matei, est en cours d'écriture et s'intéressera à la prédictibilité d'un outil d'estimation de la difficulté des textes et des questions en compréhension de l'écrit. Par ailleurs, la commission d'éthique de l'Université de Genève a donné son feu vert pour la prochaine étude qui portera sur l'évaluation de la difficulté des tâches en compréhension de texte auprès d'enseignant.es et au regard de leur contexte de classe.

Réseaux et activités associatives

Collaborations et réseaux

Revue *Babylonia*

Cette revue a connu de très importants changements en 2020. La *Fondation Langues et cultures* qui constituait l'organe faitier de la revue a été dissoute et celle-ci s'est dès lors constituée en association. Dès 2021 – après un numéro jubilaire pour marquer les 30 premières années de publication –, elle sera essentiellement éditée en ligne, en accès libre. Un important travail de réorganisation a été réalisé durant l'année (rédaction de statuts, assemblée constitutive, etc.).

Dans le cadre de son activité au sein du comité de rédaction de cette revue, M. Jean-François de Pietro a assuré avec deux collègues du comité de rédaction l'édition d'un numéro (1/2020) qui porte sur le « Français en Suisse ». Ce numéro a bénéficié d'un soutien de la Loterie romande et comporte une part importante consacrée à des contributions d'artistes et chroniqueurs francophones, ainsi que des quiz en ligne sur le français de Suisse et une chanson spécialement créée pour le numéro par les *Petits chanteurs à la guele de bois*.

Éducation et diversité linguistique et culturelle (EDILIC)

L'Association internationale [EDiLiC](#), créée en 2001 par les partenaires du programme EVLANG, réunit des enseignant.es, formatrices et formateurs d'enseignant.es, chercheur.es, productrices et producteurs de matériaux didactiques, parents, citoyen.nes souhaitant contribuer à la promotion de l'éveil aux langues au sein de curricula intégrés impliquant également d'autres approches plurielles des langues et des cultures. L'association organise tous les deux ans des congrès internationaux. Le prochain aura lieu en juillet 2021, à distance. Correspondant suisse de cette association, M. Jean-François de Pietro permet ainsi de faire connaître les travaux réalisés en Suisse dans le domaine de l'éveil aux langues et des autres approches plurielles.

Association internationale pour la recherche en didactique du français ([AIRDF](#))

Cette association, organisée en sections nationales, réunit les chercheur.es en didactique du français des pays et régions francophones. Elle organise des séminaires et colloques, édite une revue,

>>

La Lettre de l'Association, et une collection, *Recherches en didactique du français*. Elle soutient également diverses recherches et prend position dans des débats concernant la langue française et son enseignement.

L'IRDP est impliquée dans l'Association par Mme Nathalie Nazzari, qui assure le secrétariat de la section suisse, et par M. Jean-François de Pietro qui est membre du Bureau de cette section et du Conseil d'administration international. Une part importante des activités de la section suisse est normalement consacrée à diverses Journées d'études. Malheureusement, une seule a pu avoir lieu cette année, toutes les autres ayant dû être reportées. La section a toutefois eu l'occasion de présenter ces projets et ses diverses activités, à distance, à l'occasion du Congrès de la SSRE (31.8-2.9).

Forumlecture.ch – Association Forum suisse sur la lecture

La plateforme numérique Forumlecture.ch, qui soutient la recherche dans le domaine de la littérature et œuvre à son développement, a publié trois nouveaux numéros cette année dont le dernier a été coordonné et coédité par Mme Murielle Roth : *Parcours vers la littératie*, *Littératie – Évolution au cours des dix dernières années*, et *Évaluation formative et sommative de la littératie*.

ADMEE-Europe

L'IRDP contribue à l'Association pour le développement des méthodologies d'évaluation en éducation (ADMEE), en particulier dans la [section européenne](#). Mme Nathalie Nazzari en assure le secrétariat. Afin de promouvoir la recherche en évaluation au plan international, des groupes de travail permanents, regroupant les membres de plusieurs pays dont certains collaborateurs et collaboratrices scientifiques de l'IRDP, sont constitués en cinq réseaux thématiques.

Le 32^e colloque international de l'ADMEE-Europe a eu lieu du 22 au 24 janvier 2020 à Casablanca – et à distance – et portait sur les *Dispositifs et méthodologies émergents en évaluation*. L'association édite une revue annuelle *Mesure et évaluation en éducation* (MEE) en version numérique chez www.erudit.org et un journal en ligne e-JIREF (Évaluer, Journal international de recherche en éducation et formation) avec, cette année, deux numéros et un numéro Hors-série : *Évaluer en temps de pandémie*.

IEAN-CH – réseau national de l'évaluation en éducation

IEAN-CH, qui promeut une évaluation en tant que soutien à l'apprentissage, a poursuivi ses travaux en 2020. Ceux-ci ont porté en particulier sur les pratiques d'évaluation développées dans le contexte de la pandémie et apparaissant comme susceptibles de contribuer à une transformation de la culture de l'évaluation en faveur de l'évaluation comme soutien à l'apprentissage. Les différentes expériences, rapportées par les membres du réseau, ont montré que, dans plusieurs cantons romands, existe une volonté de partager une culture commune autour de l'évaluation, d'orienter une évaluation davantage au service des apprentissages, d'apporter des recommandations aux enseignant.es et même d'améliorer leur formation à l'évaluation.

Documentation et bibliothèque en sciences de l'éducation

Documentation

Anne Bourgoz, Isabelle Deschenaux (responsable administrative), Françoise Landry, Muriel Pematsung

Durant le premier semestre 2020, en raison de la fermeture des bibliothèques liée à la pandémie, peu de transactions de prêt ont été enregistrées, mais les activités habituelles de veille documentaire, revue de presse et mise à jour de données intercantionales se sont poursuivies. Des dossiers documentaires, destinés à des organes CIIP, ont également été constitués sur des thématiques telles que l'application du langage inclusif dans les services administratifs des cantons romands, la gestion de l'enseignement à distance et la reprise de l'école pendant la pandémie ou encore la possibilité pour les enseignant.es de Suisse romande d'accéder à d'autres HEPs que celle de leur canton pour leur



>>

formation continue. En particulier, Mme Anne Bourgoz a ouvert un vaste espace du site qui rassemble de nombreuses ressources et liens sur [L'école pendant et après le Coronavirus](#).

Durant le deuxième semestre, la priorité a été donnée à l'étude et à la réalisation de deux projets prioritaires :

- **Revue de presse « Actualité pédagogique »** : sondage auprès des abonné.es à la revue de presse sur leur utilisation et leur satisfaction, ballon d'essai avec Argus (Agence suisse de surveillance des médias), réflexion autour d'éventuelles collaborations institutionnelles telles qu'IDES, étude sur le redimensionnement de cette activité en interne par une équipe restreinte en 2021.
- **Changement de système de gestion de bibliothèque** : le Secteur Documentation de l'IRD, en raison de son statut scientifique, a pu intégrer le projet SLSP ([Swiss Library Service Platform](#)). Ce changement a nécessité la migration du fonds documentaire de RERO (Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale) à SLSP ([nouveau catalogue](#)), et la formation aux programmes Alma et Primo.

Quelques productions de l'IRD en 2020

- **Les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent-e-s**

Kassam, Shanoor & Ferrari, Romina. (2020). Les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent-e-s : concepts-clés, revue de littérature et état des lieux des pratiques. Neuchâtel : IRDP. (20.2). 102 p.

- **Évaluer la difficulté d'une épreuve de compréhension de l'écrit : expérimentation d'un outil sur une pratique enseignante**

Roth, Murielle & Sánchez Abchi, Verónica. (2020). Évaluer la difficulté d'une épreuve de compréhension de l'écrit : expérimentation d'un outil sur une pratique enseignante. La Revue LEE, 3, 1-20.

- **De la torrée au fonctionnement de la langue française...**

De Pietro, Jean-François. (2020). De la torrée au fonctionnement de la langue française.... In A.-C. Blanc & V. Capt (éds), La tête et le texte : formation initiale des enseignants primaires en didactique de la lecture et de l'écriture (pp. 213-227). Berne : Peter Lang.

- **Interculturalité et genres dans les MER : comment les moyens d'enseignement romands (MER) rendent-ils compte de la diversité culturelle et des genres ?**

Bourgoz, Anne, Gyger, Jacqueline & de Rham, Caroline. (2020). Interculturalité et genres dans les MER : comment les moyens d'enseignement romands (MER) rendent-ils compte de la diversité culturelle et des genres ? : analyse. irdp FOCUS, 07.2020 (juillet), 4 p.

Productions 2020



→ [Retrouvez l'ensemble des publications 2020, expertises et cours sur le site de l'IRD](#)

Recherche en éducation et coopérations scientifiques et documentaires

Conseil scientifique de l'IRDP, CS-IRDP



Pierre-François Coen
président du CS-IRDP

MANDAT

Le Conseil scientifique de l'IRDP, constitué de personnalités suisses et étrangères issues de Hautes écoles ou d'institutions scientifiques, a le mandat d'évaluer les travaux et les qualifications de l'IRDP et de conseiller sa direction dans la conduite des activités de recherche et dans le développement de ses spécificités scientifiques.

Travaux réalisés en 2020

Le Conseil scientifique de l'IRDP a vu ses possibilités de réunion réduites au vu de la période de pandémie de 2020, mais a pu s'entendre en octobre. A cette occasion, il a, d'une part, discuté d'un nouveau dispositif proposé pour son fonctionnement pour l'actuelle période quadriennale et, d'autre part, pris connaissance des quatre projets phares de l'IRDP. Les membres du Conseil se sont attribué chacun/chacune de ces derniers en fonction de leurs champs de compétences et se disent prêt.es à entrer plus spécifiquement dans des échanges avec les équipes respectives de l'IRDP.

Ce fonctionnement sera soumis à l'appréciation de la CSG en 2021 et, moyennant leur accord, le dispositif se déploiera dès le printemps 2021.

Données factuelles

Le CS-IRDP s'est réuni à distance une fois durant l'année 2020, le 30 octobre.

Présidence : M. Pierre-François Coen (HEP FR).

Suivi scientifique : Mme Viridiana Marc (SG-CIIP – IRDP).

Secrétariat : Mme Nathalie Simonet (IRDP), remplacée a.i. par Mme Eva Leuenberger (SG-CIIP – IRDP).

Activités

Le Conseil scientifique

The background of the page is a faded photograph of a multi-story building with light-colored walls and several windows. A large, dark tree trunk and its branches are in the foreground, partially obscuring the building. The overall tone is soft and natural.

Quatrième partie – Annexes

COMPTES

COMPOSITION DES ORGANES PERMANENTS DE LA CIIP EN 2020

Les textes officiels, adoptés par la CIIP, peuvent être consultés sur notre site : www.ciip.ch

COMPTES

SG-CIIP, IRDP et Unité des moyens d'enseignement (UMER)

Situation au 31.12.2020

BILAN	
ACTIF	24'510'311.35
Patrimoine financier	24'510'311.35
Disponibilités et placements à court terme	6'020'839.41
Débiteurs	1'184'166.48
Créances résultant de livraisons et de prestations envers des tiers	981'795.70
Créances fiscales (TVA, IA)	18'431.38
Fonds de tiers	130'905.20
Autres créances (dont garantie compte en douane)	53'034.20
Actifs de régularisation	33'205.95
Moyens d'enseignement	17'272'099.51
Produits finis – UMER-SO (stock des ouvrages)	40'300.00
Produits finis – UMER-FP (stock des ouvrages)	116'000.00
Travaux en cours – UMER-SO (compte des investissements)	17'115'799.51

BILAN	
PASSIF	24'510'311.35
Capitaux de tiers	19'868'450.11
Engagements courants	333'224.86
Engagement courants provenant de livraisons et de prestations de tiers	310'592.59
Comptes courants avec tiers	22'001.72
Impôts	630.55
Fonds de tiers	30'543.25
Passifs de régularisation	63'773.00
Provisions à court terme	431'000.00
Provision pour les vacances non prises et heures au crédit	431'000.00
Engagements financiers à long terme	19'009'909.00
Contribution remboursable des cantons UMER-SO	18'955'759.00
Contrat de subventionnement SEFRI pour l'UMER-FP	54'150.00
Capital propre	4'641'861.24
Capital de dotation	500'000.00
Réserve UMER-FP	1'743'330.98
Réserve UMER-FP	22'652.98
Réserve UMER-FP, Nouvelle édition du Commerce ³	860'339.00
Réserve UMER-FP, Plateforme numérique ³	860'339.00
Fonds propres affectés	1'054'160.00
EPROCOM, épreuves romandes communes ¹	225'487.00
Promotion de la lecture → soutien à Livre+ (2021 à 2023) ¹	85'000.00
Réactualisation Mathématiques 9-11 ²	516'553.00
Réactualisation SHS Géographie 5-8 ²	94'809.00
Réactualisation Anglais 7-11 ²	132'311.00
Excédent / découvert du bilan	1'344'370.26
Résultat annuel SG – IRDP	-4'050.86
Résultat annuel UMER-SO ²	-323'187.25
Résultat annuel UMER-FP ³	311'100.59
Résultats cumulés des années précédentes (SG et UMER-SO)	1'360'507.78

Dès 2015, application du RFI révisé le 26.11.2015 : activation des investissements moins les amortissements depuis 2013, date à partir de laquelle les cantons financent les réalisations de nouveaux moyens d'enseignement par le biais d'une contribution remboursable.

La différence de résultat entre le bilan et les comptes provient des fonds propres affectés aux projets suivants, respectivement de la réserve UMER-FP :

¹ SG : EPROCOM/Banque d'items et Livre+ à partir de 2021.

² UMER-SO : réactualisation de moyens (Mathématiques 9-11, Géographie 5-8, Anglais 7-11) selon le résultat net de ces collections (après amortissement).

³ UMER-FP : collection du Commerce (révision de l'ordonnance du SEFRI) et plateforme numérique pour la formation professionnelle.

COMPTE DE RÉSULTATS				
	SG-IRDP	UMER-SO	UMER-FP	Totaux
CHARGES D'EXPLOITATION	6'163'326.10	15'291'838.77	2'175'947.01	23'631'111.88
Charges de personnel	4'544'683.01	884'573.73	466'047.05	5'895'303.79
Salaires du personnel	4'260'166.85	848'943.00	311'870.00	5'420'979.85
Travailleurs temporaires	218'818.92	6'456.55	145'429.05	370'704.52
Prestations de l'employeur	53'022.89	29'174.18	8'748.00	90'945.07
Autres charges du personnel	12'674.35	0.00	0.00	12'674.35
Charges de biens et services, autres charges	1'315'643.09	13'152'976.23	1'508'507.96	15'977'127.28
Charges de matières et de marchandises	47'431.15	12'510'657.56	1'008'823.46	13'566'912.17
Immobilisations de biens non activés	102'644.56	330'180.65	2'130.10	434'955.31
Eau, énergie, combustible	40'425.75	0.00	0.00	40'425.75
Prestations de service et honoraires	770'615.18	299'153.39	480'341.30	1'550'109.87
Loyers	276'823.00	0.00	0.00	276'823.00
Dédommagements aux externes	75'449.90	1'181.23	9'983.80	86'614.93
Diverses charges d'exploitation	2'253.55	11'803.40	7'229.30	21'286.25
Amortissement immobilisations incorporelles	0.00	1'119'288.81	0.00	1'119'288.81
Charges de transfert	43'000.00	0.00	0.00	43'000.00
Subventions à redistribuer	260'000.00	0.00	161'392.00	421'392.00
Imputations internes	0.00	135'000.00	40'000.00	175'000.00
REVENUS D'EXPLOITATION	6'096'703.03	15'302'529.60	2'407'725.60	23'806'958.23
Taxes	122'172.43	15'314'040.30	1'654'661.75	17'090'874.48
Revenus divers	0.00	-11'633.45	116'000.00	104'366.55
Prélèvement sur fonds de tiers	32'762.50	0.00	66'391.85	99'154.35
Revenus de transferts	5'506'768.10	122.75	409'272.00	5'916'162.85
Subventions à redistribuer	260'000.00	0.00	161'400.00	421'400.00
Imputations internes	175'000.00	0.00	0.00	175'000.00
RESULTAT PROVENANT D'ACTIVITES D'EXPLOITATION	-66'623.07	10'690.83	231'778.59	175'846.35
Charges financières	3'051.79	19'514.08	0.00	22'565.87
RESULTAT DE FINANCEMENT	-3'051.79	-19'514.08	0.00	-22'565.87
RESULTAT OPERATIONNEL	-69'674.86	-8'823.25	231'778.59	153'280.48
Utilisation des fonds propres affectés, réserve FP				
SG : EPROCOM / banque d'items.	65'624.00			65'624.00
UMER-SO : Réactualisations MER		-314'364.00		-314'364.00
UMER-FP sur réserve : révision collection du Commerce			39'661.00	39'661.00
UMER-FP sur réserve : nouvelle plateforme numérique			39'661.00	39'661.00
RESULTAT AVEC UTILISATION DES FONDS PROPRES AFFECTES / RESERVE FP (au bilan)	-4'050.86	-323'187.25	311'100.59	-16'137.52

COMPTE DES INVESTISSEMENTS UMER-SO	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4'044'392.48
Immobilisations incorporelles	
Logiciels et licences	0.00
Autres immobilisations	4'044'392.48
Report au bilan : actif travaux en cours	-4'044'392.48
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1'119'288.81
Report au bilan : actif travaux en cours	-1'119'288.81
RESULTAT PROVENANT D'ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-2'925'103.67

BUDGET 2020 DES INVESTISSEMENTS UMER-SO	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5'169'000
Immobilisations incorporelles	
Logiciels et licences	135'000.00
Autres immobilisations	5'034'000
Report au bilan : actif travaux en cours	-5'169'000
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1'653'000
Report au bilan : actif travaux en cours	-1'653'000
RESULTAT PROVENANT D'ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-3'516'000

BUDGET 2020				
	SG-IRDP	UMER-SO	UMER-FP	Totaux
CHARGES D'EXPLOITATION	6'361'700	14'602'600	2'428'400	23'392'700
Charges de personnel	4'487'000	944'000	590'000	6'021'000
Salaires du personnel	4'070'000	831'000	308'000	5'209'000
Travailleurs temporaires	302'000	77'000	270'000	649'000
Prestations de l'employeur	86'500	35'000	10'000	131'500
Autres charges du personnel	28'500	1'000	2'000	31'500
Charges de biens et services, autres charges	1'368'700	11'830'600	1'637'000	14'836'300
Charges de matières et de marchandises	61'500	11'138'000	900'000	12'099'500
Immobilisations de biens non activés	91'500	190'000	308'000	589'500
Eau, énergie, combustible	36'000	0	0	36'000
Prestations de service et honoraires	729'700	486'000	355'000	1'570'700
Loyers	272'000	0	0	272'000
Dédommagements aux externes	176'000	3'000	28'000	207'000
Diverses charges d'exploitation	2'000	13'600	46'000	61'600
Amortissement immobilisations incorporelles	0	1'653'000	0	1'653'000
Charges de transfert	246'000	0	0	246'000
Subventions à redistribuer	260'000	0	161'400	421'400
Imputations internes	0	175'000	40'000	215'000
REVENUS D'EXPLOITATION	6'050'660	14'455'000	2'228'400	22'734'060
Taxes	109'000	14'450'000	1'652'400	16'211'400
Revenus divers	0	5'000	0	5'000
Prélèvement sur fonds de tiers	0	0	0	0
Revenus de transferts	5'506'660	0	414'600	5'921'260
Subventions à redistribuer	260'000	0	161'400	421'400
Imputations internes	175'000	0	0	175'000
RESULTAT PROVENANT D'ACTIVITES D'EXPLOITATION	-311'040	-147'600	-200'000	-658'640
Charges financières	-1'500	-2'000	0	-3'500
RESULTAT DE FINANCEMENT	-1'500	-2'000	0	-3'500
RESULTAT OPERATIONNEL	-312'540	-149'600	-200'000	-662'140
Utilisation des fonds propres affectés, réserve FP				
SG : EPROCOM / banque d'items.	292'400			292'400
UMER-SO : Réactualisations MER		38'000		38'000
UMER-FP sur réserve : révision collection du Commerce				0
UMER-FP sur réserve : nouvelle plateforme numérique			200'000	200'000
RESULTAT AVEC UTILISATION DES FONDS PROPRES AFFECTES / RESERVE FP (au bilan)	-20'140	-111'600	0	-131'740

COMPOSITION DES ORGANES PERMANENTS DE LA CIIP EN 2020

* les membres des Bureaux sont marqués d'un astérisque

Assemblée plénière (CIIP)

FRIBOURG	Jean-Pierre SIGGEN, président
BERNE	Christine HAESLER
GENÈVE	Anne EMERY-TORRACINTA
JURA	Martial COURTET
NEUCHÂTEL	Monika MAIRE-HEFTI
TESSIN	Manuele BERTOLI
VALAIS	Christophe DARBELLAY, vice-président
VAUD	Cesla AMARELLE
SG-CDIP, invité perm.	Suzanne HARDMEIER
SG-CIIP	Pascale MARRO
SG-CIIP, secrétariat	Pascale LAMARRE

CONFÉRENCES

Conférence des secrétaires généraux (CSG)

FRIBOURG	Michel PERRIARD, président
BERNE	Aldo DALLA PIAZZA
GENÈVE	Nicolas BINDSCHEDLER
JURA	Christophe CATTIN
NEUCHÂTEL	Jérôme AMEZ-DROZ, vice-président
TESSIN	Emanuele BERGER
VALAIS	Jean-Philippe LONFAT
VAUD	François MODOUX
SG-CIIP	Pascale MARRO
SG-CDIP	Suzanne HARDMEIER
IRDP, invitée perm.	Viridiana MARC
SG-CIIP, secrétariat	Pascale LAMARRE

Conférence latine de l'enseignement obligatoire (CLEO)

FRIBOURG	Hugo STERN* président
BERNE	Stève BLAESI
GENÈVE	Isabelle VUILLEMIN
	Eric STACHELSCHIED
JURA	Fred-Henri SCHNEGG*
NEUCHÂTEL	Jean-Claude MARGUET
TESSIN	Rezio SISINI
	Tiziana ZANINELLI
VALAIS	Michel BEYTRISON
VAUD	Giancarlo VALCESCHINI*
	Serge MARTIN → oct.
	Anne CHRISTE DE MELLO, a.i. dès déc.
SG-CIIP, invitée perm.	Viridiana MARC
SG-CIIP	Caroline DE RHAM*

Conférence latine de l'enseignement postobligatoire (CLPO)

BERNE	Florent COSANDEY* président
	Mario BATTAGLIA
FRIBOURG	François PICCAND
	Christophe NYDEGGER

(suite >>)

GENÈVE	Gilles MISEREZ
	Sylvain RUDAZ
JURA	Jean-Pascal LUTHI
NEUCHÂTEL	Laurence KNOEPFLER CHEVALLEY
TESSIN	Paolo COLOMBO
	Daniele SARTORI
VALAIS	Yves FOURNIER, dès mai
	Claude POTTIER
VAUD	Lionel EPERON * vice-président
	Jean-Daniel ZUFFEREY
SG-CIIP	Jean-Pascal MOUGIN *

Conférence latine de la pédagogie spécialisée (CLPS)

BERNE	Andréa FUCHS FATEH,* présidente
VAUD	Giancarlo VALCESCHINI
FRIBOURG	Stéphane NOËL
GENÈVE	Gabrielle STIASSNY
	Philippe THOMAS → janv.
JURA	Edith MATEILLE
NEUCHÂTEL	Philippe WILLI* vice-président
TESSIN	Mattia MENGONI
VALAIS	Guy DAYER
CSPS, invitée perm.	Géraldine AYER
	Romain LANNERS
SG-CIIP	Jacqueline GYGER

Conférence latine de l'orientation (CLOR)

NEUCHÂTEL	Christel BORNAND, présidente
BERNE	Adriano CATTANEO
FRIBOURG	Thomas DI FALCO
GENÈVE	Jean-Pierre CATTIN
JURA	Andréas HÄFELI
TESSIN	Rita BELTRAMI
VALAIS	Daniel CORDONIER, vice-président
VAUD	Alexandra PETROVITCH, dès mars
CSFO, invitée perm.	Jean-Paul JACQUOD
SG-CIIP	Daniel FORCHELET

Conférence latine de la formation des enseignants et des cadres (CLFE)

CSG	Jérôme AMEZ-DROZ, président
Départements de l'instruction publique	
BERNE	Aldo DALLA PIAZZA
FRIBOURG	Hugo STERN
GENÈVE	Céline MERAD-MALINVERNI
JURA	Christophe CATTIN
NEUCHÂTEL	Thierry CLÉMENT
TESSIN	Luca PEDRINI
VALAIS	Michel BEYTRISON
VAUD	Otto BRUDER → janvier
	Carlos VAZQUEZ

(suite >>)

Hautes Écoles et Institutions assimilées

BEJUNE	Maxime ZUBER, vice-président
FRIBOURG primaire	FrédéricINDERWILDI
FRIBOURG sec. (CERF)	Roland PILLONEL
GENÈVE (IUFE)	Isabelle MILI
TESSIN (DFA)	Stefano LOSA
VALAIS	Patrice CLIVAZ → sept. Fabio DI GIACOMO, dès sept.
VAUD	Thierry DIAS
IFFP	Jean-Pierre PERDRIZAT
Invité permanent	Stève BLAESI, président COFORDIF
SG-CIIP	Eva LEUENBERGER

Conférence des chefs de service et délégués aux affaires culturelles (CDAC)

FRIBOURG	Philippe TRINCHAN, président
JURA	Christine SALVADÉ
BERNE	Mélanie CORNU
GENÈVE	André KLOPMANN
NEUCHÂTEL	Zsuzsanna BÉRI → juillet Marie-Thérèse BONADONNA, dès sept.
VALAIS	Jacques CORDONIER → août Anne-Catherine SUTENMEISTER, dès sept.
VAUD	Nicole MINDER
SG-CIIP, secrétariat	Virginie BEYELER

COMMISSIONS PERMANENTES**Commission de gestion (COGEST)**

CSG	Aldo DALLA PIAZZA, président
CSG	Jean-Philippe LONFAT
CLEO	Christine BOSSUAT
CLDF	Stéphanie PORTMANN
CLPO	Alexandre REY
COMOS	Françoise WERTH
SG-CIIP	Pascale MARRO
SG-CIIP, secrétariat	Florence GILLET

Commission consultative des associations partenaires (COPAR)

CSG	Michel PERRIARD, président
CLEO	Fred-Henri SCHNEGG
CDGSRT	Christophe STAWARZ
CLACESO	Gérard AYMON Fabrice SOURGET Bettina THUILLARD
FAPERT	Jacqueline LASHLEY Jacques BOUVIER Isabelle COLLIARD
SER	Josy STOLZ David REY Samuel ROHRBACH
SSRE	Stéphanie BOECHAT-HEER
IRDPI	Anne BOURGOZ FROIDEVAUX
SG-CIIP	Pascale MARRO
SG-CIIP, secrétariat	Pascale LAMARRE

Commission pédagogique (COPED)

VALAIS	Christophe GERMANIER, président
BERNE	Silvia FANKHAUSER
FRIBOURG cycles 1-2	Lionel ROLLE
FRIBOURG cycle 3	Nicole GAILLARD
GENÈVE cycles 1-2	Nicole BUDLIGER
GENÈVE cycle 3	Rodrigue ECKERT
JURA	Dominique INGLADA Karine MERTENANT
NEUCHÂTEL	Alain RAMELET
VALAIS	Pierre ANTILLE
VAUD	Nathalie JACCARD François SULLIGER Mireille BRIGNOLI Francesca MARCHESINI Samuel ROHRBACH
SER cycle 1	
SER cycle 2	
SER cycle 3	
Recherche et didactique	
CAHR	Rosanna MARGONIS-PASINETTI Catherine TOBOLA COUCHEPIN
IRDPI / SG-CIIP	Viridiana MARC
TESSIN, invitée perm.	Serena RAGAZZI Matteo PIRICÒ
SG-CDIP, invitée perm.	Vesna WICHT
SG-CIIP	Caroline DE RHAM Shanoor KASSAM
SG-CIIP, secrétariat	Concetta COPPOLA

Commission des ressources didactiques numériques (CORES)

CELLCIPS	Elvio FISLER, président
BERNE	Jean-Marc RUEFF, → juillet Christian ROSÉ, dès août
FRIBOURG	Sylvain LANG
GENÈVE	Jean-René GUÉNÉE
JURA	Yves FROIDEVAUX, → avril Cyril JEANBOURQUIN, dès mai
NEUCHÂTEL	Frédéric FREY
TESSIN	Barbara BONETTI, → sept. Giuseppe LAFRANCHI, dès oct.
VALAIS	Dominique AYMON
VAUD	Bertrand MAGNIN
CLPS	André TISSOT-DAGUETTE
SER	Roberto SEGALLA Olivier SOLIOZ
SG-CIIP	Jacques DÉBOEUF Shanoor KASSAM
SG-CIIP, invité perm.	Gaël TEGUIA
SG-CIIP, secrétariat	Jessica SAUSER

Commission langues et échanges (COLANG)

CSG	Nicolas Bindschedler, président
BERNE	Philippe HERTER
FRIBOURG	Frédéric GANDER
GENÈVE	Catherine FERNANDEZ SONINO
JURA	Marc PITTET
NEUCHÂTEL	Françoise SIMON-VERMOT
TESSIN	Brigitte JÖRIMANN

(suite >>)

VALAIS	Sandra SCHNEIDER
VAUD	Fabienne MOTTET
SG-CDIP	Bernard WICHT
CLEO	Michel BEYTRISON
CLPO	François PICCAND
CDAC	Christine SALVADÉ
CHANCELLERIE FÉD.	Fabienne BERTAGNOLLO
UNIVERSITÉS	Laurent GAJO
	François GRIN
CAHR	Ariane TONON
	Barbara TSCHARNER
CLACESO	Laurent WINKLER, dès oct.
ASPF	Lisa MARTIN
SER	Gaétan EMONET
	Mélanie MARIDOR-JEANNERET
IRDP, invité perm.	Jean-François DE PIETRO
SG-CIIP	Andreas DUTOIT MARTHY
	Philippe RODUIT
	Virginie CONTI
SG-CIIP, secrétariat	Jessica SAUSER
	Nathalie NAZZARI

Commission pour l'éducation numérique (CONUM)

JURA	Christophe CATTIN, président
BERNE	Aldo DALLA PIAZZA
FRIBOURG	Philippe FROIDEVAUX
GENÈVE	Nicolas TAVAGLIONE
NEUCHÂTEL	Frédéric FREY
	Jean-François JOSS
TESSIN	Daniele PARENTI
VALAIS	Dominique AYMON
VAUD	Jérémy LEUTHOLD
CAHR	Julien CLÉNIN
CDIP	Marius BEERLI
CLACESO	Fabrice SOURGET
SER	Olivier SOLIOZ
Expert.es permanent.es	
CLEO, CLPS	Giancarlo VALCESCHINI
EPFL	Francesco MONDADA
FRITIC	Timon RIMENSBERGER
UNI-GE	Béatrice JOYEUX-PRUNEL
SG-CIIP	Viridiana MARC
	Serge BIEFNOT
SG-CIIP, secrétariat	Margaux THIÉBAUD

Commission romande d'évaluation des moyens d'enseignement de la formation professionnelle (CREME)

SG-CIIP	Sadri SHILI, président
BERNE et Santé	n.n.
FRIBOURG	Rolf WEHREN
GENÈVE	n.n.
JURA	Jean-Bernard FELLER
NEUCHÂTEL	Gilles AESCHLIMANN
VALAIS	Bernard DAYER
VAUD	Michel ETIENNE
CRT-EPC	Luca PESSION
FET	Paul-André HARTMANN
GLIMI	Claudio COMI
MENU	Alexandre BIRR, dès sept.

(suite >>)

IFFP	Ana ALBORNOZ
CREFP	n.n.
INTENDANCE	Marlis WAEFLER
MATU PRO	Jérôme PITTET
SEFRI	Fritz JORDI
CLPO, invitée perm.	n.n.
Collaborateur technique	Gérard ZENHÄUSERN
SG-CIIP, coord. projets	Christine FURTER
SG-CIIP, réforme commerce & plateforme	Romain MARION

CONSEILS

Conseil Média-Formation (CMF)

AP-CIIP	Cesla AMARELLE, présidente
RTS	Pascal CRITTIN, vice-président
	Eliane CHAPPUIS
	Tania CHYTIL
	Nathalie HOF
FAPERT	Jacqueline LASHLEY
SER	Olivier SOLIOZ
SG-CIIP	Pascale MARRO
SG-CIIP	Christian GEORGES
	Jacques DÉBOEUF

Conseil scientifique de l'IRDP (CS IRDP)

HEP-FR	Pierre-François COEN, président
PH-Berne	Catherine BAUER
Uni-Nancy	Eirick PRAIRAT
Uni-Luxembourg	Antoine FISCHBACH
IRDP	Viridiana MARC
	Murielle ROTH
IRDP, secrétariat	Nathalie SIMONET

COMMISSIONS DE COORDINATION

Commission de coordination pour la production et la distribution des moyens d'enseignement scolaires (COMOS)

GENÈVE	Gilles MONNEY, président
BERNE	Suzanne SCHEURER → août
	Bernhard KOBEL, août à déc
	Franziska WIEDMER, dès nov.
FRIBOURG	Nicolas AEBISCHER
JURA	Françoise WERTH
NEUCHÂTEL	Jean-Marc GOLAY
	Christine ZIADI, dès sept.
VALAIS	Yves CRETTON
VAUD	Sara FREI
	Jennifer ACKERMANN, → sept.
SG-CIIP, secrétariat	Séverine ERARD

Commission de coordination d'évaluation et d'épreuves communes (COMPRO)

GENÈVE	Isabelle VUILLEMIN, présidente
BERNE	Werner RIESEN
FRIBOURG	Jean-Paul SIMONET
JURA	Dominique INGLADA

(suite >>)

NEUCHÂTEL	Annick CHALLET JEANNERET
VALAIS	Sébastien VASSALLI
VAUD	Philippe LINDER
IRDP/SG-CIIP	Viridiana MARC
SG-CIIP secrétariat	Nathalie SIMONET

Commission de coordination de la procédure d'évaluation standardisée dans le domaine de la pédagogie spécialisées (COPES)

BERNE	Stéphane NOËL, président Emmanuel SCHWAB
FRIBOURG	Leila CHOUIER
GENÈVE	Renato BORTOLOTTI Maryline MOTTET
JURA	Eléonore SIMON
NEUCHÂTEL	Rachel TARDON FARINE
TESSIN	Omar PAGNAMENTA
VALAIS	Sylvie NICOLE-DIRAC Laurence LONFAT
VAUD	Philippe NENDAZ
CSPS, invitée perm.	Géraldine AYER
Expert invité	Patrick BONVIN

Commission de coordination et de surveillance du mandat de formation des directeurs-trices d'institutions de formation (COFORDIF)

CLEO	Stève BLAESI, président
CLEO	Michel BEYTRISON
CLPO	Laurence KNOEPFLER CHEVALLEY Claude POTTIER
CLPS	Philippe WILLI
CLACESO	Fabrice SOURGET Alain BASSET
SER	Pierre-Alain PORRET
FORDIF, invité.es perm.	Micheline LOVIS COURVOISIER Olivier PERRENDOD Frédéric YVON Thierry DIAS
Sec. II (form. prof.)	René CONSTANTIN
Sec. II (form. gén.)	Gilles REVAZ
SG-CIIP, secrétariat	Eva LEUENBERGER

Classes et accords intercantonaux (CAI)

VALAIS	Claude POTTIER, président
BERNE	Émilie OBERLING Bernhard SCHMUTZ
FRIBOURG	Marie-Christine DORAND → oct. Joana DA SILVA, dès juin Gilbert STOCKER → déc.
GENÈVE	Thierry DURAND Erwin FISCHER
JURA	Vincent JOLIAT Clément SCHAFFTER
NEUCHÂTEL	Corinne DE MARCO Angela FUCHS, dès février Julie MELLA
VALAIS	Marilyne DUTOIT

(suite >>)

VAUD	Christian VERNEX
	Jean-Daniel ZUFFEREY
SG-CIIP, secrétariat	Sylvette DEGUIN

Maturités professionnelles (CMP)

VALAIS	Claude POTTIER, président
BERNE	Simone SPACK → août Seraina ZOPPI, dès sept.
FRIBOURG	Luca PESSION
GENÈVE	Andreas FINK
JURA	Clément SCHAFFTER Loïc STALDER
NEUCHÂTEL	Katia SARTORI
TESSIN	n.n.
VALAIS	Patrick BORNET
VAUD	Fabienne RACCAUD Fabrice ROUILLER
SG-CIIP, secrétariat	Sylvette DEGUIN

Maturités spécialisées (CMS)

FRIBOURG	François PICCAND, président
BERNE	Mirjam WÄCKERLIN
FRIBOURG	Claude VAUTHEY
GENÈVE	David DE VITO
JURA	Clément SCHAFFTER Sébastien GERBER
NEUCHÂTEL	Katia SARTORI
TESSIN	Claudio DEL DON
VALAIS	Yves FOURNIER
VAUD	Nicolas SCHURTER
SANTÉ	Anne JACQUIER-DELAHOYE
TRAVAIL SOCIAL	Olivier GRAND
DESIGN-ARTS VISUELS	Marilène VUILLE
CEDG SRT	Anne-Lucie VERGÈRES
SG-CIIP	Jean-Pascal MOUGIN

Coopérations multilatérales et européennes (CME)

FRIBOURG	François PICCAND, président
BERNE	Simone SPACK
FRIBOURG	Leïla BERSIER
GENÈVE	Catherine FERNANDEZ SONINO Natacha JUDA
JURA	André FERLIN
NEUCHÂTEL	Stéphane BUCHER Nada GIRARDOT
TESSIN	Andrea TOGNI
VALAIS	Sandra SCHNEIDER
VAUD	Pierre FANTYS
MOVETIA	Christophe BETTIN Olivier TSCHOPP
IFFP	Erik SWARS, dès août
SG-CIIP	Jean-Pascal MOUGIN

Formation et qualification des adultes (CFQA)

BERNE	Florent COSANDEY, président Valentine JEANNERET → août Adriano CATTANEO, dès sept.
-------	--

(suite >>)

FRIBOURG	Sophie VOILLAT Peter ZOLLET → nov. Markus MOSIMANN, dès déc.
GENÈVE	Dao NGUYEN
JURA	Ana Laura KRAEHENBUEHL Blaise KOLLER
NEUCHÂTEL	Mariana PERRET Cyril REGAMEY
TESSIN	Walter SEGHIZZI
VALAIS	Lionel CLAVIEN
VAUD / CIFIC	Jean-Pierre BAER
VAUD	Eugénie SAYAD → mars Noémie CROSA BEN AHMED, dès août
SG-CIIP, secrétariat	Sylvette DEGUIN

Cours interentreprises (CCIE)

VALAIS	Claude POTTIER, président
BERNE	n.n.
FRIBOURG	Joana DA SILVA, dès juin Reto JULMY Gilbert STOCKER, → déc.
GENÈVE	Ana-Maria BARBEITO Sabrina COHEN DUMANI
JURA	Jonathan CHEVROLET Vincent JOLIAT
NEUCHÂTEL	Marion OTHENIN-GIRARD Sylvie PERRET
TESSIN	Ingrid FURGER
VALAIS	David VALTERIO
VAUD	Nathalie BERNHEIM Philippe MUGGLI
SG-CIIP, secrétariat	Daniel FORCHELET

Enseignement de la culture générale (CeCG)

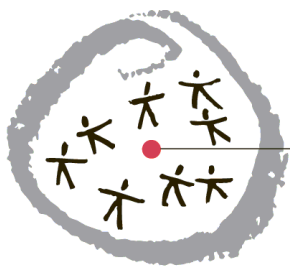
GENÈVE	Sylvain RUDAZ, président
BERNE	Clémence PERRIN
FRIBOURG	Daniel BENDA Bertrand CHANEZ
JURA	Tristan MULLER
NEUCHÂTEL	Michel BERNASCONI
TESSIN	Rosa BUTTI
VALAIS	René CONSTANTIN
VAUD	Christine RAMA Michel TATTI
IFFP	Cindy GALVANETTO
SG-CIIP, secrétariat	Daniel FORCHELET

Collaborateurs permanents (SG-CIIP, IRDP, UMER)

Franca ARMI	Collaboratrice scientifique
Yolande BERGA	Collaboratrice scientifique
Virginie BEYELER	Secrétaire
Gaël BLANCHET	Collaborateur scientifique, dès juillet
Anne BOURGOZ	
FROIDEVAUX	Journaliste scientifique
Magali BUEHLER	Secrétaire
David BÜRKI	Collaborateur scientifique
Virginie CONTI	Collaboratrice scientifique

(suite >>)

Concetta COPPOLA	Secrétaire
Yves CRETTON	Responsable UMER-SO
Jacques DÉBOEUF	Collaborateur scientifique
Sylvette DEGUIN	Secrétaire
Jean-François de PIETRO	Collaborateur scientifique
Claire DETCHEVERRY	Collaboratrice scientifique, dès août
Caroline de RHAM	Collaboratrice scientifique
Isabelle DESCHENAUX	Responsable Documentation
Andreas DUTOIT MARTHY	Collaborateur scientifique
Séverine ERARD	Secrétaire
Nancy FAVRE-ZEISER	Collaboratrice scientifique
Romina FERRARI	Assistante scientifique
Daniel FORCHELET	Collaborateur scientifique
Christine FURTER	Coordnatrice de projets
Christian GEORGES	Collaborateur scientifique
Florence GILLET	Administratrice
Luc GIUDICE	Apprenti employé de commerce, dès août
Simon GLASSEY	Collaborateur scientifique
Morgane GUENAT	Apprentie employée de commerce → juillet
Jacqueline GYGER	Collaboratrice scientifique
Shanoor KASSAM	Collaboratrice scientifique
Pascale LAMARRE	Assistante de direction
Françoise LANDRY	Bibliothécaire-documentaliste
Eva LEUENBERGER	Collaboratrice scientifique
Luis MAIA	Concierge
Viridiana MARC	Directrice IRDP et Secrétaire générale adjointe SG-CIIP
Pascale MARRO	Secrétaire générale
Alina MATEI	Collaboratrice scientifique
Ken MAURON	Assistant scientifique, dès nov.
Karen MICHEL	
D'ANNOVILLE	Collaboratrice scientifique → juillet
Jean-Pascal MOUGIN	Resp. secteur postobligatoire
Nathalie NAZZARI	Secrétaire
Michel NICOLET	Assistant scientifique → juin
Muriel PEMATSANG	Bibliothécaire-documentaliste
Doris PENOT	Secrétaire
Philippe RODUIT	Collaborateur scientifique
Murielle ROTH	Collaboratrice scientifique
Isaline RUF	Assistante scientifique
Veronica SANCHEZ ABCHI	Collaboratrice scientifique
Jessica SAUSER	Secrétaire
Karin SEILER	Secrétaire
Sadri SHILI	Responsable UMER-FP
Nathalie SIMONET	Secrétaire de direction
Gaël TEGUIA	Responsable informatique
Margaux THIÉBAUD	Secrétaire
Joram VUILLE	Éditeur numérique, dès février
François WOHLHAUSER	Collaborateur scientifique → juillet



CONFÉRENCE INTERCANTONALE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE
LA SUISSE ROMANDE ET DU TESSIN

Faubourg de l'Hôpital 68
Case postale 556
CH-2002 Neuchâtel

Tél. 032 889 69 72
Fax 032 889 69 73
ciip@ne.ch
www.ciip.ch